FR256. The Right in France, From the Dreyfus Affair to the Present

Sourcebook 2022–23

WEEK ONE: DEFINING THE FRENCH RIGHT

1 a.) Joseph de Maistre, *Considérations sur la France* (1797), pp. 132–34: 'les mots engendrent presque toutes les erreurs …'

Pour faire la Révolution française, il a fallu renverser la religion, outrager la morale, violer toutes les propriétés, et commettre tous les crimes : pour cette œuvre diabolique, il a fallu employer un tel nombre d'hommes vicieux, que jamais peut-être autant de vices n'ont agi ensemble pour opérer un mal quelconque. Au contraire, pour rétablir l'ordre, le Roi convoquera toutes les vertus ; il le voudra, sans doute ; mais, par la nature même des choses, il y sera forcé. Son intérêt le plus pressant sera d'allier la justice à la miséricorde ; les hommes estimables viendront d'eux-mêmes se placer aux postes où ils peuvent être utiles, et la religion, prêtant son sceptre à la politique, lui donnera les forces qu'elle ne peut tenir que de cette sœur auguste.

Je ne doute pas qu'une foule d'hommes ne demandent qu'on leur montre le fondement de ces magnifiques espérances ; mais croit-on donc que le monde politique marche au hasard, et qu'il ne soit pas organisé, dirigé, animé par cette même sagesse qui brille dans le monde physique ? Les mains coupables qui renversent un Etat, opèrent nécessairement des déchirements douloureux ; car nul agent libre ne peut contrarier les plans du Créateur, sans attirer, dans la sphère de son activité, des maux proportionnés à la grandeur de l'attentat ; et cette loi appartient plus à la bonté du grand être qu'à sa justice.

Mais, lorsque l'homme travaille pour rétablir l'ordre, il s'associe avec l'auteur de l'ordre ; il est favorisé par la *nature*, c'est-à-dire par l'ensemble des choses secondes, qui sont les ministres de la Divinité. Son action a quelque chose de divin ; elle est tout à la fois douce et impérieuse ; elle ne force rien, et rien ne lui résiste : en disposant, elle rassainit : à mesure qu'elle opère, on voit cesser cette inquiétude, cette agitation pénible qui est l'effet et le signe du désordre ; comme sous la main du chirurgien habile, le corps animal luxé est averti du replacement par la cessation de la douleur.

Français, c'est au bruit des chants infernaux, des blasphèmes, de l'athéisme, des cris de mort et des longs gémissements de l'innocence égorgé ; c'est à la lueur des incendies, sur les débris du trône et des autels, arrosés par le sang du meilleur des Rois et par celui d'une foule innombrable d'autres victimes ; c'est au mépris des mœurs et de la foi publique, c'est au milieu de tous les forfaits, que vos séducteurs et vos tyrans ont fondé ce qu'ils appellent *votre liberté*.

C'est au nom du Dieu TRES-GRAND ET TRES-BON, à la suite des hommes qu'il aime et qu'il inspire, et sous l'influence de son pouvoir créateur, que vous reviendrez à votre ancienne constitution, et qu'un Roi vous donnera la seule chose que vous deviez désirer sagement : *la liberté par le monarque*.

Par quel déplorable aveuglement vous obstinez-vous à lutter péniblement contre cette puissance qui annule tous vos efforts pour vous avertir de sa présence ? Vous n'êtes impuissants que parce que vous avez osé vous séparer d'elle, et même la contrarier ; du moment où vous agirez en concert avec elle, vous participerez en quelque manière à sa nature ; tous les obstacles s'aplaniront devant vous, et vous rirez des craintes puériles qui vous agitent aujourd'hui. Toutes les pièces de la machine politique ayant une tendance naturelle vers la place qui leur est assignée, cette tendance, qui est divine, favorisera tous les efforts du Roi ; et l'ordre étant l'élément

naturel de l'homme, vous y trouverez le bonheur que vous cherchez vainement dans le désordre. La révolution vous a fait souffrir, parce qu'elle fut l'ouvrage de tous les vices, et que les vices sont très-justement les bourreaux de l'homme. Par la raison contraire, le retour à la monarchie, loin de produire les maux que vous craignez pour l'avenir, fera cesser ceux qui vous consument aujourd'hui ; tous vos efforts seront positifs ; vous ne détruirez que la destruction.

1 b.) ***La Royale***

I. Français, parlons avec courage,
Nés sur le sol qu'ont rassemblés nos Rois !
Nous recevons en héritage,
Un champ moins riche, et moins grand qu'autrefois...
C'est pourtant bien la même graine,
La même terre aussi pourtant,
Qui donc a pillé le domaine ?
Il faut savoir, il est grand temps.

Refrain
Si tu veux ta délivrance,
Pense clair et marche droit !
Les Rois ont fait la France !
Elle se défait sans Roi.
Si tu veux ta délivrance,
Pense clair et marche droit !
Français, nous voulons une France,
Mais à la France il faut un Roi !

II. Sans ordres, sans chef et sans guide,
Le peuple errant n'est qu'un pauvre troupeau,
Le nombre est un tyran stupide
Que les flatteurs poussent à son tombeau !
Le pouvoir n'est que la proie
Que se disputent les partis,
Pour sauver la France qu'ils broient
Autour du chef, soyons unis !

Refrain

III. Tu n'étais pas un prolétaire
Libre artisan des métiers de jadis,
A l'atelier comme à la terre
Le Roi seul fort protégeait les petits !
Abandonné, l'ouvrier peine,
Esclave hier, forçat demain
Entre les dictateurs de haine
Et ceux du capital sans fin.

Refrain

IV. Protégeant nos foyers prospères
Le Roi tenait nos rivaux désunis,
La démocratie unitaire
A fait le bloc des Teutons ennemis !
Menant les peuples aux carnages
Elle armera le genre humain,
La paix n'est qu'aux mains du Roi sage,
Qui rompait le faisceau Germain !

V. Sur le pays sans Monarchie
L'ennemi fond quatre fois en cent ans ;
Nous avons sauvé la Patrie,
Mais qu'a-t-on fait du prix de notre sang ?
Le Roi, qui, si l'on croit l'Histoire
Ne le versa jamais en vain,
N'eût pas livré notre victoire
Au saboteur américain.

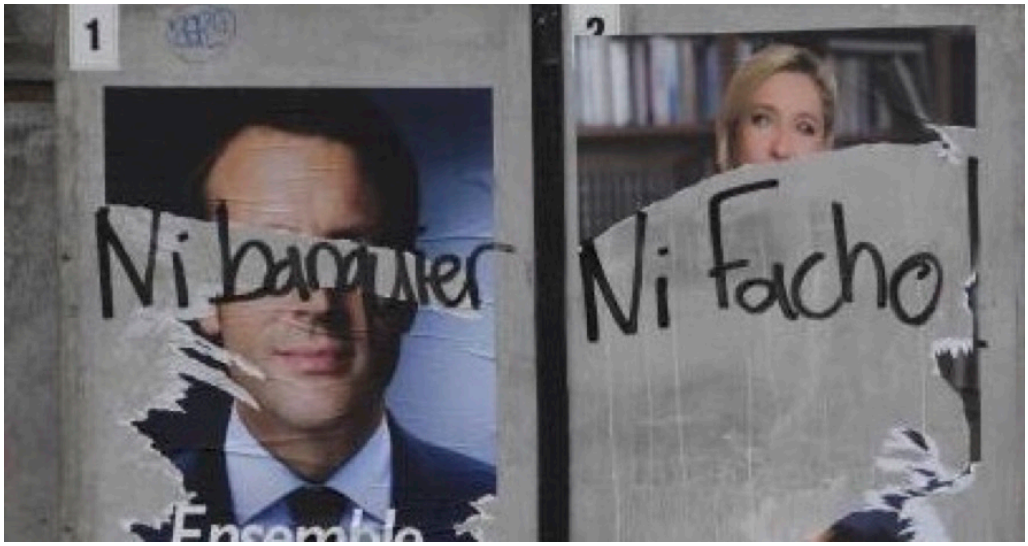
VI. Transformant en ghetto immonde
Notre Paris qu'on ne reconnait plus,
On voit la vermine du monde
Prendre gaîment la place des poilus.
Vainqueurs, porterez-vous ces chaînes ?
Est-ce pour subir un tel sort
Que reviennent ceux qui reviennent,
Et que sont morts ceux qui sont morts ?

VII. Enfin, des chimères fatales
Un grand penseur délivre nos cerveaux ;
Assez de sang et de scandales,
Hommes petits qui crient de grands mots !
Pour les rhéteurs, l'heure est mauvaise,
Notre force est d'avoir raison,
Et partout l'Action Française
Fait reculer la trahison !

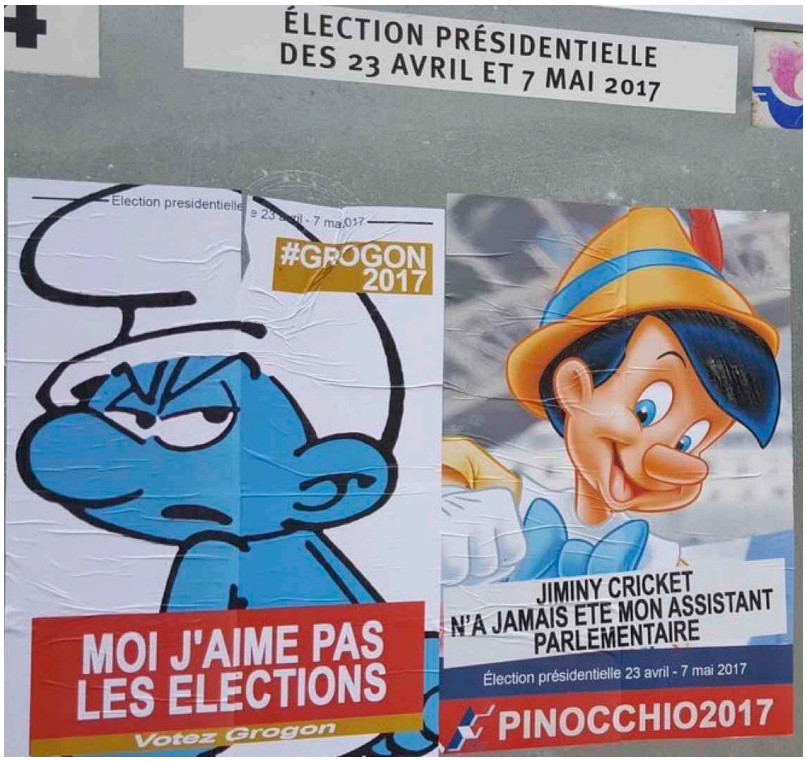
Defaced Electoral Posters, April 2017

1 c.) Emmanuel Macron : 'imposteur'

1 d.) 'Ni banquier, ni facho'



1 e.) François Fillon : 'un vol pour la France'



1 f.) Marine Le Pen : 'honte'

1 g.) Action Française parades in honour of Joan of Arc, 13 May 2018 (from 'Paris Vox', 14 May 2018)

WEEK TWO: AVANT-GARDE FASCISM?
NATIONAL POPULISM FROM THE DREYFUS AFFAIR TO THE 1920S

2 a.) Édouard Drumont, *La France juive. Essai d'histoire contemporaine* (43rd edition, Paris, E. Flammarion, 1886) Vol 1.

Introduction

Taine a écrit la *Conquête jacobine*. Je veux écrire la *Conquête juive*.

À l'heure actuelle, le Jacobin, tel que nous l'a décrit Taine, est un personnage du passé égaré au milieu de notre époque ; il a cessé d'être dans le mouvement, comme on dit. Le temps n'est plus que nous ont dépeint les Goncourt, où « ce que l'architecture a de merveilles, ce que la terre a de magnificences, le palais et ses splendeurs, la terre et ses richesses, la forêt et ses ombres étaient les jetons de cette Académie de sang : — la Convention. »

Quand il veut se nantir lui-même, le Jacobin aujourd'hui échoue misérablement. Voyez Cazot, voyez Marius Pouley et Brutus Bouchet ; ces purs hirsutes et mal peignés n'ont pas eu la légèreté de touche qu'il fallait pour réussir. Figurez-vous un pick-pocket qui ferait des bleus à ceux qu'il fouillerait, marcherait sur la queue des chiens ou casserait des carreaux au moment d'opérer, tous les regards se porterait sur lui et la foule le poursuivrait en criant : « hou ! hou ! »

La seule ressource du Jacobin, en dehors de ce qu'il nous extorque par le budget, est de se mettre en condition chez Israël, d'entrer comme administrateur dans quelque compagnie juive où on lui fera sa part.

Le seul auquel la Révolution ait profité est le Juif. Tout vient du Juif ; tout revient au Juif.

Il y a là une véritable conquête, une mise à la glèbe de toute une nation par une minorité infime mais cohésive, comparable à la mise à la glèbe des Saxons par les soixante mille Normands de Guillaume le Conquérant.

Les procédés sont différents, le résultat est le même. On retrouve ce qui caractérise la conquête ; tout un peuple travaillant pour un autre qui s'approprie, par un vaste système d'exploitation financière, le bénéfice du travail d'autrui. Les immenses fortunes juives, les châteaux, les hôtels juifs ne sont le fruit d'aucun labeur effectif, d'aucune production, ils sont la proélibation d'une race dominante sur une race asservie.

Il est certain, par exemple, que la famille de Rothschild, qui possède ostensiblement trois milliards rien que pour la branche française, ne les avait pas quand elle est arrivée en France ; elle n'a fait aucune intervention, elle n'a découvert aucune mine, elle n'a défriché aucune terre ; elle a donc prélevé ces trois milliards sur les Français sans leur rien donner en échange.

Cette fortune énorme s'accroît par une profession en quelque sorte fatale.

Le Dr Ratzinger l'a dit très justement :

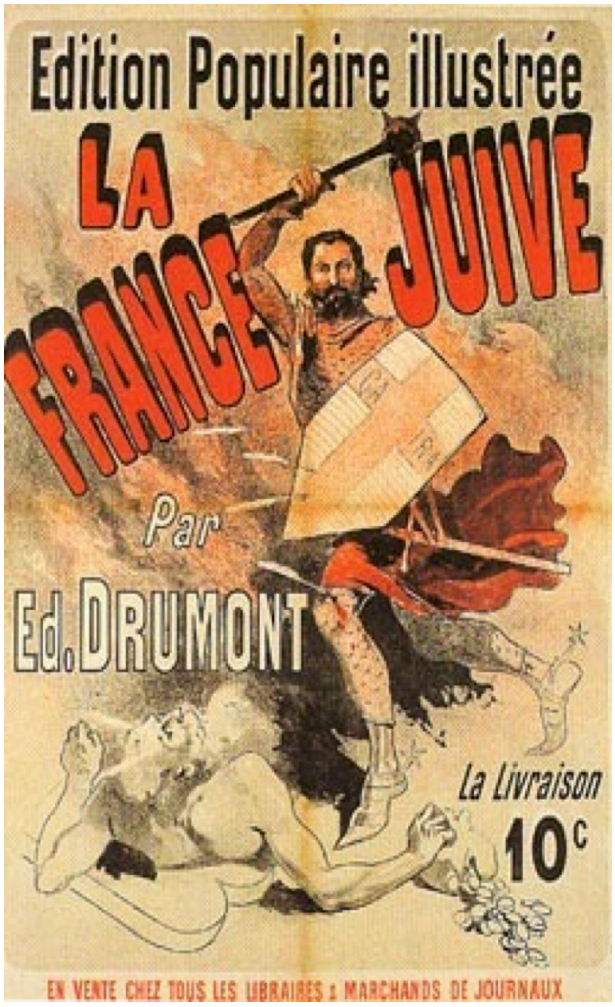
« L'expropriation de la société par le capital mobile s'effectue avec autant de régularité que si c'était là une loi de la nature. Si on ne fait rien pour l'arrêter, dans l'espace de 50 ans, ou, tout au plus, d'un siècle, toute la société européenne sera livrée, pieds et poings liés, à quelques centaines de banquiers juifs. »

Toutes les fortunes juives se sont constituées de la même façon par une prélévation sur le travail d'autrui.

« La spéculation, dit Schaeffle, qui fit partie du ministère conservateur de Hohenwarth, en Autriche, a touché, grâce à l'agiotage, deux milliards six cent vingt-six millions de francs en sus du prix d'émission sur les actions des six grands chemins de fer français. Ces actions étaient ensemble au nombre de trois millions et le prix total de leur émission ne s'élevait qu'à 1,529,000,000. »

À ce gain fabuleux, mais qui n'est qu'un détail dans l'ensemble, ajoutez les innombrables affaires financières et industrielles qui ont attiré l'argent des actionnaires avec de pompeuses promesses ; songez à ce qu'ont apporté à ces entreprises des centaines de milliers de petits rentiers, d'ouvriers économes et vous aurez une faible idée de ce que le Juif, maître absolu de la finance, a pu extraire depuis soixante-dix ans de cette France laborieuse, qui recommence toujours un nouveau miel, quand on l'a dépouillée du précédent.

2 b.) Cover image, ***La France juive, édition populaire illustrée***



2 c.) The Dreyfus Affair: Timeline

15 October 1894	Captain Alfred Dreyfus (1859–1935) is arrested without explanation and incarcerated in the Cherche-Midi prison in Paris, after a cleaning lady (and spy) finds a piece of military intelligence at the German Embassy that seems to be in his handwriting. The real culprit is Major Ferdinand Esterhazy (1847–1923)
22 December 1894	Dreyfus is court-martialled and condemned: the judgement is based partly on forged documents and a 'secret dossier'
January 1895	Dreyfus is stripped of his military rank to cries of 'À bas le Juif!', imprisoned on the Île de Ré, and finally sent to exile on Devil's Island in French Guyana. Here he is kept in solitary confinement.
18 September 1896	Lucie Dreyfus publishes an open letter insisting that her husband is innocent. Lieutenant Colonel Picquart becomes convinced that Esterhazy is the real culprit
December 1897	Esterhazy is tried but declared innocent
13 January 1898	Émile Zola's open letter to the President of the Republic, 'J'Accuse', is published on the front page of *L'Aurore*. More than 300,000 copies are sold, making this 'one of the greatest journalistic events of the nineteenth century' (Ruth Harris)
14 January 1898	Dreyfusard writers and scientists sign a petition to denounce flaws in the 1894 court martial and demand clarity on Esterhazy's role
15 January 1898	A further petition is organized by biologist Édouard Grimaux
17 January 1898	8000 nationalists gather for a meeting at the Tivoli Vaux-Hall: though police disperse some protesters, others descend on the Rue des Rosiers in the Jewish quarter and attack houses and shops
23 January	Georges Clemenceau praises 'intellectuals' in an editorial for *L'Aurore*
1 February 1898	Maurice Barrès mocks the intervention of writers and scientists
7 February 1898	Zola's trial opens in Paris. He is found guilty of libel and given the highest penalty of 3 years' imprisonment and a fine of 3000 francs. He appeals against the verdict, fails to attend the second trial, and flees into exile in England in July (returning to France in 1899)
28 February 1898	Henry Leyret writes in *L'Aurore* that intellectuals are defending 'truth and justice' against the 'tyranny of the sword'
15 March 1898	Ferdinand Brunetière's 'Après le procès' appears in the *Revue des Deux Mondes*

7 July 1898	General Cavaignac details the 'proof' against Dreyfus in a speech to the Chamber of Deputies (not knowing this 'proof' is forged)
30 August 1898	Colonel Henry confesses to the forgery and subsequently commits suicide in prison
3 June 1899	The Court of Cassation sets aside the 1894 decision and refers Dreyfus's case to a new court-martial in Rennes (August-September 1899). Military judges find Dreyfus guilty but with 'extenuating circumstances'
19 September 1899	Dreyfus is granted a presidential pardon
29 September 1902	Émile Zola dies in Paris
1903–6	Dreyfus appeals for a revision. His case is concluded on 12 July 1906 when he is formally rehabilitated. On 20 July Dreyfus is restored to the army at the École Militaire

2 d.) ***Le Petit Journal*****, 18 January 1898**

Les Manifestations

Il y a eu hier encore, dans la matinée et dans l'après-midi, un certain nombre de manifestations, mais elles ne sont guère devenues sérieuses que vers cinq heures du soir.

La Journée

Les élèves de l'École des Beaux-Arts se sont formés en monôme à la sortie des cours de la matinée. En tête de la manifestation, un élève portait une bannière sur laquelle était représentée la caricature de M. Zola. Les manifestants se sont dispersés place Saint-Germain des Prés à la première réquisition des agents.

Il n'y a pas eu de troubles proprement dits à la Faculté de droit, mais afin que des intrus ne puissent s'introduire dans les salles des cours, M. Garsonnet, doyen de la Faculté, a fait afficher dans le vestibule de la grande porte l'avis suivant : *A partir de lundi 17 janvier courant, l'entrée de la Faculté ne sera accordée qu'aux étudiants munis de leur carte ou porteurs d'un permis de travailler à la bibliothèque.*

Les cours se sont passés hier dans le plus grand calme et c'est à peine si l'on a entendu dans la cour, à la sortie, quelques cris de : « Conspuez Zola ! »

A cinq heures du soir les externes des lycées Saint-Louis et Henri IV se sont réunis au nombre de deux cents environ place de la Sorbonne et se sont formés en monôme. Dispersés plusieurs fois, les jeunes manifestants ont fini par se séparer définitivement au pont de la Tournelle.

A peu près à la même heure une bande de très jeunes gens qui parcourait les boulevards et les rues du neuvième arrondissement en se dirigeant vers la demeure de M. Zola a été dispersée par quelques gardiens de la paix. Mais vers six heures un quart des étudiants, au nombre de 150 environ, ont pu parvenir jusqu'à la rue de

Bruxelles, où ils ont manifesté avec vigueur contre M. Zola. Les gardiens de la paix ont reçu du renfort et ont dispersé les étudiants après avoir opéré quatre arrestations.

Un autre groupe composé de deux cents à deux cent cinquante jeunes gens a réussi à franchir le pont de la Tournelle vers six heures, mais les manifestants ont été arrêtés et dispersés place de la République.

Au cours d'une de ces manifestations un élève en pharmacie nommé Coquelet a été arrêté.

Enfin à sept heures moins un quart, M. Duvivier, officier de la paix de deuxième arrondissement, a dispersé rue Montmartre, devant l'hôtel où s'impriment divers journaux, une colonne de cinq cents manifestants.

Jusqu'alors les manifestations n'avaient en d'importance que par le nombre de personnes qui y avaient pris part, mais aucun incident véritablement sérieux ne s'était produit. La soirée a été plus orageuse.

Le Meeting du Tivoli-Wauxhall

Un comité « de protestation contre les agissements du syndicat de la trahison » avait couvert depuis deux jours les murs de Paris d'immenses affiches dans lesquelles il convoquait les Parisiens à un meeting organisé au Tivoli-Wauxhall pour « protester contre les agissements du syndicat de trahison et pour réclamer des mesures énergiques contre les auteurs du complot, les insulteurs de l'armée, qui veulent livrer la France à la merci d'une poignée de juifs enrichis des dépouilles de tous. »

En prévision de troubles possibles, de très sérieuses mesures d'ordre avaient été prises.

Dès huit heures, c'est par groupes compacts que les manifestants gagnent Tivoli-Wauxhall et bientôt l'immense salle est remplie d'une foule bruyante et animée. A la tribune, absolument comble, les organisateurs de la réunion se rendent immédiatement compte de l'impossibilité de se faire entendre.

M. Jules Guérin prononce une courte allocution et cède aussitôt la parole à M. Thiébaut. Dès lors se déchaîne un bruit formidable composé de cris, de bravos, de chants et de sifflets. Prévoyant l'issue du meeting, on présente un ordre du jour flétrissant les manœuvres du syndicat des amis de Dreyfus, qui est acclamé. C'est la fin déjà, bien que la réunion doive durer jusqu'à onze heures.

A ce moment, en effet, une cinquantaine d'anarchistes font irruption dans la salle et, avec leur tactique habituelle, gagnent les abords de la tribune en frappant à coups de poing et à coups de canne autour d'eux.

M. Georges Thiébaut s'élance alors vers les drapeaux tricolores qui ornent la tribune et les distribue à la foule qui proteste contre les anarchistes par les cris de : « Vive la France ! Vive l'armée ! » auxquels les compagnons répondent : « Vive la Révolution sociale ! Vive l'internationale ! » Pour empêcher l'assaut de la tribune, on enlève l'échelle de fer qui y donne accès.

C'en est fait. La mêlée devient générale et l'on aperçoit dans la salle des remous qui se produisent, des drapeaux tricolores qui sont agités, défendus par les patriotes contre la bande d'anarchistes qui veut s'en emparer.

L'un des compagnons parvient à saisir un des drapeaux dont il jette le bleu et le blanc, ne conservant que la bande rouge qu'il fixe à sa canne. Ainsi, l'élevant comme un fanion, il parcourt la salle, suivi d'une troupe qui crie : « Vive la Révolution ! Vive la Commune ! »

Des rixes éclatent, les coups de canne pleuvent, l'éclair de quelques couteaux brille, le sang coule. MM. Dubuc, président des étudiants antisémites, et Dabourdin, garçon de bureau, sont frappés à coups de canne plombée. On les emporte.

Le porte-étendard anarchiste reçoit lui-même des coups de poing et de canne et il a le visage ruisselant du sang qui coule de ses blessures.

De toutes parts on se bat, et sous la chaleur accablante, une panique gagne les assistants. On force la grille massive donnant sur la rue de la Douane, et dès que cette issue s'offre, quelques centaines de personnes se trouvent comme jetées dans la rue d'un secouement de la foule.

Le vacarme est assourdissant. A la tribune les orateurs ont renoncé à tenter de parler et ils sont prisonniers, l'échelle de fer étant toujours absente.

Des discussions particulières amènent des pugilats, tandis que, en un mélange curieux, éclatent, poussés par des milliers de poitrines, les cris : « Conspuez Zola ! Conspuez Zola ! Conspuez ! A bas les juifs ! Vive l'armée ! »

Toujours, les anarchistes continuent leur ronde infernale, se frayant un passage dans la foule. Au dehors, dans le brouillard intense, apparaissent, aux deux extrémités de la rue de la Douane, des piquets de gardes municipaux à cheval, des escouades de gardiens de la paix.

Vers dix heures, les anarchistes parviennent enfin à s'emparer de la tribune où l'on voit dès lors flotter le drapeau rouge. Une des personnes qui s'y trouvaient, M. Poinsignon, est saisie par eux et l'on se demande avec effroi s'ils ne vont pas la jeter par-dessus la balustrade sur l'assistance. Ils se contentent de lui faire dégringoler l'échelle qu'ils ont replacée. Maîtres de la place, on les voit danser, gesticuler désespérément, et bientôt se produisit entre eux-mêmes une rixe, des coups, un charivari épouvantable.

Par petits groupes, on sort, et les discussions reprennent dans la rue. M. Millevoye est très entouré et lorsqu'il crie : « Vive la France ! Vive l'armée ! » quelques centaines de personnes l'applaudissent et se placent auprès de lui.

A onze heures enfin, on commence à éteindre dans la salle. On se précipite vers les issues, et c'est sur les cris répétés de « Conspuez Zola ! A bas les juifs ! Vive la France ! Vive l'armée ! » que s'effectue la sortie vers le canal.

Les arrestations

Six arrestations ont été opérées à ce moment. Les perturbateurs ont été conduits à la caserne du Château-d'Eau, dans la salle de garde ; où M. Carpin, commissaire de police, est venu les interroger.

Quatre des individus amenés devant le magistrat avaient été arrêtés pour avoir refuser de circuler. Les deux autres manifestants avaient crié : « Vive l'anarchie ! » L'un d'eux avait même arboré un drapeau rouge qui a été saisi.

Les blessés

Les blessés, au nombre d'une dizaine, ont été conduits dans une pharmacie, faubourg du Temple, no. 28. La plupart portaient les traces de coups à la tête et sur différentes parties du corps.

A la sortie du meeting, alors que les manifestants passaient quai Valmy, un jeune homme, Gaston Lamon, demeurant rue Corbeau, qui criait « Vive l'armée ! A bas Zola ! » a été blessé à la tête avec un coup-de-poing américain par un individu qui s'est enfui. Il a reçu des soins à la pharmacie du faubourg du Temple.

2 e.) ***Le Petit Journal*****, 10 July 1898. «** ***Nos gravures. Si vous continuez, je vous mets tous à la porte*** **» (p. 223)**

Sitôt la nouvelle Chambre réunie, le tapage a commencé.

Les journaux ont raconté en partie ce qui s'est passé, mais ils n'ont pas tout dit : ils ne pouvaient pas tout dire.

Comment imprimer, en effet, les mots grossiers que ne craignent pas d'employer certains de nos honorables ? Comme Boileau l'a déclaré : « Le lecteur français veut être respecté. »

L'impression donnée à certains jours par la Chambre est celle d'une classe d'écoliers turbulents.

C'est ce qu'a rendu d'une façon si amusante notre dessinateur.

Quoi qu'il en soit, tous ces tapageurs feront bien de prendre garde ; quand les écoliers se conduisent mal, le maître les met à la porte ; dans le cas présent, le maître d'école s'appelle la France.

2 f). Election poster, 1902

2 g.) Georges Valois, *L'Homme qui vient* (Paris, 1906, 1909, 1923) (extracts)
Préface de l'édition définitive (août 1923), pp. 7–15.

Les commentaires de Clovis
Il y aura bientôt vingt ans que ce petit livre a été conçu, écrit, imprimé. Voilà bien le moment venu de porter un jugement motivé sur les thèses que je proposais alors et sur l'esprit qui anime ce livre. Je soumets de nouveau l'ouvrage à la critique : que l'on juge les idées qu'il contient et la prophétie qu'il constitue. En 1905, fils de la génération anarchiste, en plein triomphe officiel de la philosophie anarchiste, j'annonçais la disparition de l'anarchiste, le réveil de l'homme civilisé. L'homme qui venait, c'était alors, pour les pontifes laïques, le démolisseur de toute autorité : l'homme qui vient, disais-je, c'est le redresseur de l'autorité bienfaisante.

Après vingt ans, le siècle nous fournit quelques réponses. Une génération nouvelle est là pour porter témoignage. Avant de déposer ce petit livre sur le bureau des critiques, j'interroge mon fils aîné, qui faisait ses premières dents pendant que j'écrivais les premières pages du livre, et qui, en ce jour même, connaît ses vingt ans, l'âge où l'homme est physiquement anarchiste : Quel homme est venu, fils du siècle ?

– Maurras, et nous sommes une armée avec lui !

Vous me direz qu'il est mon fils, et qu'il serait bien étonnant qu'il ne servît pas dans les armées du Roi. Je vous l'accorde, mais accordez-moi qu'il était dans la coutume du stupide XIXe siècle que les garçons de vingt ans fussent anarchistes, leur père fût-il le chef de l'État. C'était passé la quarantaine qu'ils devenaient des hommes d'ordre parce que leurs passions étaient apaisées. Observez en outre que les générations précédentes avaient été assez mal élevées ; on leur avait présenté l'autorité sous les formes les plus atténuées, et, toute faible qu'elle fût, l'autorité leur paraissait détestable. Mais voici nos enfants pour qui l'autorité a été entière et rude. Ils l'aiment, et ne se fâchent que lorsqu'elle fléchît. Je conclus qu'il y a quelque chose de sain au royaume de France.

Disons mieux : c'est sur toute l'étendue du territoire européen qu'un changement s'est produit dans le sens que nous indiquions il y a vingt ans. Il y a vingt ans, la démocratie politique, l'anarchie intellectuelle et morale pénétraient partout ; ces deux formes d'une même philosophie tendaient à recouvrir toute la vie européenne. En l'an 1923, c'est un renversement total : les idées démocratiques ne règnent plus guère que chez les populations arriérées ; il est dès maintenant évident que le XXe siècle sera le siècle de l'autorité. Sera-t-il le siècle de l'Ordre, de l'Ordre juste et humain ? La question est encore pendante, mais le problème est résolu en ce qui concerne l'autorité, et l'Europe vomit la démocratie.

Il ne se trouvera guère que de pauvres présidents de comités électoraux de province pour contester la valeur des affirmations que je présente. Et j'ose à peine transcrire ici les réflexions que pourront faire ces esprits débiles : que la guerre a été la triomphe du droit et de la démocratie ; que les trônes de l'absolutisme ont été renversés ; que les trois empires qui reposaient sur la conception traditionnelle de l'autorité se sont écroulés ; que, partout, le pouvoir souverain des assemblées délibérantes, librement élues, est substitué au pouvoir monarchique. En dehors des démocrates professionnels, un homme d'esprit osera-t-il prendre à son compte ces objections ?

S'il s'en trouve un, qu'il trouve ici nos réponses : il n'y a plus en Europe que des démocraties nominales (s'il y a jamais eu autre chose), tous les pouvoirs reconnus sont

des pouvoirs qui se sont faits eux-mêmes et qui durent par des moyens étrangers à la démocratie : oligarchie ploutocratique en Allemagne ; dictature en Hongrie ; dictature en Bulgarie ; dictature en Autriche. Si des forces s'opposent à ces pouvoirs, elles ne sont point démocratiques, elles sont communistes, elles sont bolchevistes, elles sont dictatoriales. L'Europe tout entière est en réaction contre les idées que lui avait données la Révolution française. Deux pouvoirs en exercice, l'un dans la steppe, l'autre au pays latin, sont la négation totale, intellectuelle et pratique, de toutes les valeurs démocratiques : mais Lénine est dictateur de la barbarie, tandis que Mussolini est dictateur de la civilisation.

C'est pourquoi je vous dis que le problème est résolu en ce qui concerne l'autorité : l'homme qui est venu, ce n'est pas l'homme aux cent têtes de la démocratie, c'est le Chef, qui n'a qu'une tête, un cœur, une volonté. Mais en Russie, c'est un chef de horde ; en Italie, c'est le chef de la cité. C'est pourquoi je vous dis que le problème n'est pas résolu en ce qui touche la fonction de l'autorité redressée : la question est de savoir qui l'emportera en Europe de l'autorité dévastatrice de la horde scythique, ou de l'autorité constructive du monde latin.

L'Europe n'est plus menacée de périr par la dissolution démocratique. Sa chute ne peut venir aujourd'hui que de la défaite du monde romain devant les barbares. Il est vraisemblable que le sort de l'Europe sera décidé en France : si la France, dont l'esprit est dégagé de la démocratie, ne peut rejeter les institutions démocratiques qui l'entravent encore, le redressement italien aura été inutile : on verra la Pologne et les Allemagnes ravagées, les Huns sur les bords du Rhin, et un nouvel Alaric ira saccager les villes italiennes. Si la France surmonte sa démocratie, tout est sauvé : les filles de Rome formeront le faisceau de la civilisation, porteront les frontières de la paix au-delà des Carpathes et de la Vistule, leur esprit fera surgir un tsar de la terre russe, et la barbarie sera refoulée en Asie.

Nous tenons pour la deuxième hypothèse, parce que Maurras a écrit l'*Enquête sur la Monarchie* en 1900, parce que sa parole a rassemblé une jeunesse ardente, qui est une armée, capable de donner son sang (et celui des barbares !) pour sauver une fois encore la France et le monde romain.

*

Ce premier examen fait, je livre *l'Homme qui vient* à la critique avec un certain sentiment de sécurité. Les critiques de bonne foi voudront bien reconnaître que je n'ai pas été mauvais prophète. Mais ils auront raison s'ils blâment la forme que j'ai donnée aux réflexions que contient ce livre : cet homme au fouet, dont je fais l'initiateur de la civilisation, quel être brutal ! Est-ce un fils de la Louve, celui-là, ou un chef de horde ? Ce langage, qui est si dur, et que l'on rend plus dur par le plaisir que l'on met dans l'expression de la dureté, est-ce là un langage français et chrétien ? Cette apologie de l'Église, qui vient vers la fin du livre, on la dirait faite au seuil d'une caserne ? Cet agenouillement devant le Christ, on le sent fait par un homme qui tient la hache d'une main et se signe de l'autre ? Bref, cette apologie de l'autorité, n'est-ce point précisément l'apologie de l'autorité barbare ?

On aura raison de faire ces réflexions ; on aurait tort de les retenir. Il faut tenir compte à l'auteur de l'âge qu'il avait lorsqu'il écrivait ce livre, et du fait qu'il sortait de la pure anarchie. Je me suis déjà expliqué sur ces points : *l'Homme qui vient*, c'est la réaction rude que fait un homme jeune lorsqu'il découvre le mensonge de la démocratie. J'avais vingt-cinq ans, et j'étais barbare ; j'entends que j'avais été retiré de la civilisation par l'anarchie, et que j'avais été confirmé dans ma barbarie par ce Scythe

qui devint fou, Frédéric Nietzsche. Tout à coup, par une brusque illumination, je découvre l'ordre ; il m'arrive alors ce qui arrive à tout homme qui connaît cette aventure : je ne vois d'abord que les traits les plus rudes de l'ordre, et si l'on me vient dire que l'ordre est esprit, je fais état de mon expérience de barbare, et je dis que l'ordre est dans le fouet. Toutes proportions gardées, c'est l'histoire de la conversion de Clovis.

Clovis, entendant le récit de la Passion, s'écria : Que n'étais-je là avec mes Francs ! Voilà un cri qui n'est pas très chrétien. Mais il n'en reste pas moins qu'il introduit Clovis et ses Francs à la vie chrétienne. Clovis, à Tolbiac, promet au Dieu de Clotilde de se faire chrétien s'il lui donne la victoire. Voilà un marchandage qui est peu chrétien, mais il mène Clovis du même coup à la victoire et au baptistère de Reims. Ces paroles de Clovis comptent dans l'histoire des Gaules chrétiennes ; je ne crois pas qu'on les considère comme ayant une grande valeur apologétique directe. Mais, aussi peu conformes à l'esprit chrétien qu'elles soient, elles n'en sont pas moins in témoignage pour la vraie foi. Que voulez-vous que fasse ce barbare au moment qu'il entrevoit la vérité, qu'il découvre l'ordre ? Il est ému, mais son sang de barbare ne le porte pas à verser des larmes ; il a la rude contre ce Ponce-Pilate, ces Juifs, ces soldats romains à qui il aurait démontré la divinité de Notre-Seigneur par des moyens qui lui avaient toujours réussi pour montrer son droit. Et dans le tumulte de Tolbiac, comment voulez-vous que ce barbare, qui ne connaît rien des mystères de la foi, demande la bonne mort ? Il ne reconnaîtra la Toute-Puissance du Dieu de Clothilde qu'au signe matériel de la victoire.

Ces cris, ces paroles, ce sont les premières démarches d'un barbare vers la Croix. Transposez-les dans notre temps, vous aurez les analyses de *l'Homme qui vient*. Le barbare qui découvre l'ordre et la foi ne voit d'abord que les signes matériels de la foi et de l'ordre ; il voit que l'un et l'autre donnent la paix. Ne vous étonnez pas de l'assimilation, d'abord simple, qu'il fait entre l'épée et la croix, entre la paix terrestre et la paix de l'âme. Il prendre volontiers l'épée pour obtenir la paix de l'âme (que n'étais-je là avec mes Francs !), et la Croix pour faire la paix terrestre (Dieu de Clothilde, donne-moi la victoire !), et il frappera avec l'une comme avec l'autre.

C'est ce qui est arrivé à l'auteur de ces pages. A ces réflexions qui sont mes démarches vers l'ordre et vers la foi, je pourrais donner ce titre : *les Commentaires de Clovis*.

*

Et c'est peut-être la vertu de ce livre, à l'époque pleine de barbarie où nous sommes encore, que d'être près de cette barbarie que je quittais il y a vingt ans. J'y parle un langage qui peut être entendu de ceux avec qui j'ai vécu, et de ceux qui leur ressemblent aujourd'hui. J'y forme des images qui leur sont familières, et qui peuvent fixer leur attention.

Par exemple, je ne crois pas que l'attention de Clovis ait été fortement retenue par le début de l'Évangile selon Saint Jean : *Au commencement était le Verbe …* Au commencement, pense Clovis, était ma francisque. Au commencement, écrit l'auteur de *l'Homme qui vient*, au commencement était le fouet … Mais vient le récit de la Passion : le sang coule, des brutes flagellent un homme sans défense, voilà une chose que Clovis entend …

Dans l'ordre humain, vous n'éveillerez aucune émotion chez le barbare d'aujourd'hui si vous lui montrez qu'il est bon, juste, utile, de conserver l'État qui protège les trésors de la civilisation. Ces trésors, il veut les détruire ou les piller. Mais

parlez-lui de cet état de nature, où il aime à se placer en esprit, faites apparaître l'hostilité des hommes devant l'esprit qui veut agir, qui veut créer : il n'en est peut-être pas un qui ne serrera les poings, et qui ne pensera : ils agiraient si j'étais là. – Avec le fouet, direz-vous. – Oui, répondra le barbare, avec le fouet s'il le fallait, mais ce serait pour la libération du monde.

Quand le jeune barbare aura dit cela, il sera à demi sorti de la barbarie. Il restera à l'introduire dans les pays de l'ordre vrai et de la vraie paix.

C'est la tentative de *l'Homme qui vient*. Je ne me suis pas arrêté, comme tant d'autres de ma génération, à la simple découverte de la force. Je connais quelques hommes, qui découvrirent la force à la suite de Nietzsche, et qui ne firent que la mettre soit au service de leurs propres passions, soit au service d'une folie quelconque de l'esprit. Lénine n'est rien d'autre qu'un homme qui, l'esprit plein de marxisme, ayant découvert la force, la fit agir pour faire la révolution soviétique. C'est le barbare mystique. Mais voyez donc, autour de vous, quelques personnages qui font figure de grands démocrates, et qui sont en secret des nietzschéens, pour qui la découverte de la force n'a été que l'occasion du déchaînement de leurs passions. C'est le barbare corrompu. La simple découverte de la force, au seuil de l'ordre, peut n'être qu'une exaltation ou une corruption pour l'esprit barbare. Le problème est de mettre la force barbare au service de la civilisation, de l'ordre, de la paix. C'est l'œuvre de l'esprit.

L'Homme qui vient est ma première contribution à cette œuvre. Dès les premières pages, on le verra, je cherche les raisons du fait que je décris en commençant le livre. Je découvre la force, mais l'ayant découverte, je ne veux pas l'accepter si elle n'a point d'autre justification que son existence. Elle est odieuse si elle n'est que le triomphe d'une volonté sur une autre. Elle est noble, elle est bienfaisante si elle-même est au service de l'esprit, si, par l'élévation d'une volonté au-dessus d'une autre, elle sert le bien commun d'hommes qui entrent dans une hiérarchie. Ayant trouvé de ce fait une explication satisfaisante pour l'esprit, c'est la loi du moindre effort, c'est tout mon être qui est acquis à l'ordre, dont il ne me reste qu'à découvrir l'une après l'autre toutes les complexités. C'est par là que l'on peut faire comprendre au barbare que les soldates, les gardiens, les tours, les maisons et les palais, sont non pas les moyens de conserver des richesses qui seraient le fruit de rapines, mais les moyens mêmes de la création de tout ce qui est nécessaire au bien commun.

Il y a, dans *l'Homme qui vient*, une petite vérité, qui tient en quelques lignes, et qui a été pour moi la clé de la civilisation. Il y a vingt ans, les jeunes hommes de ma génération croyaient, avec Ibsen, que les vérités ne duraient pas beaucoup plus de trente ans. La mienne n'en a que vingt : elle n'est pas encore hors d'usage, même aux yeux de ceux qui sont restés dans l'anarchie intellectuelle. Je la remets de nouveau dans la circulation, en invitant encore les critiques à en faire l'examen.

Mais je signale que je n'ai cessé de m'en servir. Elle est le pivot de tout ce que j'ai écrit dans la suite. Elle est à la base de la tâche d'organisation à laquelle je collabore avec beaucoup de Français, à qui je n'ai pas dit que je la glissais dans nos délibérations et nos décisions. Cette doctrine de l'Économie nouvelle, à laquelle on m'a fait l'honneur de prêter quelque attention, ce n'est que l'analyse des faits et la construction d'un système à l'aide de cette petite vérité placée il y a vingt ans dans *l'Homme qui vient*.

Si l'on veut bien porter un jugement aujourd'hui sur ce petit livre, je demande que l'on tienne compte de ce qu'il a produit.

Il restera que ce livre est plein de rudesse et même de brutalité. Je le sais. Je le dis. Je le vis bien lorsque le livre parut : j'ai compris la force, disais-je, il me reste à comprendre l'amour. Je cherchais bien loin ce qui était bien près. Cinq ans plus tard, *l'Homme qui vient* devenait un autre livre dont le titre fut *le Père*. J'avais compris que l'individu n'existe pas, que la Famille seule est l'être social, et que la force, l'intelligence et l'amour agissent de concert par le cœur, l'esprit et la main du père de famille.

WEEK THREE.
1930S: THE STREET, THE PEOPLE, AND THE WORLD IN CRISIS

3 a.) Veteran soldiers in the Place de l'Opéra, 6 February 1934
(*L'Illustration*, 10 February 1934, Photograph: J. Clair-Guyot)

3 b.) 13 May 1934. Joan of Arc celebration, Rue de Rivoli, Paris (postcard, private collection)

3 c.) The Croix de Feu procession, Avenue Foch, 14 July 1935 (*L'Illustration*, 20 July 1935, credited: Keystone)

3 d.) Lieutenant-Colonel de la Rocque, *Service Public* (Paris, Grasset, 1934), extracts

Faire quelque chose (pp. 8–12)

Du temps où l'ardeur généreuse de mes fidèles Croix-de-Feu se traduisait par une supplication de « faire quelque chose », les sollicitations des uns, l'amicale mise en garde des autres, les menaces, injures, provocations, venues de l'extérieur, ma propre hâte, se sont brisées contre ma patience réglée en vue du seul rendement. J'ai conscience d'avoir réuni, dans les groupements que je dirige, le gage suprême de la rénovation française. D'abord l'élite des hommes qui ont fait la guerre. Puis, derrière cette élite, l'accompagnant pour la suivre et bientôt la devancer dans sa trajectoire civique, l'élite des générations arrivées à l'âge viril après 1918. Cinq ans de labeur obstiné, d'action continue sous des formes variées donnèrent à nos camarades l'esprit d'équipe, le sentiment de leur valeur, préparèrent l'opinion, apportèrent au pays l'espérance. Je ne détaillerai pas la liste des travaux accomplis durant cette rude et souvent ingrate veillée d'armes, dans un état de pauvreté souvent tragique : campagne de réconciliation poursuivie sur tout le territoire au mépris d'agressions constamment dominées, claire expression de l'intelligence française imposée dans des Congrès internationaux, chasse vigoureuse et fructueuse aux objecteurs de conscience. Un mouvement ainsi déterminé ne pouvait encourager le jeu médiocre des compétitions électorales, il y aurait perdu son élan et sa pureté. Il devait, à travers les incidents tumultueux ou mesquins de la vie politique, observer un recul distant. Il n'avait pas le droit de risquer son autorité, son avenir au hasard d'interventions prématurées, secondaires. Il n'avait pas le droit de se briser dans des entreprises disproportionnées avec sa force vive, avec son ascendant actuel sur l'opinion publique de Paris, des Provinces. Qu'on examine la composition de l'organisme Croix-de-Feu avant le 5 février 1934, puis après cette date, qu'on compare avec elle des autres organismes créés à droite comme à gauche, pour des fins d'action civique. La substance et les cadres de ses derniers comportent à la vérité quelques-uns de nos compagnons de premières lignes ; ceux-ci n'y représentent qu'une faible minorité parmi les jeunes gens, souvent de tout jeunes gens ayant à peine atteint ou dépassé l'âge du service militaire. Témoin le peu d'importance qu'ils ont acquis, dans ces partis ou ligues, les groupements « anciens combattants » qu'on a tenté d'y fonder. Je n'ai pas dessein de désigner ici aucun d'entre eux. Mais d'un extrême à l'autre de l'horizon politique et sans omettre aucun intermédiaire, où a-t-on vu les anciens combattants jouer, en tant que tels, un rôle déterminant dans les formations consacrées à la chose publique ? Je ne critique personne. Je constate un état de fait. Et j'en tire cette conclusion indiscutable : le mouvement Croix-de-Feu se serait diminué s'il ne s'était tenu au-dessus des remous ordinaires de l'opinion. J'affirme que l'agitation des rues — dont je ne sous-estime pas le rôle dans le développement, l'entretien d'une atmosphère — ne répondait pas à sa nature ; ce genre de procédés aurait nui à la déférence due à nos « gestes », en les réduisant à l'aspect de ces chahuts dont la jeunesse estudiantine peut, au contraire, connaître sans inconvénients notables les succès bruyants, les échecs sans portée, les arrestations rituelles, les auto-cars de Préfecture, voire les « passages à tabac ». Seule à être animée, composée, conduite par les Vainqueurs eux-mêmes, au service exclusif de l'intérêt général, en dehors de la tyrannie abaissante des revendications alimentaires, notre collectivité ne pouvait se mêler à des escarmouches préliminaires, parfois contradictoires, de fourrageurs et de partisans. Techniquement, spirituellement, c'eût été un manque de respect. « Je ne t'ai

pas rencontré place de la Madeleine », remarquait à l'un de mes camarades un « moins de vingt-cinq ans », au lendemain d'une manifestation sensationnelle. « Je ne t'ai pas rencontré au Chemin des Dames » lui répondait son interlocuteur, douloureusement contusionné, quelques jours plus tard, aux portes du Palais-Bourbon par une charge de police. Le capital Croix de Feu ne pouvait être dilapidé dans des opérations accessoires. Le passé de nos camarades leur interdisait les louches fréquentations des clientèles politiques. Leur volonté de service public et leur qualité de Vainqueurs les désignaient comme l'instrument par excellence du Salut national. Leur valeur incomparable m'obligeait à les tenir en réserve et à les ordonner, sous ma responsabilité, pour le seul objet digne d'eux : maximum de résultats durables, minimum de pertes.

Loisirs (pp. 236–7)
On oublie trop souvent le problème des loisirs ouvriers. Les progrès techniques accroissent leur durée ; leur usage commande tout le problème de l'ordre. Des civilisations antiques ont péri parce que les hommes n'ont pas su utiliser leurs loisirs. Il s'agit de se créer une seconde existence supérieure à l'existence professionnelle : l'emploi en est complètement désintéressé, il est orienté vers le perfectionnement de la personne morale. Une œuvre considérable est à entreprendre d'extrême urgence dans ce domaine. Le Français naît rural ; un jardin avec tout ce qui s'y rattache sera toujours son occupation préférée. L'attitude aux arts, le sentiment esthétique, mille petits travaux où se satisfont l'adresse et l'ingéniosité de nos compatriotes, enfin le sport et la culture physique attendent une organisation à la fois rationnelle et individualiste. Gardons-nous à cet égard du dogmatisme, de la culture livresque, de la propagande politique, gardons-nous de faire de l'utilisation des loisirs un nouvel asservissement. Son champ est, par excellence, le foyer familial prolongé par des groupements amicaux. A la conception matérialise du « Standard of Life » américain, opposons la recherche d'un certain niveau de vie raisonnable et l'institution d'une activité extra-professionnelle intelligente, éducative, favorable au développement de la personnalité, de l'âme et de l'esprit.

Dictature (pp. 259–61)
Nous ayant traité de fascistes, nos détracteurs nous accusent d'aspirer à la dictature. Nul dictateur n'a jamais disposé plus délibérément de la destinée d'un pays, sans justification aucune, que ce ministre des Affaires Étrangères prenant à Thoiry de redoutables engagements inconnus de ses collègues, du Parlement et du Peuple : il me serait facile d'en tirer argument. Il me serait facile d'ironiser sur des reproches de ce genre venus d'agitateurs aux yeux de qui la Cité future sortira obligatoirement d'un « chambardement » préliminaire.

La dictature, mais elle apparaît à chaque page des programmes « antilégalistes » des Internationales ; elle était le but visible de l'équipe Frot-Daladier. L'autorité absolue confiée aux mains d'un homme ou d'un groupe d'hommes s'installant au pouvoir sans contrôle ni sanction est le pire danger que puisse courir un pays civilisé comme le nôtre. Rien de ce qui a été écrit dans ces pages n'autorise à nous imputer de semblables tendances. A moins que ce ne soit rechercher un régime d'exception que de souhaiter le passage du gouvernement entre les mains de personnalités n'ayant joué aucun rôle dans nos mésaventures politiques d'après-guerre, n'ayant aucune relation directe ou indirecte, réelle ou apparente, avec les

scandales successifs de ces dernières années. Dans ce cas, il ne s'agit plus que de la dictature d'honnêteté, de la compétence, de la responsabilité, de l'intérêt général. On ne saurait l'appeler plus ardemment que nous.

Violence (pp. 261–2)
On a beaucoup discuté sur la violence. L'engouement trop fréquent chez nos compatriotes en faveur de ce qui se passe à l'étranger a mis à la mode l'apologie de la brutalité, cette dernière conçue soit comme un but, soit comme un moyen supérieur. La violence individuelle, collective n'est pas toujours le propre des individus et des peuples courageux ; elle est toujours le signe du désordre intellectuel et social. Elle se justifierait, d'après ses partisans, dans les pays menacés de décomposition ethnique et parmi les peuples grégaires. Nous voulons bien l'admettre. Mais elle n'a que faire en France et son emploi nous conduit en droite ligne soit à l'odieux, soit à la bouffonnerie.

Entendons-nous. Réprouver la violence n'est pas la craindre. Rejeter son usage n'est point s'interdire la possibilité d'y faire face et d'y répondre victorieusement. Devant les menées criminelles du Front commun, de ses inspirateurs, de ses capitalistes et de ses spadassins, nous serons impardonnables de ne pas disposer non seulement une défense effective des bons Français mais aussi un instrument capable d'écraser les tentatives révolutionnaires. Nous n'y avons pas manqué. C'est chose faite. Le Mouvement Croix-de-Feu est irrésistible par sa vigueur, par son agencement, par sa générosité.

3 e.) *Bulletin de liaison du mouvement Croix de Feu en Algérie*, 15 February 1936

La Réunion d'Orléansville

Dimanche 26 janvier, les Croix de Feu de la section de Chéliff ont tenu une réunion privée, salle Lorendeaux. Quelques camarades d'Alger et d'Affreville avaient tenu à assister à cette réunion pour témoigner des sentiments d'union étroite de tous les Croix de Feu du département.

C'est une assemblée de cinq cents personnes de tous âges et de toutes conditions sociales qui se trouva réunie à 10 heures, quand firent leur entrée : M. Mongrelet, chef de la section du Chéliff, suivi de MM. Debay, délégué pour l'Algérie ; Faucon, délégué départemental des Croix de Feu ; Dumord, chef des Volontaires Nationaux, et M. Iba Zizen, chef de la section de Kabylie.

Après la « Marseillaise », écoutée respectueusement par l'assemblée, M. Mongrelet prit la parole, précisant que cette réunion étant privée, aucune interruption ou controverse ne serait admise. Il passa la parole successivement aux orateurs désignés venus d'Alger. […]

M. Iba Zizen prit alors la parole : l'assemblée dès les premiers mots fut empoignée, et une véritable communion s'établit rapidement entre l'orateur et son auditoire. C'est au milieu d'une émotion unanime que le conférencier exprima les sentiments et les angoisses de tous les Français patriotes, et, avec une chaleur une conviction et un sens merveilleux des réalités, exposa une question qui lui est particulièrement chère : celle de l'intégration de l'indigène dans la grande famille Française. Il montra à cet égard comment certaine propagande risque de mettre en

danger l'idée française et Algérie et nuire aux malheureux indigènes qui suivent certains agitateurs.

A plusieurs reprises, l'auditoire, véritablement soulevé d'enthousiasme, acclama l'orateur qui, par les sentiments qu'il avait exprimés, par la pureté et sa langue, par le souffle profond qui l'animait, prouva lumineusement qu'un indigène peut devenir un Français d'une qualité rare.

C'est sous une interminable ovation que M. Iba Zizen, ému, céda la place à M. Faucon.

Ce dernier ne prononça que quelques mots pour souligner d'abord le « grand honneur » que faisait aux Croix de Feu la mobilisation des partisans du Front populaire qui, à l'entrée des Croix de Feu et sympathisants, crurent bon de manifester avec plus ou moins d'esprit, leur haine de ceux qui veulent que la France reste française et ne devienne pas une province moscovite.

3 f.) ***Le Chant des Croix de Feu et des Volontaires Nationaux*** **(Archives de la Préfecture de Police, Paris)**

Chant des Croix de Feu

et des

Volontaires Nationaux

I

Le ciel est bleu, l'air embrasé
Par l'aurore des délivrances !
Les Croix de Feu se sont dressés !
Avec eux les oiseaux de France
Dans l'aube nouvelle ont chanté
Le refrain de leur espérance !...

Refrain

Écoutez ! que chacun se taise...
Les alouettes des sillons,
Sur les buissons,
Sur les maisons,
Ont lancé leur claire chanson :
Nous voulons la France française !

II

Les Croix de Feu se sont dressés
Pour chasser toutes les souffrances,
Pour que l'honneur renaisse en France
Et que le vainqueur respecté
De nouveau chante sa fierté
Aux oiseaux bleus de l'espérance.

PRÉFECTURE DE POLICE
ARCHIVES
SECRETARIAT GENERAL

Refrain

Écoutez ! que chacun se taise...
Les vieux coqs de nos vieux clochers,
Sur les vergers,
Sur les celliers,
Ont lancé l'appel enchanté :
Nous voulons la France française !

III

Le Croix de Feu à l'âme franche
Et le Volontaire au franc cœur,
Par l'amour d'un peuple sans peur
Feront le destin de la France.
Que déjà retentisse en chœur,
Volontaires ! votre espérance.

Refrain

Écoutez ! que chacun se taise...
Vous entendrez, dans les maisons,
Sur les gazons,
Sur les buissons,
Le refrain des gentils garçons :
Nous voulons la France française !

IV

Paladins de France, debout !
Debout les morts dans les sillons !
Les Croix de Feu sont devant vous,
Par leur faisceau renaît la France
Et le bonheur dans les maisons,
Et les refrains de l'espérance !

Refrain

Écoutez ! que chacun se taise...
L'honneur revient dans nos maisons
Et les chansons
Dans les buissons !...
Les Croix de Feu sont bons garçons
Qui refont la France française !...

3 g.) ***Les Croix de Feu. Chanson-marche officielle***
(Music: Marcel Dambrine, lyrics: Victor Aix)

I.
Lorsqu'ayons déposé notre casque,
Remis notre fusil au râtelier,
Nous avons, sortant de la bourrasque,
Revus les champs, le bureau, l'atelier.
Nous espérions, qu'ayons gagné la guerre
La France aurait le bonheur à jamais.
Mais il fallut qu'une horrible mégère,
La politique, hélas, perdit la paix.

Refrain
Allons, debout les Croix de Feu :
Notre tâche n'est pas finie.
Fiers enfants de la patrie
L'honneur l'appelle et le devoir le veut.
Faisons le serment à jamais,
Tous unis comme au front naguère,
Nous les vainqueurs de la guerre,
De protéger la France dans la paix.

II
Quand jadis la France était la Gaule,
Les vieux Gaulois, moustachus et velus,
Hache au poing ou lance sur l'épaule,
N'étaient-ils pas nos aïeux les poilus ?
De Charlemagne aux grognards de l'Empire,
Les fils de France ont eu des cœurs ardents.
De ces héros, il faut qu'on puisse dire
Les Croix de Feu sont les fiers descendants !

Refrain

III
Dans les champs de la Manche à l'Alsace,
Quinze cent mille héros de nos amis
Pour sauver le sol et notre race
Sont maintenant pour toujours endormis.
Les oublier serait indigne et lâche,
Qu'ils ne soient pas morts inutilement :
Nous Croix de Feu continuerons leur tâche ;
Aux croix de bois nous en faisons serment.

3 h.) Dossier of letters and photos from Travail et Loisir holiday camps in 1938 (Private Archives of Colonel de la Rocque)

Noirmoutiers, 1938

Noirmoutiers, 1938

Meschers-sur-Gironde, 1938

Notes and letters received and written by Antoinette de Préval (Director of Travail et Loisir holiday camps)

Je vous remercie d'avoir fondé une colonie de vacances travail et loisir et je vous remercie pour votre générosité je vous remercie pour tout que vous avez fait pour nous. Dardenne Raoul.

Je vous remercie tendrement d'avoir fondé cette colonie de vacances en Savoie où l'on s'amuse très bien. Charles Gestin.

Je suis très content des vacances que je passe à la colonie travail et loisir en Savoie. Je vais vous dire quelques mots sur la journée. Le matin à sept heures et demie on se lève puis torse nu nous allons au lavabot [sic] puis on plie les draps et on va au salut au couleurs. On va au petit déjeuner et on fait nos lits nos lots fini on va jouer un peu à 9 heures l'inspection des lits. Après on est libre jusqu'à midi à midi on mange puis la sieste la sieste finie on va se promener et on mange le soir. Jean Bouthier.

Letter from Mlle de Préval to Mlle Gaiffe (in charge of the camp at Marcellaz, Savoie), 28 July 1938

Vous allez recevoir samedi après-midi la visite de notre cher ami M. le Tanneur [camp inspector]. Je vous demande instamment que cette inspection revête un caractère un petit peu solennel, mais gai.

M. Le Tanneur dinera avec les enfants et vous, avant le dîner ou après, selon votre choix, il fera une petite causerie aux enfants, après quoi il regagnera son hôtel. Le lendemain matin, il assistera à l'inspection des dortoirs, à la Messe, à la Gymnastique, il assistera aussi au Salut des Couleurs.

Si quelques enfants savent déjà des chants, faites-les chanter, si toutefois les enfants chantent assez gentiment, si les chansons ne sont pas encore au point, ne prendre que la Marseillaise autour des trois couleurs ; d'ailleurs au sujet des chansons, vous allez recevoir des airs du pays, airs préparés par René Delfau.

Letter from Mlle de Préval to Mlle du Lac ['monitrice']*, 16 August 1938*

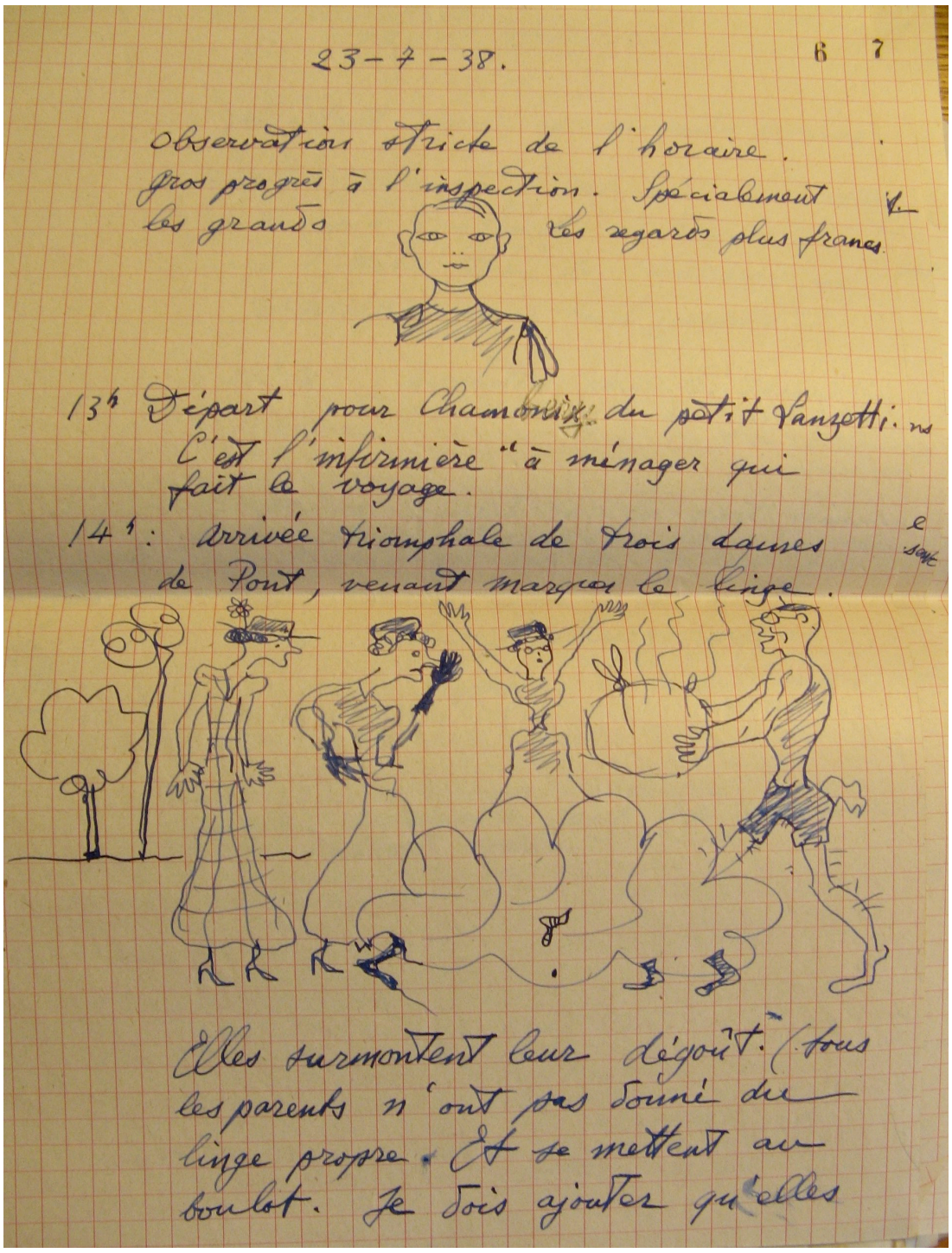
Ma chère petite,

Je vous serai reconnaissante de m'envoyer votre impression sur Langladure. Mme Regnault m'a adressé un rapport d'inspection qui me fait souhaiter y voir clair. Il paraît que vous faites merveille mais que vous vous ennuyez. Ma chère petite, un camp de vacances est ce qu'on le fait. Vous êtes dans un château où douze jeunes filles venues l'année dernière nous ont demandé de revenir. La nourriture est paraît-il excellent, le pays idéal. Mme Fourny me chante vos louages éperdument. Vous aviez une mission auprès des groupes, mission d'animation de discipline, de gaité, de foi. Titane Boivin a la même à Lagarde où elle ne connaît aucune des monitrices qui l'entourent. Jean d'Orsay remplit la même mission à Pont de Beauvoisin.

Organise-t-on des pique-niques ? des promenades chez vous ? Êtes-vous allées à Lourdes ? Y-a-t-il une heure et demie de couture, avez-vous des jeux ? Tout camp de vacances consiste à profiter de la beauté d'un pays, à l'exalter dans le cœur de l'enfant. Je vous prie de m'écrire par retour de courrier et de m'expliquer ce qu'il en est comme vous vous confieriez à une maman. Car, enfin, il s'agit de remédier aux choses et je suis là pour cela. N'ayez aucune crainte de vous expliquer puisque j'ai toute confiance en vous.

Antoinette de Préval.

Diary of a holiday camp 'monitrice' (unnamed), Pont de Beauvoisin, 1938



23-7-38. 6 7

Observation stricte de l'horaire.
gros progrès à l'inspection. Spécialement
les grands les regards plus francs.

13h Départ pour Chamonix du petit Lanzotti.
C'est l'infirmière "à ménager qui
fait le voyage.

14h: Arrivée triomphale de trois dames
de Pont, venant marquer le linge.

Elles surmontent leur dégoût. (tous
les parents n'ont pas fourni du
linge propre. Et se mettent au
boulot. Je dois ajouter qu'elles

3 i.) ***France, libère-toi !*** **(Poster produced by the Parti Populaire Français, 1936, Bibliothèque nationale de France)**

Notre pays est secoué par une violente tempête. Grèves, manifestations paysannes, écrasement des classes moyennes, désarroi de son économie, troubles dans ses colonies. La France est menacée de soviétisation, de la guerre civile et de la guerre étrangère. Depuis 18 ans, l'égoïsme patronal, l'incapacité des gouvernements successifs de droite et de gauche n'ont pas su donner au peuple de France et des Colonies des conditions d'existence dignes de son passé et de ses multiples richesses.

Une menace d'esclavage pèse sur notre Nation.

Profitant de mécontentement social, une armée étrangère, prête à exploiter toutes nos misères, campe sur notre territoire : C'est le Parti Communiste.

Ce parti est un instrument servile aux ordres d'un Gouvernement étranger qui s'est révélé incapable de réaliser en URSS le socialisme et qui utilise l'Internationale Communiste dans son intérêt exclusif.

Il ne poursuit qu'un but : Faire de la France, en Europe Occidentale, le soldat de Staline.

Sans que socialistes, syndicalistes et radicaux s'en rendent clairement compte ; les communistes ont mis la main sur le Front populaire et s'apprêtent à conquérir la CGT. Ils proclament leur volonté de paix extérieure et de sécurité collective, mais ils nous conduisent à la guerre.

Ils réclament le pain pour les travailleurs, mais leur réservent la famine par les troubles sociaux et économiques qu'ils fomentent.

Ils se disent partisans de la liberté, mais ils préparent leur dictature qui écraserait a majorité laborieuse de la Nation et remplacerait les deux cents familles capitalistes par deux cents familles soviétiques.

La tâche essentielle, celle qui prime toutes les autres, c'est de barrer la route au Parti Communiste.

C'est pourquoi nous avons fondé le Parti Populaire Français.

On ne peut pas vaincre complètement le danger du communisme dans notre pays sans réformer profondément sa vie et ses institutions.

Le PPF veut accomplir une révolution nationale et sociale qui, dans l'ordre et dans la paix, fera bénéficier chaque français de tous les progrès réalisés dans le pays.

Il utilisera la force de production du capital en l'empêchant de diriger l'État et la Nation.

Il créera des institutions neuves et adaptées aux circonstances politiques et économiques.

Il organisera une communauté fraternelle entre la Métropole et les Colonies.

Il défendra la classe ouvrière, la paysannerie, les classes moyennes, la jeune génération et les vieux travailleurs menacés à la fois par le grand capitalisme et par le Communisme Moscoutaire.

Il redonnera à la France son traditionnel équilibre social.

Près de cent mille français et françaises de toutes conditions : ouvriers, paysans, commerçants, petits et moyens industriels, intellectuels, ont déjà répondu à ses premiers appels.

Bientôt viendra les rejoindre des millions d'hommes et de femmes décidés à défendre leur indépendance, leur liberté et leur vie.

Entre les 200 familles capitalistes et les 200 familles des domestiques de Moscou,

Il y a du monde en France.

Jacques Doriot, Président du PPF.

WEEK FOUR: COLLABORATORS. PETAIN'S VICHY FRANCE

4 a.) ***Maréchal, nous voilà !*** **(song)**

4 b.) ***La Croix*****, 3 May 1941**

Voici le texte du discours radiodiffusé prononcé jeudi* [1 May]*, à 17 h. 30, du balcon de l'hôtel de ville de Commentry, par le maréchal Pétain.

Mes amis, j'ai tenu à passer au milieu de vous cette journée du 1er mai, la première depuis l'armistice, afin de bien marquer le sens et l'importance que j'attache à l'idée du travail autour de laquelle doit s'opérer, selon moi, la réconciliation de tous les Français. Le 1er mai a été jusqu'ici un symbole de division et de haine, il sera désormais un symbole d'union et d'amitié parce qu'il sera la fête du travail et des travailleurs.

Le travail est le moyen le plus noble et le plus digne que nous ayons de devenir maîtres de notre sort. Un homme qui sait accomplir une tâche avec courage et expérience représente toujours une valeur pour ses semblables.

La plus saine fierté que l'on puisse éprouver est de se sentir utile par un travail bien fait. Aucun privilège de rang ou de fortune ne donne à quelqu'un autant de confiance dans la vie et de bienveillance à l'égard d'autrui.

Le travail répond à cette loi sévère de la nature que rien ne s'obtient sans effort. Cette loi du travail a été marquée par une formule de malédiction : Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front. C'est donc à tort qu'on a fait luire à vos yeux le mirage d'une cité future où il n'y aurait plus de place que pour le plaisir et pour le loisir. Si le travail est pour l'homme un fardeau, il est aussi un bienfait, il est en effet une

condition de la bonne santé morale et physique, de l'équilibre et du développement des facultés humaines. C'est une erreur de croire que l'on puisse conserver intacts ces dons ou ces facultés dans l'oisiveté. Nous ne développons nos capacités et n'augmentons nos forces que par l'exercice que nous nous donnons. La même expérience vaut pour les nations et pour les individus. Une grande nation ne se fait pas par un privilège ou une faveur de la chance. Elle se fait par le travail continu de tous ses enfants, de génération en génération.

Un chef d'industrie, un patron, pour mériter le commandement dont il est investi, doit se considérer comme ayant charge d'existences et même, en un certain sens, charge d'âmes. Il doit avoir le souci majeur de la dignité, du bien-être, de la santé, du moral de ses collaborateurs et de leurs familles. Il doit même faire un pas de plus et, respectant la liberté de ses ouvriers, ne pas vouloir à toute force leur bien tel qu'il le conçoit, lui, mais tel qu'ils le conçoivent, eux.

Que veulent-ils donc au juste, les ouvriers lorsque, délivrés de leurs mauvais bergers, ils s'interrogent dans l'honnêteté de leur conscience et dans la sincérité de leur cœur ? Ils veulent d'abord : s'évader de l'anonymat où ils ont été jusqu'ici trop souvent confinés ; ne pas vendre leur travail comme une marchandise ; ne pas être traités comme des machines, mais comme des êtres vivants, pensants, souffrants, avoir avec leurs chefs des relations d'homme à homme. Ils veulent ensuite échapper à l'incertitude du lendemain, être protégés contre les aléas du chômage, trouver dans leur métier une sécurité ou, pour mieux dire, une propriété, avoir la possibilité d'y avancer jusqu'à la limite de leurs aptitudes. Ils veulent, en outre, participer dans une mesure raisonnable aux progrès de l'entreprise à laquelle ils sont associés, avoir une sauvegarde efficace contre la misère qui les guette lorsque survient la maladie ou lorsqu'arrive la vieillesse, pouvoir élever leurs enfants et les mettre en état, selon leurs capacités, de gagner honorablement leur vie.

Toutes ces aspirations sont légitimes et dans l'ordre nouveau que nous préparons elles devront être satisfaites. Elles pourront l'être sans grever les prix de revient d'une charge trop lourde pour peu que l'esprit de collaboration porte son fruit naturel sous la forme d'un accroissement de la production en quantité et en qualité. Cet ordre nouveau, en quoi consiste-t-il ? Abandonnant tout ensemble le principe de l'individu isolé en face de l'État et la pratique des coalitions ouvrières et patronales dressées les unes contre les autres, il institue des groupements comprenant tous les membres d'un même métier : patrons, techniciens, ouvriers.

Le centre du groupement n'est donc plus la classe sociale patronale ou ouvrière mais l'intérêt commun de tous ceux qui participent à une même entreprise.

Le bon sens indique, en effet, lorsqu'il n'est pas obscurci par la passion ou par la chimère, que l'intérêt primordial, essentiel des membres d'un même métier, c'est la prospérité réelle de ce métier. Les artisans ont été les premiers à comprendre cette grande vérité et à la mettre en pratique. Il existe déjà parmi eux de nombreux essais de pré-corporation qui n'attendent que la consécration légale pour devenir des corporations véritables. Moins répandue dans les milieux industriels l'idée y a fait pourtant depuis quelques années des progrès sensibles. Partout où elle s'est introduite, elle a eu les effets les plus heureux. L'expérience a montré que partout où des hommes de bonne foi, même issus de milieux sociaux très divers, se rencontrent pour une explication loyale, les malentendus se dissipent pour faire place à la compréhension, puis à l'estime, puis à l'amitié. Lorsque, dans chaque entreprise ou dans chaque groupe d'entreprises, patrons, techniciens, ouvriers auront pris

l'habitude de se réunir pour gérer en commun les intérêts de leur profession, pour administrer en commun leurs œuvres sociales : apprentissage, placement, qualification, allocations familiales, secours de maladie, retraites, logements ou jardins ouvriers, il ne tardera pas à se créer entre eux une solidarité d'intérêts et une fraternité de sentiments indestructible.

Dès lors, l'union de la nation ne sera plus une formule, trop souvent trompeuse, mais une réalité bienfaisante. L'ordre social nouveau, tenant compte de la réalité économique et de la réalité humaine, permettra à tous de donner leur effort maximum dans la dignité, la sécurité et la justice.

Patrons, techniciens, et ouvriers, dans l'industrie comme dans l'artisanat, formeront des équipes étroitement unies qui joueront pour la gagner ensemble la même partie et la France, sur le plan du travail comme sur tous les autres, retrouvera l'équilibre et l'harmonie qui lui permettront de hâter l'heure de son relèvement.

4 c.) Maréchal Pétain, 'Français, vous avez la mémoire courte' (Radio broadcast, 17 June 1941; Poster, 1941)

Français !
Le 17 juin 1940, il y aujourd'hui une année, j'adressais mon premier appel à la France.

Le disque qui l'enregistra va tourner devant vous. Entendez-le. Il vous replacera dans l'atmosphère du jour où cet appel fut prononcé.

Voilà ce que, d'une voix cassée par l'émotion, je vous disais le 17 juin 1940.

Ma voix aujourd'hui s'est raffermie car la France se relève. Mais bon nombre de Français se refusent à la reconnaître. Croient-ils vraiment que leur sort est plus tragique qu'il y a un an ?

Français, vous avez vraiment la mémoire courte. Souvenez-vous de ces colonnes de fuyards, comprenant des femmes, des enfants, des vieillards, juchés sur des véhicules de toute nature, avançant au hasard, dominés par la crainte et la volonté d'échapper à l'ennemi, s'arrêtant le soir sur un côté de la route, hommes et bêtes harassés de fatigue et obligés de repartir le lendemain de bonne heure afin de ne pas perdre leur place dans la colonne. Quelle épreuve pour ces braves gens et quelle angoisse lorsque des mitrailleuses venaient survoler la colonne.

Aujourd'hui, vous avez pour la plupart regagné vos foyers. Sans doute les prisonniers n'y sont pas encore rentrés, les femmes luttent et souffrent, le ravitaillement se fait mal, les taxations vous exaspèrent, vos enfants ne mangent pas toujours à leur faim, mais la France vit, les maisons, les ponts, les usines se reconstruisent.

Faut-il vous dire l'immense effort de notre agriculture qui, malgré l'absence d'un million d'agriculteurs prisonniers, a remis en culture un million d'hectares nouveaux. Faut-il vous dire que notre jeunesse a raidi ses muscles et son âme, que la pureté, l'idéal, l'esprit de sacrifice s'imposent chaque jour avec plus de force, avec plus de rayonnement. Faut-il vous rappeler le jugement que portent sur notre pays les nations neutres, l'hommage qu'elles rendent à notre premier redressement ?

Croyez-moi. Le moment n'est pas venu de vous réfugier dans l'amertume ou de sombrer dans le désespoir. Vous n'êtes ni vendus, ni trahis, ni abandonnés.

Ceux qui vous le disent vous mentent et vous jettent dans le bras du communisme.

Vous souffrez et vous souffrirez longtemps encore, car nous n'avons pas fini de payer toutes nos fautes. L'épreuve est dure. Beaucoup de bons Français, et parmi eux les paysans et les ouvriers, l'acceptent avec noblesse. Ils m'aident aujourd'hui à supporter ma lourde tâche.

Mais il me faut mieux encore. Il me faut encore votre foi, la foi de votre cœur, la foi de votre raison. Il me faut votre sagesse et votre patience. Vous ne les acquériez que dans la discipline que je vous impose et dont, seuls, les oublieux de notre Histoire, ou les adversaires de notre unité, cherchent à s'évader.

Rappelez-vous surtout que vous êtes des hommes, les hommes d'une vieille et glorieuse nation. Ressaisissez-vous. Chassez vos alarmes. Venez à moi avec confiance. Tous unis, nous sortirons de la nuit où nous a plongés l'affreuse aventure.

4 d.) ***France Toujours. Chantiers de Jeunesse*** **(Secrétariat Général de l'Information, 1942)**

4 e.) ***Jeune Breton : le destin t'a choisi pour la révolution nationale*** **(1943) (Musée de Bretagne, Rennes)**

4 f.) ***Le Procès du Maréchal Pétain, compte rendu sténographique*** **(Paris: Albin Michel, 1945), pp. 21-24**

Audience du 23 juillet 1945
Réquisitoire de M. Le Procureur général

Le Maréchal Pétain est Président de la République, vous a-t-on dit. Comment, Président de la République ? Et l'on faisait appel en même temps à la constitution de 1875. Mais, j'imagine que, le 10 juillet 1940, il y avait un Président de la République en exercice. L'Assemblée l'a-t-elle donc destitué ? Quelle procédure aurait abouti à sa destitution ? Ah ! J'entends bien qu'on la lui a imposée comme une destitution de fait, et ceux qui la lui ont imposée, ce sont précisément les représentants du Gouvernement Pétain.

Il y avait un Président de la République ? Non, l'Assemblée nationale, le 10 juillet, n'a pas fait de Pétain un Président de la République. Elle lui a confié la République, Elle lui a confié la République que, le lendemain même, par trois actes constitutionnels en date du 11 juillet, le Maréchal faisait, en fait, disparaître de nos institutions.

Et si c'est vrai, Messieurs, et il est si contraire à la vérité de prétendre que le maréchal Pétain a été fait Président de la République par ce vote néfaste du 10 juillet 1940 que lui-même l'a reconnu et que son premier acte constitutionnel, daté du 11 juillet 1940, a été pour supprimer l'article de la constitution visant l'élection du Président de la République. Supprimant lui-même les formalités légales pour faire du Président de la République un véritable Président, il a reconnu que le vote de l'Assemblée n'avait aucune portée en ce qui le concernait et que, véritablement, l'on ne pouvait pas s'appuyer sur cette formule aux termes de laquelle il était donné mandat au Gouvernement de la République, sous la signature du maréchal Pétain, substituant le véritable Président de la République.

Il serait absolument contraire à la vérité d'en conclure que vous êtes en présence d'un Président de la République.

Non, l'homme qui, dès le 11 juillet, supprime cet article aux termes duquel le président de la République est élu par la Chambre et par le Sénat, reconnaît lui-même que le vote de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940 ne lui a jamais confié les redoutables et hautes fonctions de Président de la République.

Et puis, Messieurs, s'il faut descendre dans le domaine du fait, singulière audace que d'invoquer le titre du Président de la République pour solliciter de la Haute Cour une décision d'incompétence ; singulière audace de la part de celui qui, en fait, a supprimé la République, oh ! progressivement, par des actes successifs qui, s'échelonnant, ne criaient pas à a face du pays la trahison politique dont il était victime!

Néanmoins, je le répète et je ne saurais trop le redire, en supprimant l'élection du Président de la République, le Maréchal Pétain supprimait la Présidence de la République elle-même, comme, plus tard, il a supprimé la République en substituant au mot « République » le mot de « État français », en faisant disparaître tous les insignes qui fait le fondement des lois de la République, en supprimant tout ce qui fait nos traditions républicaines. [...]

Acte d'accusation

Le 29 juin, le Gouvernement et les Chambres quittèrent Bordeaux pour se rendre en zone non occupée, à Clermont-Ferrand d'abord, puis à Vichy. C'est dans cette ville que, le 10 juillet, à la suite d'une série de manœuvres où les interventions de Laval devaient tenir la première place, la Chambre et le Sénat sont réunis en assemblée de la République avec mission d'élaborer une constitution que la nation serait appelée à ratifier.

Voici en quels termes était donné ce mandat :

L'Assemblée Nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État Français. Cette Constitution devra garantir les droits de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées.

Dès le lendemain, 11 juillet, M. le Maréchal promulguait trois actes constitutionnels.

Aux termes du premier, l'article 2 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 sur l'élection du Président de la République était abrogé.

Aux termes du second, le Chef de l'État (Pétain se considérait désormais comme tel) avait la plénitude du pouvoir gouvernemental. Il nommait et révoquait les ministres, qui n'étaient responsables que devant lui, et en attendant qu'il exerçât le pouvoir judiciaire, cumulait le pouvoir législatif avec l'exercice du pouvoir exécutif.

Enfin l'acte constitutionnel numéro 3 disposait que les deux Chambres subsisteraient jusqu'à ce que fussent formées les Assemblées prévues par la déclaration du 10 juillet, mais qu'elles demeureraient ajournées jusqu'à nouvel ordre, et ne pourraient se réunir que sur la convocation du Chef de l'État.

Ces trois actes allaient sensiblement au-delà, voire même à l'encontre des pouvoirs conférés au Maréchal par l'Assemblée nationale. Ils étaient l'aboutissement d'un complot fomenté depuis longtemps contre la République, un complot qui, grâce à la défaite, avait réussi, mais dont le succès définitif n'était assuré qu'à la condition que cette défaite ne fut pas remise en question.

Le rôle de Pétain, dans la préparation de ce complot au cours des années qui ont précédé la guerre, apparaît surtout comme celui de l'homme sur le nom duquel on se compte et sur qui l'on compte pour prendre en mains le pouvoir, sans d'abord attendre de lui autre chose que l'apport de son nom et de son autorité. Il n'est d'ailleurs pas douteux qu'il n'ait nourri des sentiments hostiles au régime républicain, communiant en cela avec Maurras, aux idées duquel il rendait volontiers hommage, ainsi que cela résulte de la correspondance échangée entre eux, et singulièrement d'un document saisi à l'Hôtel du Parc où, sans assigner de délais à la réalisation de ses vœux, Pétain n'en exprime pas moins l'espoir de voir la France revenir au principe de l'hérédité monarchique ; mais sans doute estimait-il nécessaire d'instaurer au préalable un régime autoritaire auquel il se sentait prêt, pour l'incarner, à faire don de sa personne.

Aussi bien un homme comme Gustave Hervé, d'autant plus chaud partisan d'un ordre moral et militaire qu'il s'en était davantage écarté dans le passé, mettait-il en lui sa confiance et s'écriait-il dans une brochure bien connue : « C'est Pétain qu'il nous faut. »

Une réclame plus fâcheuse devait lui venir de Pemjean, directeur du journal mensuel *Le Grand Occident*, où, dans le numéro d'avril 1939, sous l'emblème de la

francisque et la formule habituelle : « le judéo-maçonnique voilà l'ennemi », on pouvait lire en grosses lettres, comme pour résumer tout un programme : « Pétain au pouvoir. » Hommage bien compromettant de la part d'un homme comme Pemjean, puisqu'à cette date, 1939, on constate qu'il était directeur local d'une agence d'où dépendait *Le Grand Occident* et dont le directeur général n'était autre que Ferdonnet, le futur traître de Stuttgart.

Pétain était-il en relation avec Pemjean et Gustave Hervé ? On peut se poser la question. Plus certains semblent avoir été ses rapports avec quelques-uns de ceux que liait ce qu'on appelle le pacte synarchique, dont le but était de faire de l'organisation professionnelle le cadre même d'un État autoritaire et hiérarchique, idée chère à Pétain, dont la loi du 16 août marque une première application.

Il était également en rapports avec de Brinon, le fondateur, avec Abetz, du Comité Franco-Allemagne.

Enfin il est établi que Pétain entretenait des relations avec les principaux membres de l'association connue sous ne nom de « la Cagoule » , ou encore sous les initiales C.S.A.R., dont le but était de renverser la République et de la remplacer par un régime dictatorial à l'instar de ceux de Rome et de Berlin, opération en vue de laquelle d'importants dépôts d'armes en provenance d'Italie et d'Allemagne avaient été constitués. Il suffit de citer les noms d'Alibert et de Deloncle. D'autre part, comment ne pas être frappé de voir dans l'entourage du Maréchal, à Vichy, des hommes comme Méténier, chef du service de protection de sa personne ; Gabriel Jeantet, attaché à son cabinet ; Darnand, en attendant qu'on fasse de cet assassin un ministre ; Filliol, dit le tueur, ami de Méténier ; tous membres de la Cagoule, en relations directes avec le docteur Ménétrel, médecin intime du Maréchal.

Comment passer sous silence les déclarations faites au cours de son procès par le général Roatta, ex-chef du contre-espionnage italien, sous les ordres du comte Ciano, déclarations dans lesquelles le général parle de Pétain comme l'un des chefs de la cagoule, association qu'il connaissait pour s'être mis en rapports avec Méténier, le futur chef de service de protection du Maréchal, en vue de l'assassinat des frères Rosselli, à Bagnoles-sur-l'Orne.

Mais un document décisif vient d'être porté à la connaissance des magistrats instructeurs : il s'agit d'un procès-verbal relatant les révélations faites par Alibert en novembre 1942, et d'où il résulte que le dit Alibert faisait partie de la cagoule, ainsi que Darlan, Huntziger, Déat, Laval et autres, et aussi le maréchal Pétain qui en était le drapeau ; que leur intention était de prendre le pouvoir pour instaurer un régime sur le modèle de Franco, en utilisant les services de celui-ci et au besoin l'appui d'Hitler.

WEEK SEVEN: COLLABORATIONISTS. FRANCE AND THE NEW ORDER

7 a.) Robert Brasillach, 'Les Sept Internationales contre la patrie', *Je Suis Partout*, 25 September 1942 (from *Œuvres compètes*, Paris, 1963–6, vol. 12, pp. 479–82)

Il y a déjà quelques années, une haute personnalité étrangère disait un jour avec un demi-sourire : « Le monde nouveau, le monde du XXe siècle, a contre lui les sept Internationales. » Et il les énuméra. Ce propos nous est revenu ces jours-ci, ou nous avons eu plusieurs occasions de le méditer. Et il nous a semblé que ce n'était pas seulement contre l'ordre nouveau, mais très nommément contre la patrie française que les sept Internationales étaient dressées.

Il y a d'abord l'Internationale communiste.

La chose va de soi. L'acharnement que mettent les Soviets à défendre Stalingrad condamnée et leurs appels au meurtre par radio prouvent bien que le sort de cette Internationale est en train de se jouer. Dimanche dernier, 20 septembre, pour l'anniversaire de la (très suspecte) bataille de Valmy, le Parti communiste avait, par tracts et par affiches clandestins, convié les Parisiens à une grande « manifestation de masses ». On sait comment le « couvre-feu » décrété à 15 heures a tué dans l'œuf cette manœuvre qui aurait pu avoir les plus graves conséquences, car les bombes et les balles des terroristes, on l'a bien vu rue Daguerre et rue de Buci, n'épargnent point les Français. Par tous les moyens, l'Internationale communiste essaie de saper la résurrection de la patrie, les améliorations à notre sort, et la chose a à peine besoin d'être démontrée.

Il y a ensuite l'Internationale socialiste.

On aurait tort de la négliger. Celle qu'on a longtemps appelée le « IIe Internationale » avait, en France, son parti, la S.F.I.O. La S.F.I.O. était dirigée par Blum. Elle a sur la conscience l'affaiblissement de la patrie, puis, une fois la besogne faite, le bellicisme. Nous n'ignorons pas, bien entendu, les courageux efforts faits par certaines fractions minoritaires pour maintenir la paix, et nous sommes d'avis que les militants doivent être intégrés dans un mouvement national-socialiste français. Mais la plupart des chefs, s'ils n'ont pas rompu avec les erreurs du passé (comme le firent bien avant ce jour les « néos » du groupe Marque-Déat-Montagnon), sont suspects par ce passé même, et par leurs alliances : alliances démocratiques à l'intérieur, alliances anglo-saxonnes à l'extérieur. Contre toute rénovation intellectuelle et fasciste de la France, les mal convertis de la S.F.I.O. se dressent, et il faut leur joindre les radicaux du type Herriot (qui renvoyait dernièrement sa Légion d'honneur parce qu'on avait osé décorer des volontaires français du front de l'Est). L'Internationale socialiste, c'est celle de Genève, des sanctions contre l'Italie, de l'intervention en Espagne. C'est celle qui veut le retour à la démocratie la plus purulente.

Il y a, troisièmement, l'Internationale juive.

Avons-nous à insister ? Ce sont les Juifs d'Amérique qui, aujourd'hui plus encore qu'hier, la gouvernent. On peut hardiment envisager l'hypothèse suivant laquelle sans les Juifs d'Amérique le gouvernement anglais aurait accepté la paix dès 1940 ou, en tout cas, en 1941. On voit quel surcroît de deuils aurait été épargné à l'humanité. Mais la domination judéo-americaine est en jeu et, provisoirement à l'abri derrière ses océans, Israël est décidé à faire battre ses derniers défenseurs. Il sacrifiera même la plèbe juive s'il le faut, les casquettiers et fourreurs méprisables qu'il repousse

hors des frontières des États-Unis. Israël veut revenir à sa toute-puissance, celle de l'or, et dès qu'une mesure, fût-elle timide, tend à faire prévaloir en France le droit sacré de la race, Israël fait ébranler ses ambassadeurs et ses alliés, souvent étranges. Et il ne craint même pas, pour cela, de s'appuyer les religions, que cependant il ait.

Il y a, quatrièmement, l'Internationale catholique.

On éprouve beaucoup de scrupules à écrire ces mots, et il va de soi que nous ne pensons pas ici au dogme. Je crois bien que presque tous les collaborateurs de ce journal sont des baptisés de rite catholique, et plusieurs sont des chrétiens pratiquants. Tous sont respectueux de la tradition de l'Église et de ce que doit précisément notre patrie à la puissance orthodoxe et romaine. Mais tous aussi sont inquiets de l'attitude qu'a cru devoir prendre une part importante du clergé (et singulièrement du haut clergé) devant les problèmes de la vie nationale. Pas trop inquiets, c'est entendu : les frictions politiques, en Italie, en Allemagne, en Espagne, se sont toujours terminées par des accommodements, des conventions et des concordats. Mais on avouera qu'il est singulier de laisser quelques prélats s'attaquer d'une manière quasi ouverte à l'ordre nouveau. L'archevêque de Toulouse proteste contre les mesures prises envers les Juifs apatrides en zone non occupée et accuse le gouvernement du Maréchal de suivre des inspirations étrangères ! Il parle de brutalités et de séparations que nous sommes tous prêts à ne pas approuver, car il faut se séparer des Juifs en bloc et ne pas garder de petits, l'humanité est ici d'accord avec la sagesse : mais il oublie de dire que ces brutalités sont le fait de policiers *provocateurs* qui veulent apitoyer les pauvres idiots d'aryens. Et puis, même si elles étaient exactes, pourquoi Monseigneur, contrairement à plusieurs évêques pleins de courage, n'a-t-il jamais protesté contre les massacres anglais ? Pourquoi a-t-il, comme tant de ses congénères, vénéré Léon Blum ? Pourquoi ce silence *honteux* de l'épiscopat, hormis quelques admirables exceptions (Mgr Baudrillart, entre autres), au temps du Front populaire, de la guerre d'Espagne, etc. ? Aujourd'hui, silence sur la guerre à l'Est (et silence même au Vatican, où Pie XI avait publiquement béni Franco), silence sur les alliances avec le bolchevisme « maudit » par plusieurs papes, opposition aux mesures salubres sur la jeunesse et sur la race. Il y a des couvents de « passeurs d'hommes » pour de Gaulle, et l'on prétend que la collaboration franco-allemande a des adversaires dans un clergé guidé par des intérêts ultramontains qui déguisent un intérêt étranger. Cela n'entame en rien la *religion* catholique, mais où est, là-dedans, la politique ecclésiastique ? Force nous est de répondre qu'elle n'est pas du bon côté.

La cinquième Internationale est l'Internationale protestante.

Il va de soi qu'en écrivant cette phrase nous ne sommes mus par aucune hostilité religieuse. Nous avons toujours pensé que, dans beaucoup d'endroits, les communautés protestantes étaient même ce qui rappelait le mieux les communautés de l'ancienne France. J'ai eu des camarades protestants (en captivité en particulier), et je m'entendais parfaitement avec eux, beaucoup mieux qu'avec quelques religieux démocrates-chrétiens de la pire espèce. Mais il s'est trouvé que les Églises protestantes, minoritaires en France, se sont en fait rattachées assez souvent à l'étranger : Suisse d'abord, et surtout pays anglo-saxons. Si l'Église catholique se tourne vers Rome, les Églises protestantes sont parfois tournées vers Londres ou Washington (on le voit dans l'histoire des missions protestantes). Un homme comme le pasteur Bœgner, connu pour son ancienne activité nationale, n'a pas craint de prendre parti ouvertement contre le Maréchal et d'écrire au Grand Rabbin. Beaucoup trop de pasteurs suivent son exemple et regardent vers les Anglais, sous le prétexte

fallacieux de « persécutions » subies par les pasteurs allemands (condamnés, s'il y a lieu, en tant qu'*hommes politiques* et pas du tout en tant qu'hommes religieux). Christianisme dévié, ponts jetés entre la Réforme et Rousseau, invasion des idées démocratiques, telles ont été les tentations du protestantisme : elles continuent malheureusement, il ne faut pas le nier. Il y eut un temps où 90 % des préfets étaient protestants, et il y avait donc un danger du « parti protestant ». Cela n'existe plus aujourd'hui, mais le péril, plus diffus n'en demeure pas moins, en liaison avec le péril démocrate-chrétien, le péril juif, le péril anglo-saxon et le péril maçonnique.

La sixième Internationale est justement l'Internationale maçonnique.

C'est une Internationale, en effet. On sait les liaisons de la Maçonnerie avec l'Angleterre et l'Amérique. On sait que Franklin, au XVIIIe siècle, fit prévaloir au sein des Loges françaises l'influence anglo-saxonne. On sait que *tous* les grands maîtres de la politique anglaise à commencer par le roi, *tous* les grands maîtres de la politique américaine, à commencer par Roosevelt et l'amiral Leahy, sont maçons. En Italie, en Allemagne, en Espagne, en France, la Maçonnerie est interdite. Elle se camoufle partout, comme nous l'avons toujours dit. Elle prend tous les masques. Il est toujours aussi important qu'à la première heure de lever ses masques.

La septième Internationale, enfin, est l'Internationale financière.

On se rappelle les campagnes si souvent justifiées des polémistes de gauche sur l'Internationale des marchands de canons, ces bateaux qui partaient pour l'Amérique du Sud, chargés d'armes, voyageant fraternellement mêlés mais destinés à deux belligérants opposés, ces révélations à la Chambre des communes sur le trafic de la Vickers avec l'adversaire, pendant la guerre de 1914–1918. Il y a d'autres liaisons, plus « pacifiques » si l'on veut, il y a l'omnipotence menacée de la City et de Wall Street. Il y a la lutte ouverte, et il y a les manœuvres futures pour la paix, il a les contradictions apparentes de manœuvres qui s'harmonisent fort bien, car il s'agit avant tout de la domination universelle. L'on n'a pas besoin de dire la parenté de cette Internationale des trusts avec l'Internationale juive : mais le plus étrange est la liaison qu'elle entretient avec l'Internationale bolchevique, en principe opposée à elle, et elle ferme ainsi le cercle infernal.

Dans cette énumération, il va de soi que nous devons faire quelques exceptions pour les personnes. Mais la ligne d'ensemble reste juste, la coalition, si monstrueuse, est fermée. A nous de le savoir et d'en tirer les conséquences. Contre les Internationales, il y a un rempart : les nations, leur existence, leurs ententes.

7 b.) Robert Brasillach and Maurice Bardèche, *Histoire du cinéma* (1946), pp. 413–19: 'Le cinéma allemand' (extracts)

Lorsque le pouvoir fut définitivement acquis à Hitler, c'est Goebbels, ministre de la Propagande, qui se chargea du cinéma : il le rattacha à son ministère, créa la Chambre du Film, qui fait partie des sept « Chambres de Culture du Reich » (Reich Kultur Kammer, RKK) et le quotidien cinématographique, *Film-Kurier*. En 1937, tout le cinéma passa définitivement sous le contrôle de l'État. La UFA et la Tobis sont gérées par des comités nommés : Jannings est président de la seconde, et Carl Froelich de la première. Ainsi est assurée la liaison avec la tradition du cinéma germanique. Enfin une académie du film a été fondée à Berlin. Il va de soi que des mesures furent prises dans le sens raciste, pour tous les travailleurs du film. […]

Ainsi qu'il était naturel, le cinéma national-socialiste songea, par opposition à l'esthétisme et à l'art dégénéré qui avaient été l'apanage des Juifs et des Aryens enjuivés de l'après-guerre, à rendre aux écrans allemands la santé et l'amour de leur pays. Non que la propagande pure ait été inconnue entre les deux guerres. Pendant l'occupation de la Rhénanie, la Commission interalliée avait même dressé une liste de films interdits, depuis *la Honte noire* dirigée contre les nègres jusqu'à *U-9, Le Rhin* etc., œuvres de caractère nettement marqué, et que les circonstances expliquent fort bien. […]

Le parti vainqueur ne devait pas longtemps se contenter d'une idéologie respectable, mais insuffisamment explicite. L'Allemagne rénovée se devait d'instruire la foule des thèmes purement nationaux-socialistes, et des héros tombés dans les luttes de jadis. C'est à l'exaltation du monde nouveau que les metteurs en scène furent conviés, et c'est cette exaltation qui donne à leurs œuvres d'alors un accent parfois inoubliable.

On tourna des films à la gloire de Leo Schlageter ou de Horst Wessel. Le dernier, *Un An de la Foule brune*, ne parut d'ailleurs pas digne de son sujet, et la technique en sembla maladroite. Frank Wenzler tourna *Hans Westmar*, apologie d'un héros du parti. Le meilleur film fondé sur l'idéologie nouvelle, le plus significatif de cette période, c'est *Le Jeune Hitlérien Quex* (1934) de Hans Steinhoff. C'est l'histoire d'un jeune fils de prolétaire communiste qui devient hitlérien et meut pour son idéal, œuvre lente et naïve au premier abord, où les détails familiers, la cuisine, les bistros où l'on boit la bière, sont traités à l'ancienne manière du cinéma muet. Puis passent l'exaltation, les jeux de plein air, les camps de jeunesse, les heures des luttes, les enfants distribuant des tracts, le père malheureux découvrant la réalité allemande, et, pour finir, la mort du petit garçon au milieu de ses camarades. Ce « livre rose » de l'idéal nazi est un des plus importants des films de l'esprit nouveau, et le réalisme le sauve souvent du simplisme. Et puis, a travers quelques maladresses, l'ensemble est noble, sain, viril. Ainsi ont été élevés les jeunes guerriers blonds qui furent les derniers chevaliers de la civilisation et de la dureté. Ce film fondé sur l'honneur et sur la joie paraît, aujourd'hui, appartenir à un autre monde. […]

Mais la véritable création du Troisième Reich reste le documentaire. C'était une tradition du cinéma allemand : Leni Riefenstahl fut l'héroïne en *La Lumière bleue*. […] Le *Triomphe de la Volonté* (1934), simple compte-rendu du Congrès de Nuremberg, restera comme le témoignage des fêtes du régime. Les historiens le consulteront, et peut-être sera-t-il l'instrument essentiel de la religion et de la légende hitlérienne après la mort du Führer. L'avion d'Hitler survole la ville pendant que la musique joue le *Horst Wessel Lied*. Puis ce sont les prodigieuses cérémonies de Nuremberg : les messes du travail, les drapeaux coulant comme d'énormes traînées de lave, les défilés à la lueur des torches, et aussi, pour couper les scènes écrasantes, avec un art parfait, de petits épisodes familiers, la vie dans les camps de travail, la douche, la dîner, le pittoresque de la foule — mais par-dessus tout l'union d'un peuple avec son chef.

En 1936, pour rééditer ce miracle, Leni Riefenstahl était priée de réaliser un film sur les *Olympiades* qui n'était pas encore terminé un an après. On mettait à sa disposition trente-cinq opérateurs, des caméras automatiques qui suivaient les coureurs, des avions, des ballons qui survolaient les stades. Le résultat a été une ode gigantesque au travail et à la jeunesse, où l'effort du lanceur de disque, du coureur, sa joie ou sa peine sont dépeints avec une vérité et une poésie merveilleuse, où les spectateurs allemands ou étrangers, sont saisis dans leur exubérance ou leur flegme,

où nous demeurons muets d'admiration devant tels tableaux grandioses, comme l'arrivée du porteur de la torche olympique, ou de l'embrasement final parmi les chœurs d'Haendel.

7 c.) ***Journal Les Actualités mondiales, 25 July 1941. Légion des Volontaires Français contre le bolshévisme***

Vélodrome d'Hiver, Paris
00.34

00.43

1.25

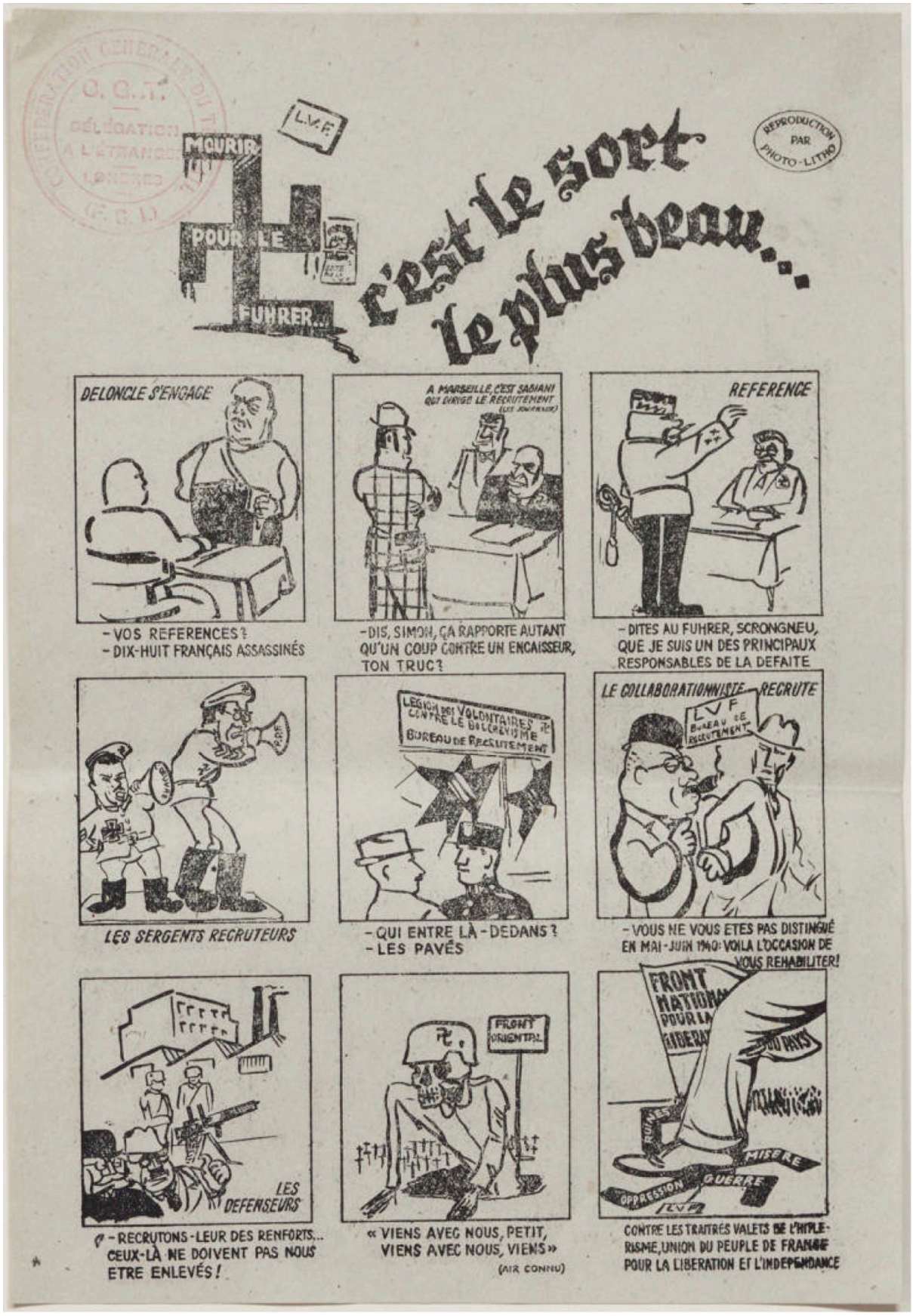
7 d.) *Journal France-Actualités*, 21 April 1944
Réunion de la LVF au Vél d'Hiv

0.50

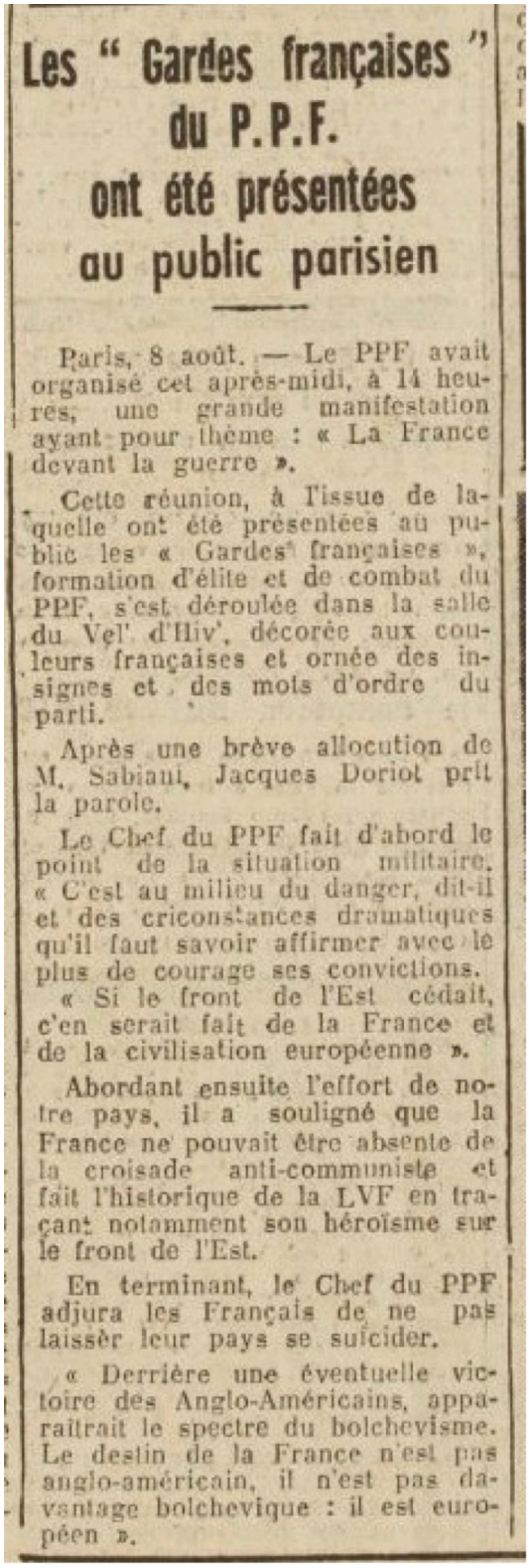
02.24

02.06

7 e.) C'est le sort le plus beau… (1943) (Warwick Modern Records Centre)



7 f.) ***L'Echo. Grand quotidien d'information du Centre Ouest,*** **9 August 1943**



Les " Gardes françaises " du P.P.F. ont été présentées au public parisien

Paris, 8 août. — Le PPF avait organisé cet après-midi, à 14 heures, une grande manifestation ayant pour thème : « La France devant la guerre ».

Cette réunion, à l'issue de laquelle ont été présentées au public les « Gardes françaises », formation d'élite et de combat du PPF, s'est déroulée dans la salle du Vel' d'Hiv', décorée aux couleurs françaises et ornée des insignes et des mots d'ordre du parti.

Après une brève allocution de M. Sabiani, Jacques Doriot prit la parole.

Le Chef du PPF fait d'abord le point de la situation militaire. « C'est au milieu du danger, dit-il et des criconstances dramatiques qu'il faut savoir affirmer avec le plus de courage ses convictions.

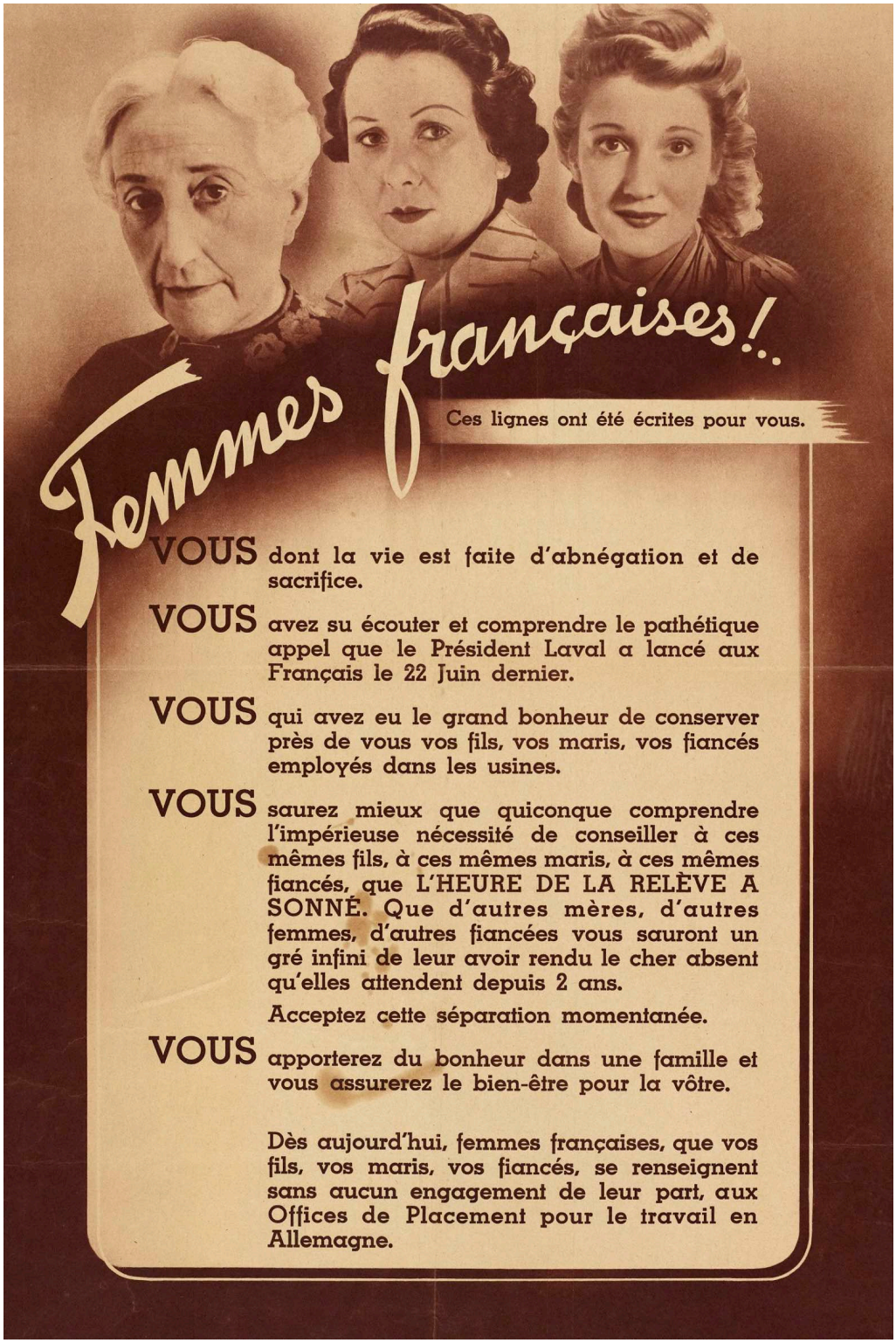
« Si le front de l'Est cédait, c'en serait fait de la France et de la civilisation européenne ».

Abordant ensuite l'effort de notre pays, il a souligné que la France ne pouvait être absente de la croisade anti-communiste et fait l'historique de la LVF en traçant notamment son héroïsme sur le front de l'Est.

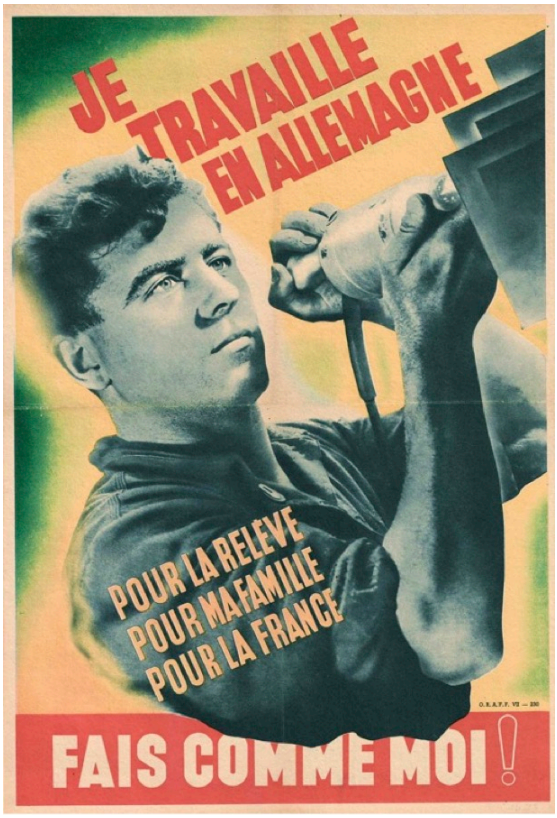
En terminant, le Chef du PPF adjura les Français de ne pas laisser leur pays se suicider.

« Derrière une éventuelle victoire des Anglo-Américains, apparaîtrait le spectre du bolchevisme. Le destin de la France n'est pas anglo-américain, il n'est pas davantage bolchevique : il est européen ».

7 g.) ***Femmes françaises !*** **(1942) (Musée de Bretagne, Rennes)**



7 h.) ***Je travaille en Allemagne*** **(1942) Archives de la Ville de Pantin**



7 i.) ***Français, allez travailler en Allemagne***

7 j.) ***Combat illustré: supplément périodique*** **(1943) (Warwick Modern Records Centre)**

La Mésaventure de Célestin Tournevis

Ceci est la véridique histoire de Célestin Tournevis, «pionnier de la "relève"», et de sa triste fin. Ouvriers français, mes camarades, méditez-la !

Juillet 1942. Le traître Laval livre au bourreau Hitler les ouvriers pour l'Allemagne, comme esclaves et comme otages.

Depuis des mois tout avait augmenté.... sauf la paye. Laval a fermé les usines. Pauvre Célestin Tournevis ! Pas un sou en poche, et le chômage.

Marianne est sous la botte et la schlague boches. Le gouvernement interdit à Tournevis de se faire réembaucher en France. De belles affiches payées très cher l'invitent au grand voyage.

Malgré l'avis des «RÉSISTANTS» et les consignes de COMBAT Célestin Tournevis part, pour la relève. Le bruit des rails lui murmure un refrain qu'il ne comprend pas bien encore... Mais bientôt son enthousiasme fond sous les bombes de la R.A.F. qui n'épargnent pas les convois d'esclaves.

Célestin s'attendait à être fêté à son arrivée. Mais quoi ? Les familles mettent à l'index ce Français qui fait durer la guerre et fait envoyer leur fils en Russie se faire casser la gueule.

Les prisonniers rencontrés dans les kemandos ne cachent pas leur façon de penser à celui qui pactise avec leurs geôliers et retarde la date de la vraie libération.

Pauvre Célestin Tournevis ! Il ne comprend plus, rien à rien. Les mandats ? Ses marks lui suffisent à peine pour vivre. La relève ? Un train d'éclopés qui, en trois mois, est rentré en France.

Dix et douze heures par jour parfois même le dimanche (où sont tes 40 heures, Célestin Tournevis ?), Tournevis, morne, forge sa chaîne qui le retiendra là-bas.

Et puis pas même une chambre à soi ; des dortoirs, comme au régiment. On bouffe des clous. Qui donc se tape tout le beurre qu'ils nous volent en France ? Hitler et sa clique, tiens, grand nigaud.

S'il fait mine de se ralentir (Tiens, il ne faut quand même pas leur en donner de trop, des tanks et des avions) les arguments décisifs le remettent au travail illico.

Mais petit à petit, Célestin Tournevis comprend. Il comprend la trahison dont il a été victime, l'odieux travail auquel on le rive et qui doit assurer la domination nazie. Alors, insensiblement, il ralentit sa production, il travaille moins bien, il laisse des pailles dans les soudures. Un jour il a dit Merde au contremaître... Pauvre Célestin Tournevis ! Cela n'a pas été long. Le garde-chiourme de service a vite «réglé» à sa manière le petit métallo français qui ne comprenait rien à la relève.

Vive la relève !

40

7 k.) Henri Szwarc (Abram Aron), 'Souvenirs : l'Étoile jaune', ***Annales ESC*****, 3 (1993), pp. 929–33**

SOUVENIRS : L'ÉTOILE JAUNE

Henri SZWARC

En simplifiant, le temps de l'Occupation a été pour moi : avant l'étoile jaune et pendant l'étoile jaune. Je suis entré aux usines Renault en 1939, comme apprenti ajusteur dans une sorte d'école qui formait une petite maîtrise. Après la défaite j'ai repris mon travail. Mes camarades d'atelier devaient savoir que j'étais juif car mes papiers d'inscription portaient mes nom et prénom : Abram Aron, mais je n'ai eu aucun ennui à ce sujet. Les premières mesures spoliatrices ne nous ont pas touchés : nous n'avions rien, même pas de radio. Nous nous sommes fait recenser à la Préfecture. Pour nous dérober à cette obligation il aurait fallu quitter notre domicile et acquérir de faux papiers — notre situation financière ne nous le permettait pas et nous n'avions pas les relations qui auraient été nécessaires. Je suis allé à l'Exposition « Les Juifs et la France », je me suis assis en face du professeur Montandon qui expliquait : « Comment reconnaître un Juif... ». Il y avait des projections d'extraits de films, notamment américains — pour montrer l'influence néfaste des Juifs dans le cinéma. Or, ces films américains étaient interdits depuis environ un an et les adolescents en raffolaient. J'avais même donné le tuyau à des copains et nous sommes allés plusieurs fois à l'exposition, mais uniquement pour les projections. Je me souviens qu'il y avait un extrait de *Scarface* avec Paul Muni. Je suis allé également au Vélodrome d'Hiver à une réunion pour la création de la L.V.F. (Légion des Volontaires Français) au cours de laquelle Doriot est intervenu.

C'était le temps des copains — les miens n'étaient pas Juifs et ignoraient que je l'étais. Bien sûr, on sentait une menace continuelle planer, mais c'était une sorte de calamité naturelle et à laquelle on pensait pouvoir échapper. Dans le quinzième arrondissement, il y avait d'ailleurs relativement peu de Juifs et à l'école communale, j'étais souvent le seul Juif de la classe.

Au début de 1942, la police française est venue pour arrêter mes grands-parents qui n'étaient pas naturalisés et qui habitaient dans le même immeuble que nous. La concierge s'est trompée et a conduit les policiers à

Annales ESC, mai-juin 1993, n° 3, pp. 629-633.

notre appartement. Malgré les coups sur la porte, nous n'avons pas ouvert et j'ai entendu les policiers dire qu'ils repasseraient le lendemain matin. Nous nous sommes cachés chez des voisins, qui n'ont eu aucune réticence à nous héberger, et mes grands-parents sont allés habiter ailleurs. Ma sœur, de sept ans ma cadette, a été envoyée dans le Maine-et-Loire où elle est restée jusqu'à la fin de la guerre. Quand les policiers sont revenus, ils n'ont pu que constater l'absence de mes grands-parents.

Puis est arrivé le temps de l'étoile jaune. Alors, j'ai vraiment cru que le ciel me tombait sur la tête. Il a d'abord fallu prévenir mes copains et amis que j'allais porter l'étoile. J'avais beaucoup d'appréhension, mais ils se sont comportés comme de vrais copains et amis, et je n'ai ressenti aucun changement d'attitude à mon égard.

J'avais choisi la rue du Commerce — une rue très fréquentée de mon quartier — pour mon « baptême de l'étoile ». J'avais adopté une attitude agressive. Je regardais les passants dans les yeux jusqu'à ce qu'ils détournent leurs regards et j'invectivais ceux qui ne le faisaient pas. « Vous me prenez pour une bête curieuse ! » ou quelque chose de ce genre. J'ai même manqué me faire casser la gueule par un colosse ; mais sa femme l'a retenu en disant « Laisse-le tranquille ». J'ai cru voir qu'elle avait honte et qu'elle me comprenait ! Des gens sont venus me serrer la main... A mon travail, lors d'une visite médicale, le médecin, que je ne connaissais pas, m'a spontanément laissé sa carte en me disant de venir le voir si j'avais besoin d'aide. Les autres ouvriers venaient souvent débattre du problème juif avec moi, sans aucune agressivité, mais cependant avec tous les clichés et les préjugés attisés par la propagande. L'un d'eux croyait que Rosenberg — le chef nazi — était juif : « Puisque les juifs sont partout, pourquoi pas chez les nazis », disait-il.

Il n'était pas question de ne pas porter l'étoile, nous étions trop connus dans notre rue et à la merci d'une dénonciation. Nous avons par ailleurs reçu la visite d'un inspecteur chargé de vérifier jusque dans les armoires, que les étoiles étaient bien cousues sur nos vêtements. Dans cette situation dramatique, il y a eu des incidents cocasses. Un jour, je me suis fait interpeller dans la rue, par mon prénom, par un soldat allemand. C'était un camarade de classe alsacien qui avait été enrôlé de force dans l'armée allemande — ceux que l'on appelait les « malgré nous » — et nous voilà discutant joyeusement tout en nous promenant devant les passants stupéfaits.

Fin 1943, j'étais avec un de mes amis qui rencontre deux copains d'enfance devenus miliciens : bérets, chemises bleues, baudriers et pistolets à la ceinture...Malgré mon étoile, une grande discussion politique s'engage dans la rue et je leur dis que l'Allemagne est foutue. Il conviennent que cela va mal mais assurent que les choses vont changer. Un pari est fait sur le vainqueur de la guerre, et rendez-vous pris : dans un an, même date, même heure... je n'y suis pas allé, mais j'avais gagné mon pari.

Malgré de nombreuses interdictions, j'essayais de mener une vie normale. J'avais trouvé quelques astuces pour dissimuler mon étoile et j'allais partout : cinémas, cafés, piscine Deligny, très fréquentée à cette époque. Je sortais rarement après la limite permise de vingt heures, mais si je le faisais, je disais à mes parents que je couchais chez des amis. Il y avait pourtant une

interdiction que je n'ai pas pu contourner et qui me gênait beaucoup, c'était de ne plus pouvoir emprunter des livres à la bibliothèque municipale — je lisais énormément et je n'avais pas d'argent pour en acheter.

Mais la grande menace de la « Déportation » était toujours présente et le fond d'angoisse qui l'accompagnait à tout moment. Il y avait aussi les petites choses : par exemple quand une jeune fille me regardait, je me demandais si c'était le jeune homme qu'elle voyait ou le porteur d'étoile.

Vers la fin de 1942 était paru, dans le journal *La Gerbe*, un reportage sur ce qui arrivait aux Juifs déportés. Les photos étaient rassurantes : bâtiments bien tenus, gens souriants, et on expliquait que les Juifs avaient leur propre police, travaillaient de leurs mains, et étaient astreints à prendre une douche quotidiennement. En 1943, un soldat français, prisonnier de guerre en Allemagne, qui venait d'être libéré, est venu saluer un ami dans notre immeuble. Voyant nos étoiles, il nous avertit que, dans les camps de prisonniers, on racontait que les Juifs étaient mis dans des piscines pour les noyer. Nous nous sommes regardés, incrédules, mais tout de même pas rassurés !

Non content de porter l'étoile, j'étais aussi ce que l'on a appelé « swing » ou « zazou ». C'était une mode vestimentaire et une façon de se coiffer allant tout à fait à l'encontre de ce que préconisait Vichy. C'était une façon de résister à l'endoctrinement, à l'esprit de collaboration, au « retour à la terre » et « travail famille patrie ». Les zazous aimaient la musique nègre et étaient animés de « l'esprit de jouissance » qui « nous avait fait perdre la guerre » ! Du reste les journaux insultaient quotidiennement les judéo-zazou gaullistes et demandaient qu'on les punisse en leur rasant la tête, par exemple.

Avec mes amis, nous pratiquions un humour noir, très noir. A époque horrible, jeux horribles... Nous avons inventé celui du « Juif persécuté ». Je recevais une correction fictive dans la rue, et lorsqu'une personne voulait intervenir je l'agressais en lui demandant de quoi elle se mêlait, qu'elle s'occupe de ses oignons, que je ne lui avais rien demandé... Et le plus beau, c'était lorsque cette personne venue défendre un juif finissait par me traiter de « sale youpin » ! Nous avons très vite interrompu ce jeu car nous nous serions fait écharper.

J'ai été deux fois en contact avec la Résistance : une fois, aux usines Renault, je m'étais fait inscrire dans un groupe au début de l'année 1942. On devait me contacter dès que l'on aurait besoin de moi. Je n'ai jamais été sollicité... Ensuite, avec mes amis, grâce à des connaissances, nous avons pu rencontrer un « chef résistant », à la fin de 1943. Après nous avoir interrogés, ce dernier a cherché dans quel maquis il pourrait nous envoyer. L'un de nous lui a demandé s'il n'y avait pas quelque chose du côté de Singapour (cette ville nous faisait alors rêver)... il ne devait pas avoir le sens de l'humour car nous n'avons jamais eu de ses nouvelles.

Parmi les souvenirs marquants de Paris à cette époque, j'ai celui d'un parcours dans les rues après le couvre-feu de minuit. J'étais avec un ami, et nous regagnions son domicile. Paris n'était pratiquement pas éclairé, il n'y avait que le clair de lune et les étoiles, la ville était complètement déserte — pas de voitures, pas de passants. Nous marchions le plus silencieusement possible, le cœur battant, nous arrêtant de temps en temps si nous croyions

entendre les pas d'une patrouille allemande et nous cachant où nous le pouvions. C'était comme irréel, excitant et très beau.

Un autre soir, j'ai été entraîné par un ami qui travaillait pour un bureau d'achat allemand, dans le bar du café « Le Colisée » — haut lieu du marché noir à Paris. Dehors il faisait froid, humide, tout était sombre et triste. Quel contraste quand on entrait dans ce bar, une musique de jazz en sourdine vous accueillait, il faisait bon, les femmes étaient belles et élégantes, les quelques officiers allemands (pas de simples soldats) semblaient très détendus, les boissons étaient délicieuses. On entendait d'étranges conversations : « j'ai des parapluies, du savon, des chaussures, du papier toilette, etc. ». Je n'ai jamais entendu parler de nourriture — ce devait être trop vulgaire ! Mon ami connaissait beaucoup de monde : des hommes élégants, gais et spirituels venaient nous parler, des jeunes filles ravissantes se sont assises à notre table — c'était un moment complètement en dehors de la réalité quotidienne, entre parenthèses.

A un moment, au milieu de l'année 1943, je me suis trouvé dans la gueule du loup. Notre voisin de palier et sa famille étaient recherchés et avaient quitté l'immeuble. Néanmoins ils continuaient à recevoir des colis et du courrier qu'ils passaient prendre chez nous ou chez la concierge. Un jour, j'ai réceptionné un colis mais l'inspecteur de police qui les traquait, était dans le couloir. Deux semaines plus tard, il est venu m'interroger, j'avais complètement oublié ce colis et de plus je ne connaissais pas leur adresse. Il m'a ordonné de le suivre à la Préfecture de Police pour un interrogatoire. J'ai été injurié par son chef et j'ai failli recevoir une gifle car je répondais avec insolence. Il m'a dit souhaiter autant que moi la victoire des Américains, mais qu'il me donnait une heure pour réfléchir au poste en ajoutant que, dans le cas contraire, je serais arrêté et déporté.

Il serait trop long de décrire ici ce que j'ai pu penser pendant cette heure : mes parents, mes copains, une jeune fille, un plan d'évasion dès que je quitterais la Préfecture, mais je suis certain que même si j'avais connu l'adresse des voisins, je ne l'aurais pas donnée... peut-être par entêtement. L'heure écoulée, l'inspecteur est venu me chercher et m'a demandé si j'avais réfléchi. Après mon refus réitéré, il m'a ordonné de le suivre et nous avons descendu plusieurs escaliers jusqu'à la sortie où il m'a dit : « Vous pouvez partir ». J'ai marché dans la rue, j'avais du mal à retrouver ma respiration normale — jamais Paris ne m'a semblé aussi beau et encore aujourd'hui, quand je suis sur le Pont-Neuf, je ressens des bouffées de bonheur qui viennent de ce moment-là.

En mars 1944, ma mère a été arrêtée et déportée à Auschwitz d'où elle est revenue, heureusement, en août 1945. Elle était au dépôt de la Madeleine et avait, sur elle, toutes les cartes d'alimentation, textiles et autres de la famille. Elle a confié toutes ces cartes à une prostituée qui se trouvait là et lui a demandé de les déposer chez notre boulangère qui nous connaissait bien. Ces cartes étaient très précieuses à cette époque... mais la commission a été faite et nous les avons récupérées.

Lorsqu'on arrêtait un membre d'une famille, on venait ensuite chercher les autres. Mon père et moi, nous nous sommes cachés, avec la complicité des voisins et de la concierge. Même l'antisémite de service, un ancien

combattant de 14-18 qui, avant l'Occupation, injuriait tous les Juifs quand il rentrait saoul le soir, s'est conduit impeccablement. Et si l'on était venu m'arrêter à mon travail, mes camarades d'atelier et le contremaître avaient élaboré un plan pour me permettre de me cacher. Mais on est venu à notre domicile, pas à l'usine.

Fin juillet 1944, j'ai enfin pu retirer mon étoile. Lors de la Percée d'Avranches, j'ai aidé à faire des barricades avec des sacs de sable. J'ai vu les premiers chars français sur le boulevard de Grenelle, au métro Dupleix, où deux tankistes ont été tués sous mes yeux par des tireurs sur les toits.

J'ai assisté à la prise de l'École militaire. Je suis allé voir le général de Gaulle sur les Champs-Élysées. J'ai entendu des balles siffler à la fin de cette manifestation, mais je me suis rendu compte alors, que je respirais mieux, au sens propre du terme, et que j'avais vécu tout ce temps avec une angoisse sourde et continuelle.

Henri SZWARC

WEEK EIGHT: CHARLES DE GAULLE. EXILE, LEADERSHIP, AND LEGACY

8 a.) Charles de Gaulle, *Discours de l'Hôtel de Ville*, 25 August 1944

Pourquoi voulez-vous que nous dissimulions l'émotion qui nous étreint tous, hommes et femmes, qui sommes ici, chez nous, dans Paris debout pour se libérer et qui a su le faire de ses mains.

Non ! nous ne dissimulerons pas cette émotion profonde et sacrée. Il y a là des minutes qui dépassent chacune de nos pauvres vies.

Paris ! Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! mais Paris libéré ! libéré par lui-même, libéré par son peuple avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la vraie France, de la France éternelle.

Eh bien ! puisque l'ennemi qui tenait Paris a capitulé dans nos mains, la France rentre à Paris, chez elle. Elle y rentre sanglante, mais bien résolue. Elle y rentre, éclairée par l'immense leçon, mais plus certaine que jamais, de ses devoirs et de ses droits.

Je dis d'abord de ses devoirs, et je les résumerai tous en disant que, pour le moment, il s'agit de devoirs de guerre. L'ennemi chancelle mais il n'est pas encore battu. Il reste sur notre sol. Il ne suffira même pas que nous l'ayons, avec le concours de nos chers et admirables alliés, chassé de chez nous pour que nous nous tenions pour satisfaits après ce qui s'est passé. Nous voulons entrer sur son territoire comme il se doit, en vainqueurs.

C'est pour cela que l'avant-garde française est entrée à Paris à coups de canon.

C'est pour cela que la grande armée française d'Italie a débarqué dans le Midi ! et remonte rapidement la vallée du Rhône.

C'est pour cela que nos braves et chères forces de l'intérieur vont s'armer d'armes modernes.

C'est pour cette revanche, cette vengeance et cette justice, que nous continuerons de nous battre jusqu'au dernier jour, jusqu'au jour de la victoire totale et complète.

Ce devoir de guerre, tous les hommes qui sont ici et tous ceux qui nous entendent en France savent qu'il exige l'unité nationale. Nous autres, qui aurons vécu les plus grandes heures de notre Histoire, nous n'avons pas à vouloir autre chose que de nous montrer, jusqu'à la fin, dignes de la France. Vive la France !

8 b.) Charles de Gaulle, *Discours de Strasbourg*, 7 April 1947

Prenant la parole place de Broglie, le général de Gaulle annonce la création du Rassemblement du peuple français (RPF)

Deux années se sont écoulées depuis que la grande victoire du Rhin, remportée côte à côte par les armées américaine et française, achevait de chasser des abords de l'Alsace les débris des forces ennemies. Ainsi Strasbourg et toutes les villes et tous les villages de cette province sacrée se trouvaient désormais à l'abri du canon allemand.

Deux années ! au cours desquelles, une fois l'ennemi définitivement abattu, la France, l'Europe, le monde, ont découvert les dures réalités qu'il leur faut maîtriser

pour vivre. Deux années ! après lesquelles notre peuple, bien qu'aient été sauvées son intégrité et son indépendance, bien qu'il ait su s'éviter à lui-même les grandes convulsions intérieures, bien qu'il ait repris son labeur avec courage au milieu des ruines, éprouve parfois une sorte de doute amer et s'interroge avec quelque angoisse sur ce que sera l'avenir.

A ce doute, à cette angoisse, une grande nation comme la nôtre ne doit céder à aucun prix. Si rude que soit notre route, il serait indigne de nous et mortellement dangereux de la suivre d'un pas tremblant. Les esclaves peuvent gémir, les faibles s'épouvanter. Mais nous, nous sommes des hommes et des femmes libres, capables de voir les choses telles qu'elles sont, sans nous bercer d'illusions, mais sans être obnubilés par des spectres et des fantômes. Puisque Strasbourg m'a fait l'honneur de m'inviter, en ce jour anniversaire de la libération définitive de l'Alsace, c'est à Strasbourg que je parlerai du passé récent, du présent et de l'avenir du pays.

La guerre qui vient de finir a bouleversé de fond en comble les conditions de l'existence et de la puissance de la France. Combien même, en 1940, avaient pu croire à notre effondrement ! Effondrement militaire, puisqu'en dépit d'épisodes brillants, nos armées se trouvaient brisées; effondrement des institutions puisque le régime abdiquait; effondrement impérial, car, dans cet extrême abaissement il était clair que l'autorité de la France d'outre-mer ne pourrait se maintenir à la longue vis-à-vis des populations et vis-à-vis de l'étranger; effondrement extérieur, enfin, dès lors que l'univers pouvait supposer que dans la caricature du fascisme et dans la capitulation qui étaient le système dit de Vichy, nous avions renoncé à nous-mêmes.

C'est alors que la France libre prit en main tous les pouvoirs, autrement dit tous les devoirs. C'est alors qu'elle assuma la responsabilité de conduire la France jusqu'au salut, la charge de maintenir intacts son intégrité, son indépendance et ses droits, la mission de reporter au combat ses armées de terre, de mer et de l'air et de les diriger jusqu'à la complète victoire, l'engagement de lui rendre sa souveraineté sur elle-même, c'est-à-dire la République. Reconnaissons en passant que si, pour porter cette charge, elle a trouvé beaucoup d'obstacles, elle rencontra peu de concurrents et que, notamment, les partis firent preuve à cette époque d'une discrétion pleine de mérite. Reconnaissons, surtout, qu'à mesure que les événements faisaient renaître l'espérance, la masse de la nation portait vers la France Combattante son adhésion et sa confiance. Il est donc arrivé que nous avons vu se remettre debout notre pays gisant sous l'oppression et que les résultats ont correspondu aux buts fixés et aux promesses faites, c'est-à-dire : la victoire remportée, la liberté reconquise, la souveraineté du peuple intégralement rétablie.

Cependant, une fois accomplie notre libération, nous émergions du malheur sous deux aspects dangereusement contradictoires. D'une part, la gravité de nos blessures physiques et morales montrait à tous les yeux que, pour les guérir lentement et nous rénover de telle sorte que fussent assurées, au milieu du monde nouveau, notre prospérité, notre influence, notre indépendance, il était indispensable que le peuple français fît trêve à ses querelles d'autrefois et sût se donner à lui-même une direction, c'est-à-dire un État, capable de le conduire vers son destin avec impartialité, autorité, continuité. Mais, par contre, nos vieilles divisions, aigries et aggravées par les épreuves nationales et par la tragédie toujours suspendue sur le monde, s'épanouissaient à nouveau. Les partis, qui leur donnent l'impulsion et leur servent de cadres, tendaient à devenir plus rigides et exclusifs qu'ils ne l'avaient jamais été.

En effet, le caractère inquiétant et exceptionnel des ambitions, de la tactique, des procédés de l'un d'entre eux les portait à s'organiser d'une manière plus ou moins analogue. En outre, la clientèle de chacun s'enflammait surtout de l'aversion ou de la crainte ressentie à l'égard des autres. Il devait résulter de ces diverses conditions une situation dans laquelle aucun parti ne pouvant à lui seul diriger l'État, tous ou plusieurs voudraient se le partager. Cette répartition de la puissance publique entre des rivalités ne pourrait que la paralyser.

Aussi longtemps que j'ai pu moi-même présider aux destinées de l'État et diriger le gouvernement sans tenir compte d'autre chose que des nécessités imposées par l'intérêt commun je l'ai fait, comme vous le savez. Je n'ai pas hésité, d'ailleurs, à appeler auprès de moi des hommes de toutes tendances, convaincu que, pour réaliser la libération du pays, achever la guerre contre l'Allemagne et le Japon, éviter les collisions civiles ou sociales, assurer un premier démarrage de notre activité au milieu des destructions et des ruines, présenter enfin aux puissances étrangères une France rassemblée, rien n'importait davantage que d'établir et de maintenir, aussi longtemps que possible, une élémentaire unanimité française en dépit des inconvénients qui en résultaient forcément dans l'action gouvernementale.

Mais une fois la victoire acquise et le pays consulté par la voie des élections, les partis sont apparus, impatients de leur avènement notamment vis-à-vis de moi, et d'accord entre eux sur ce point seulement que la voie leur fût laissée libre. Dans de telles conditions, et étant écartée par moi toute aventure plébiscitaire, dont je suis convaincu que dans l'état de l'esprit public et dans la conjoncture internationale elle aurait finalement abouti à des secousses désastreuses, il n'y avait, pour l'homme qui vous parle, que deux solutions possibles. Ou bien entrer dans le jeu des partis, ce qui eût, je le crois, abaissé sans aucun profit cette sorte de capital national que les événements l'ont conduit à représenter et en venir rapidement à transiger sur l'essentiel. Ou bien laisser les partis faire leur expérience, non sans avoir, auparavant, fait réserver au peuple lui-même la faculté de décider, par la voie du référendum, du régime qui serait adopté. J'ai choisi cette deuxième solution. Puis, j'ai moi-même proposé publiquement les institutions qui me paraissaient s'imposer pour la France et pour l'Union Française et adressé en temps voulu à mes concitoyens des avertissements pressants quant au jugement qu'ils allaient porter.

On sait ce qu'il est advenu. La Constitution, suivant laquelle tous les pouvoirs se trouvent procéder dans leur source et dépendre dans leur fonctionnement, d'une manière directe et exclusive, des partis et de leurs combinaisons, a été acceptée par 9 millions d'électeurs, refusée par 8 millions, ignorée par 8 millions. Mais elle est entrée en vigueur ! On peut constater aujourd'hui ce qu'elle donne. Gardons-nous d'ailleurs d'incriminer les hommes dont certains sont, je le dis pour les avoir moi-même éprouvés, fort dignes et fort capables de diriger les diverses branches des affaires publiques, mais que le système lui-même ne laisse pas d'égarer ou de paralyser. En tout cas, il est clair que la nation n'a pas, pour la guider, un État dont la cohésion, l'efficience, l'autorité, soient à la hauteur des problèmes qui se dressent devant elle.

Car ces problèmes sont d'une dimension, d'une complexité, d'une urgence, qui ne leur laissent rien de commun avec ceux que la France traitait autrefois, bien assise sur sa richesse, au milieu d'un monde nettement connu et défini. Maintenant, c'est de tout qu'il s'agit et de tout à la fois ! L'action économique, l'action sociale, l'action impériale, l'action extérieure, pour ne parler que des sujets les plus volumineux et les plus apparents, nous appellent et nous pressent, tandis que nous zigzaguons sur un

chemin bordé d'abîmes.

Action économique ? En valeur absolue nous avons perdu, par le fait de la guerre, la moitié, de notre fortune nationale. En valeur relative, par rapport à d'autres nations qui ont, avant on pendant la guerre, modernisé leur outillage et leurs méthodes, nous avons perdu bien davantage encore. La menace ? C'est la médiocrité toujours plus accentuée jusqu'à devenir la misère. L'effort à accomplir ? D'abord, nous établir sur une base de départ solide en stabilisant la monnaie, ce qui implique en premier lieu une réduction considérable des dépenses et, par conséquent, des activités de l'État. Ensuite, accroître notre production, tant agricole qu'industrielle, ce qui exige que tout le monde travaille au maximum, que nous nous incorporions deux millions de travailleurs étrangers, que nous nous procurions, par tous les moyens commerciaux et diplomatiques possibles, au moins la moitié du charbon que nous pouvons extraire, que nous rééquipions d'une manière moderne notre agriculture, nos usines, et nos mines, que l'esprit d'entreprise, l'initiative, l'émulation, soient dans tous les milieux encouragés et récompensés, que, par principe, la liberté soit rétablie dans chaque branche de l'activité dès qu'un équilibre s'y trouve possible entre l'offre et la demande.

Action sociale ? Faudra-t-il donc que nous demeurions dans cet état de malaise ruineux et exaspérant où les hommes qui travaillent ensemble à une même tâche opposent organiquement leurs intérêts et leurs sentiments ? Sommes-nous condamnés à osciller toujours douloureusement entre un système en vertu duquel les travailleurs seraient de simples instruments dans l'entreprise dont ils font partie et un autre qui écraserait tous et chacun, corps et âme, dans une odieuse machinerie totalitaire et bureaucratique ? Non ! La solution humaine, française, pratique de cette question qui domine tout n'est ni dans cet abaissement des uns, ni dans cette servitude de tous. Elle est dans l'association digne et féconde de ceux qui mettraient en commun, à l'intérieur d'une même entreprise, soit leur travail, soit leur technique, soit leurs biens, et qui devraient s'en partager, à visage découvert et en honnêtes actionnaires, les bénéfices et les risques. Certes, ce n'est pas cette voie que préconisent, ni ceux qui ne veulent pas reconnaître que rehausser la dignité de l'homme c'est non seulement un devoir moral mais encore une condition du rendement, ni ceux qui conçoivent l'avenir sous la forme d'une termitière. Mais quoi ? C'est la voie de la concorde et de la justice fructifiant dans la liberté !

Action impériale ? Parce que nous fûmes capables d'ouvrir au progrès moderne des contrées qui, auparavant, végétaient dans les abus, la misère, l'anarchie, parce que nous ne saurions renoncer à y remplir les devoirs que nous avons assumés sans les rejeter dans le trouble ou les livrer aux ambitions des autres, parce qu'en les perdant nous perdrions notre rang de grande puissance, nous avons, vis-à-vis du monde entier, le droit et le devoir de faire vivre et de développer l'Union Française que nous avons proclamée ait pire moment de la pire des guerres! Amener chacune des entités humaines qui composaient hier notre Empire à se développer pour son compte, dans son cadre, à son profit, la faire bénéficier économiquement, socialement, moralement, intellectuellement, de ce dont nous sommes capables, l'associer à la Métropole dans des conditions conformes, soit au degré de son développement, soit aux traités que nous avons conclus, mais réserver à l'expérience, à la sagesse, à l'autorité de la France, la responsabilité supérieure de l'ordre public, de l'action extérieure, de la défense vis-à-vis du dehors et des activités économiques intéressant la communauté, voilà la tâche à accomplir! L'effort est grand, le devoir est lourd, mais l'enjeu est à la mesure de la

France.

Action extérieure ? Nous nous trouvons, désormais, dans un univers entièrement différent de celui où notre pays avait vécu pendant des siècles. Nous fûmes longtemps accoutumés à une Europe équilibrée, où cinq ou six grandes puissances, tout en rivalisant entre elles et en se faisant l'une à l'autre périodiquement la guerre, avaient une civilisation semblable, une commune manière de vivre, un même droit des gens, où les États moins importants se trouvaient protégés par la parité des plus grands, où notre vieux continent dominait en fait le monde par sa richesse, sa puissance, son rayonnement, où la France pouvait mener, avec bonheur ou malheur suivant les circonstances, mais toujours à son gré, une politique traditionnelle, fondée sur des données constantes. Le tableau a complètement changé !

Notre planète, telle qu'elle est aujourd'hui, présente deux masses énormes, toutes deux portées à l'expansion, mais entraînées par des dispositions essentiellement différentes et, du même coup, par des courants idéologiques opposés. L'Amérique et la Russie, si on a le droit d'espérer qu'elles ne deviendront pas ennemies, sont automatiquement rivales. D'autant plus que le rapetissement de la terre, par suite de l'évolution technique, les met partout en contact, c'est-à-dire partout en garde, et que l'invention de moyens de destruction terribles introduit dans leurs relations un élément acrimonieux d'inquiétude, sinon d'angoisse. Dans une pareille situation, placés là où nous le sommes, le maintien de notre indépendance devient pour nous le problème brûlant et capital. Il implique, d'abord, que le sort du peuple allemand soit réglé de telle manière que les ambitions, les moyens, l'orientation de notre voisin ne puissent plus nous tenir un jour sous le coup de leur menace.

Il implique, en même temps, que nous nous appliquions à refaire l'Europe, afin qu'existe, à côté des deux masses d'aujourd'hui, l'élément d'équilibre sans lequel le monde de demain pourrait peut-être subsister sous le régime haletant des modus vivendi, mais non point respirer et fleurir dans la paix. Il implique, encore, que nous contribuions, dans toute la mesure de notre influence et de nos possibilités, à faire vivre la coopération internationale et ses naissantes institutions, pour que toute cause éventuelle de conflit puisse être étudiée et jugée à temps devant l'opinion de l'Humanité tout entier. Il implique, enfin, que nous restions nous-mêmes, c'est-à-dire des Occidentaux, fidèles à une conception de l'homme, de la vie, du droit, des rapports entre les États, qui nous a faits tels que nous sommes, à laquelle ont toujours tenu notre influence et notre rayonnement et qu'il nous faut défendre et faire valoir dans le tumulte du monde, pour servir et pour survivre.

Voilà, en vérité, où nous en sommes et voilà ce que nous avons à faire ! Si nous n'étions pas le peuple français, nous pourrions reculer devant la tâche et nous asseoir au bord de la route en nous livrant au Destin. Mais nous sommes le peuple français ! Alors que beaucoup nous tenaient pour perdus ou, tout au moins, pour bien malades, nous avons su fournir l'effort héroïque et organisé de la résistance nationale qui nous a permis de sortir, dans les rangs des vainqueurs, du plus grand drame de notre Histoire. A l'heure qu'il est, nos soldats, qui rétablissent la paix en Indochine, font preuve d'autant de courage et d'autant de dévouement que jamais soldats n'en montrèrent. Nous ne sommes devenus ni bêtes, ni paresseux, ni corrompus ! Malgré toutes ses pertes, notre race n'est nullement en voie de disparaître et même les jeunes mamans de France ont mis au monde, l'année dernière, plus de bébés que nous n'en avions compté annuellement depuis cent ans ! Si nous avons notre grande peine et

notre lourd fardeau, toutes les nations ont les leurs et certaines d'entre elles s'en trouvent aussi éprouvées que nous.

Mais il s'agit, à présent, de nous tirer d'affaire, de résoudre virilement, par un puissant et long effort, les problèmes dont dépendent notre vie et notre grandeur. La cause est maintenant entendue ! Nous n'y parviendrons pas en nous divisant par catégories rigides et opposées. Nous n'y parviendrons pas si l'État, dont c'est le rôle de guider la nation, est bâti pour fonctionner sur la seule base de ces divisions et des groupements qui les expriment. La République, que nous avons fait sortir du tombeau où l'avait d'abord ensevelie le désespoir national, la République que nous avons rêvée tandis que nous luttions pour elle, la République dont il faut qu'elle se confonde maintenant avec notre rénovation, sera l'efficience, la concorde et la liberté ou bien elle ne sera rien qu'impuissance et désillusion, en attendant, soit de disparaître, de noyautage en noyautage, sous une certaine dictature, soit de perdre, dans l'anarchie, jusqu'à l'indépendance de la France.

Il est temps que les Françaises et les Français qui pensent et qui sentent ainsi, c'est-à-dire, j'en suis sûr, la masse immense de notre peuple, s'assemblent pour le prouver. Il est temps que se forme et s'organise le Rassemblement du Peuple Français qui, dans le cadre des lois, va promouvoir et faire triompher, par-dessus les différences des opinions, le grand effort de salut commun et la réforme profonde de l'État. Ainsi, demain, dans l'accord des actes et des volontés, la République française construira la France nouvelle !

8 c.) Charles de Gaulle, TV interview with Michel Droit before the second round of the presidential elections, 15 December 1965 (Extract)

Michel Droit — Général, votre adversaire du second tour, M. François Mitterrand, se présente comme le candidat unique de la gauche. Et de faite, il est le candidat du Parti Communiste, du Parti Socialiste, du Parti Radical qui en 1936 formaient à eux trois le Front populaire. Mais de votre côté, vos adversaires de droite vous ont souvent reproché de faire, en matière de décolonisation par exemple, une politique de gauche, et de faire encore aujourd'hui, en matière de politique étrangère, une politique de gauche. Je sais bien que les notions de gauche et de droite sont de plus en plus floues et entremêlées dans la politique française. Néanmoins, et peut-être justement pour cela, j'aimerais que vous précisiez la façon dont vous les entendez, dont vous les concevez, ces notions de gauche et de droite.

Général de Gaulle — La France, c'est tout à la fois, c'est tous les Français. C'est pas la gauche, la France ! C'est pas la droite, la France ! Naturellement, les Français comme de tout temps, ressentent en eux des courants. Il y a l'éternel courant du mouvement qui va aux réformes, qui va aux changements, qui est naturellement nécessaire, et puis il y a aussi un courant de l'ordre, de la règle, de la tradition, qui lui aussi est nécessaire. C'est avec tout cela qu'on fait la France. Prétendre faire la France avec une fraction, c'est une erreur grave, et prétendre représenter la France au nom d'une fraction, cela c'est une erreur nationale impardonnable. Vous me dites : à droite, on dit que je fais une politique de gauche au-dehors ; à gauche, du reste vous le savez bien, on dit : de Gaulle, il est là pour la droite, pour les monopoles, pour je ne sais quoi. Le fait que les partisans de droite et les partisans de gauche déclarent que j'appartiens à l'autre côté,

prouve précisément ce que je vous dis, c'est-à-dire que, maintenant comme toujours, je ne suis pas d'un côté, je ne suis pas de l'autre, je suis pour la France. Il y a, pour ce qui est de la France, ce qui se passe dans une maison : la maîtresse de maison, la ménagère, veut avoir un aspirateur, elle veut avoir un frigidaire, elle veut avoir une machine à laver e même, si c'est possible, une auto ; cela c'est le mouvement. Et, en même temps, elle ne veut pas que son mari s'en aille bambocher de toute part, que les garçons mettent les pieds sur la table et que les filles ne rentrent pas la nuit ; ça c'est l'ordre. La ménagère veut le progrès mais elle ne veut pas la pagaille, eh bien ! c'est vrai aussi pour la France. Il faut le progrès, il ne faut pas la pagaille.

Or, le régime des partis, c'est la pagaille. Évidemment, on l'a vécu avant la Première Guerre mondiale, pendant longtemps cela allait cahin-caha. À ce moment-là, on ne risquait pas grand-chose. À l'intérieur, on était très riche ; je ne parle pas de tous les Français, bien entendu, il s'en faut, mais je vous parle de l'ensemble de ce que l'on appelait « la Société », qui était très riche. Il y avait le 3%, il y avait la monnaie-or, il y avait les placements à l'étranger, ainsi de suite, on restait là sous la protection des douanes et on vivait comme cela, à l'intérieur, confortablement. Il y en a qui disaient que c'était la « belle époque ». Bien sûr ! On ne se transformait pas, on n'évoluait pas ! D'autres devenaient de grands pays industriels, comme l'Allemagne, l'Angleterre, qui avaient commencé avant tout le monde, les États-Unis qui avaient entrepris leur essor. Nous, nous restions, cahin-caha, comme nous étions. Et puis alors, au-dehors, on ne risquait pas grand-chose non plus. Bien sûr ! Il y avait la menace allemande à l'horizon pour le cas où…mais, il y avait l'Alliance russe. Après, il y a eu l'Entente cordiale. Enfin, ça allait comme cela. Puis, il y a eu 1914 : désastre initial, auquel nous avons échappé par une chance inouïe, par un sursaut du tréfonds national qui nous a permis de nous en tirer, Dieu sait d'ailleurs avec quelles pertes ! et encore de nous en tirer en 14–15 grâce au « pouvoir personnel » du Père Joffre, et puis, en 17–18, à la fin, où ça devenait dramatique et infiniment grave de nouveau, grâce au « pouvoir personnel » de Clemenceau ! Mais, dans l'intervalle, qu'est-ce qu'ils avaient fait, les partis ? Ils n'avaient rien fait ! Ils renversaient les ministères comme à l'habitude, ils renversaient le ministère Viviani, puis le premier ministère Briand, puis le deuxième ministère Briand, et puis le ministère Ribot, et puis le ministère Painlevé, et allez donc ! Voilà ce qu'ils faisaient, les partis ! Entre les deux guerres, après qu'on eut liquidé Clemenceau — que les partis aient liquidé Clemenceau , il y a eu alors ce qu'on sait, c'est-à-dire, un régime de médiocrité, un régime d'impuissance, où le désastre se dessinait à l'horizon sans qu'on fît en réalité rien pour l'empêcher. Entre M. Clemenceau et M. Paul Reynaud, c'est-à-dire de 1920 à 1940, on a eu 47 ministères en vingt ans. Voilà le régime des partis !

8 d.) Charles de Gaulle, Radio Broadcast, 30 May 1968

Françaises, Français.

Étant le détenteur de la légitimité nationale et républicaine, j'ai envisagé, depuis vingt-quatre heures, toutes les éventualités, sans exception, qui me permettraient de la maintenir. J'ai pris mes résolutions.

Dans les circonstances présentes, je ne me retirerai pas. J'ai un mandat du peuple, je le remplirai.

Je ne changerai pas le Premier ministre, dont la valeur, la solidité, la capacité, méritent l'hommage de tous. Il me proposera les changements qui lui paraîtront utiles dans la composition du gouvernement.

Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale.

J'ai proposé au pays un référendum qui donnait aux citoyens l'occasion de prescrire une réforme profonde de notre économie et de notre Université et, en même temps, de dire s'ils me gardaient leur confiance, ou non, par la seule voie acceptable, celle de la démocratie. Je constate que la situation actuelle empêche matériellement qu'il y soit procédé. C'est pourquoi j'en diffère la date. Quant aux élections législatives elles auront lieu dans les délais prévus par la Constitution, à moins qu'on entende bâillonner le peuple français tout entier, en l'empêchant de s'exprimer en même temps qu'on l'empêche de vivre, par les mêmes moyens qu'on empêche les étudiants d'étudier, les enseignants d'enseigner, les travailleurs de travailler. Ces moyens, ce sont l'intimidation, l'intoxication et la tyrannie exercées par des groupes organisés de longue main en conséquence et par un parti qui est une entreprise totalitaire, même s'il a déjà des rivaux à cet égard.

Si donc cette situation de force se maintient, je devrais pour maintenir la République prendre, conformément à la Constitution, d'autres voies que le scrutin immédiat du pays. En tout cas, partout et tout de suite, il faut que s'organise l'action civique. Cela doit se faire pour aider le gouvernement d'abord, puis localement les préfets, devenus ou redevenus commissaires de la République, dans leur tâche qui consiste à assurer autant que possible l'existence de la population et à empêcher la subversion à tout moment et en tous lieux.

La France, en effet, est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment et essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire celui du communisme totalitaire. Naturellement, on le colorerait, pour commencer, d'une apparence trompeuse en utilisant l'ambition et la haine de politiciens au rancart. Après quoi, ces personnages ne pèseraient pas plus que leur poids qui ne serait pas lourd.

Eh bien ! Non ! La République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

Vive la République ! Vive la France !

8 e.) Charles de Gaulle, TV interview with Michel Droit, 7 June 1968 (extracts)

Michel Droit. — La France vient de connaître une crise intérieure politique et sociale, sans précédent depuis le début du siècle. Et ce soir, puisque vous avez accepté de revenir devant les caméras, je voudrais, une fois encore, essayer de vous poser la plupart des questions qui brûleraient les lèvres de la plupart des Français s'ils se trouvaient en face de vous.

Les premiers de ces questions touchent directement ce que nous venons de vivre. Je crois que tous les observateurs sont d'accord : les deux journées jusqu'ici décisives de cette crise ont été celles où vous avez pris personnellement l'initiative des opérations, c'est-à-dire la journée du mercredi 29 mai où vous avez quitté Paris et celle du jeudi 30 mai où vous êtes rentré à Paris pour vous adresser au pays. Alors, ce que je voudrais vous demander, mon Général, est ceci : Pourquoi avez-

vous quitté Paris, le 29 mai ? Qu'y avait-il alors dans votre esprit lorsque vous avez dit : « J'ai envisagé toutes les éventualités » ? Que cela voulait-il dire exactement et cela pouvait-il aller jusqu'à votre départ, votre retraite définitive ? Enfin, au terme de quelle analyse êtes-vous arrivé aux conclusions que vous avez fait connaître aux Français le jeudi 30 mai au soir ?

Général de Gaulle. — Oui ! Le 29 mai, j'ai eu la tentation de me retirer. Et puis, en même temps, j'ai pensé que, si je partais, la subversion menaçante allait déferler et emporter la République. Alors, une fois de plus, je me suis résolu.

Vous savez, depuis quelque chose comme trente ans que j'ai affaire à l'Histoire, il m'est arrivé quelquefois de me demander si je ne devais pas la quitter. Ce fut le cas, par exemple, en septembre 1940, après Dakar, où avec mes compagnons, ayant essuyé le feu des forces françaises qui tiraient sur les Français Libres, alors que l'ennemi était à Paris, j'ai douté qu'on pourrait jamais les retourner contre l'envahisseur de la France. Ça a été le cas à Londres en mars 1942, où, devant une dissidence à l'intérieur de la France Libre, dissidence dont le Gouvernement britannique avait été complice sinon l'instigateur, je suis allé dans un coin de la campagne anglaise en faisant savoir à Londres que je poursuivrais pas mon entreprise aux côtés de la Grande-Bretagne si mes conditions n'étaient pas acceptées. Ce fut le cas en 1946, quand, submergé par le torrent stérile des partis sur lequel je n'avais pas de prise et ne pouvant plus agir à la place où j'étais, je l'ai quittée. Ce fut le cas, en 1954, quand je voyais le Rassemblement que j'avais formé et qui était en train de se disloquer ; alors, je l'ai laissé et je suis rentré chez moi. Ç'a été le cas, le soir du premier tour de l'élection présidentielle, où une vague de tristesse a failli m'entraîner au loin.

Alors, le 29 mai, je me suis interrogé moi-même et puis, le 30 mai, ayant dit au pays ce que j'avais à lui dire et ayant reçu sa réponse sous la forme de l'immense marée humaine de la Concorde et des Champs-Élysées et, ensuite, de tous les cortèges magnifiques qui se sont produits dans tant de villes, j'ai compris que mon appel avait donné le signal du salut et je me suis senti consolidé dans ma résolution par la volonté des Français.

Michel Droit. — Cela vous a vraiment ému que le peuple français réagisse ainsi ?

Général de Gaulle. — Est-il besoin que je le dise ? […]

Michel Droit. — Mon Général, cette société que vous venez de définir, tout le monde veut la changer. En tant que Chef de l'État, vous avez la responsabilité de le faire et vous en avez les moyens. Est-ce que vous pourriez expliquer, évidemment très brièvement car c'est un trop immense sujet pour entrer dans les détails, comment vous entendez promouvoir, en France, ce changement de la société et l'expliquer de façon très concrète, de façon à ce qu'on n'ait pas besoin de se livrer, pour vous comprendre, à une exégèse de vos paroles, comme cela arrive quelquefois, ainsi que vous le savez.

Général de Gaulle. — Pour la mutation dont vous me parlez, il y a, naturellement, des réponses diverses et opposées. Moi, j'en vois trois essentielles,

D'abord, il y a le communisme qui dit : créons l'office le plus possible de biens matériels et répartissons-les d'office de telle sorte que personne n'en dispose à moins qu'on ne l'y autorise. Comment ? Par la contrainte. La contrainte morale et matérielle

constante, autrement dit, une dictature qui est implacable et perpétuelle, même si, à l'intérieur d'elle-même, des clans différents s'en saisissent tour à tour en se vouant aux gémonies, même si, depuis que ce système est en vigueur en certains endroits, ses chefs, à mesure qu'ils se succèdent, se condamnent les uns les autres, comme s'il était prouvé d'avance que chacun devrait échouer à moins qu'il ne trahisse. Non, du point de vue de l'homme, la solution communiste est mauvaise.

Le capitalisme dit : grâce au profit qui suscite l'initiative, fabriquons de plus en plus de richesses qui, en se répartissant par le libre marché, élèvent en somme le niveau du corps social tout entier. Seulement, voilà ! la propriété, la direction, le bénéfice des entreprises dans le système capitaliste n'appartiennent qu'au capital. Alors, ceux qui ne le possèdent pas de trouvent dans une sorte d'état d'aliénation, à l'intérieur même de l'activité à laquelle ils contribuent. Non, le capitalisme du point de vue de l'homme n'offre pas de solution satisfaisante.

Il y a une troisième solution : c'est la participation, qui, elle, change la condition de l'homme au milieu de la civilisation moderne. Dès lors que des gens se mettent ensemble pour une œuvre économique commune, par exemple pour faire marcher une industrie, en apportant soit les capitaux nécessaires, soit la capacité de direction, de gestion et de technique, soit le travail, il s'agit que tous forment ensemble une société, une société où tous aient intérêt à son rendement et à son bon fonctionnement, et un intérêt direct. Cela implique que soit attribuer, de par la loi, à chacun une part de ce que l'affaire gagne et de ce qu'elle investit en elle-même grâce à ses gains. Cela implique aussi que tous soient informés d'une manière suffisante de la marche de l'entreprise et puissent, par des représentants qu'ils auront tous nommés librement, participer à la société et à ses conseils pour y faire valoir leurs intérêts, leurs points de vue et leurs propositions. C'est la voie que j'ai toujours cru bonne. C'est la voie dans laquelle j'ai fait déjà quelques pas ; par exemple en 1945, quand, avec mon gouvernement, j'ai institué les comités d'entreprise, quand en 1959 et en 1967, j'ai, par des ordonnances, ouvert la brèche à l'intéressement. C'est la voie dans laquelle il faut marcher.

Michel Droit. — Oui, mon Général, mais nous savons très bien que vous ne concevez pas l'état sans, à la tête de cet État, une autorité suprême qui, au-delà de toutes les assemblées, à travers toutes les consultations, lorsque c'est nécessaire, décide et tranche. Est-ce que, à travers la participation, vous concevez toujours l'entreprise comme ayant à sa tête une autorité qui, lorsque c'est nécessaire, décide et tranche ?

Général de Gaulle. — Dans l'État, il y a un Président et puis il y a un Premier ministre. Dans toute entreprise il faut un président et un directeur général même quand, quelquefois, c'est le même personnage. Ça n'est pas du tout contradictoire avec la participation, je dirai même : au contraire. Dans une participation, dans une société à participation, où tout le monde a intérêt à ce que ça marche, il n'y a aucune espèce de raison pour que tout le monde ne veuille pas que la direction s'exerce avec vigueur. Délibérer c'est le fait de plusieurs et agir c'est le fait d'un seul ; ce sera vrai dans la participation comme c'est vrai partout et dans tous les domaines.

Michel Droit. — Oui ! Mais alors, mon Général, il y a vraiment une question qu'on a envie de tous poser. Cette participation à laquelle vous tenez tant, pour laquelle vous avez tellement milité déjà, pourquoi ne l'avez-vous pas faite plus tôt ?

Général de Gaulle. — Parce qu'une pareille réforme, personne et moi non plus ne peut la faire tout seul. Il faut qu'elle soit suffisamment consentie et il faut que les circonstances s'y prêtent. Alors, c'est vrai, malgré les quelques pas que j'ai pu faire faire dans cette direction, jusqu'à présent nos structures et nos milieux et en particulier ceux du travail, ont résisté à ce changement-là.

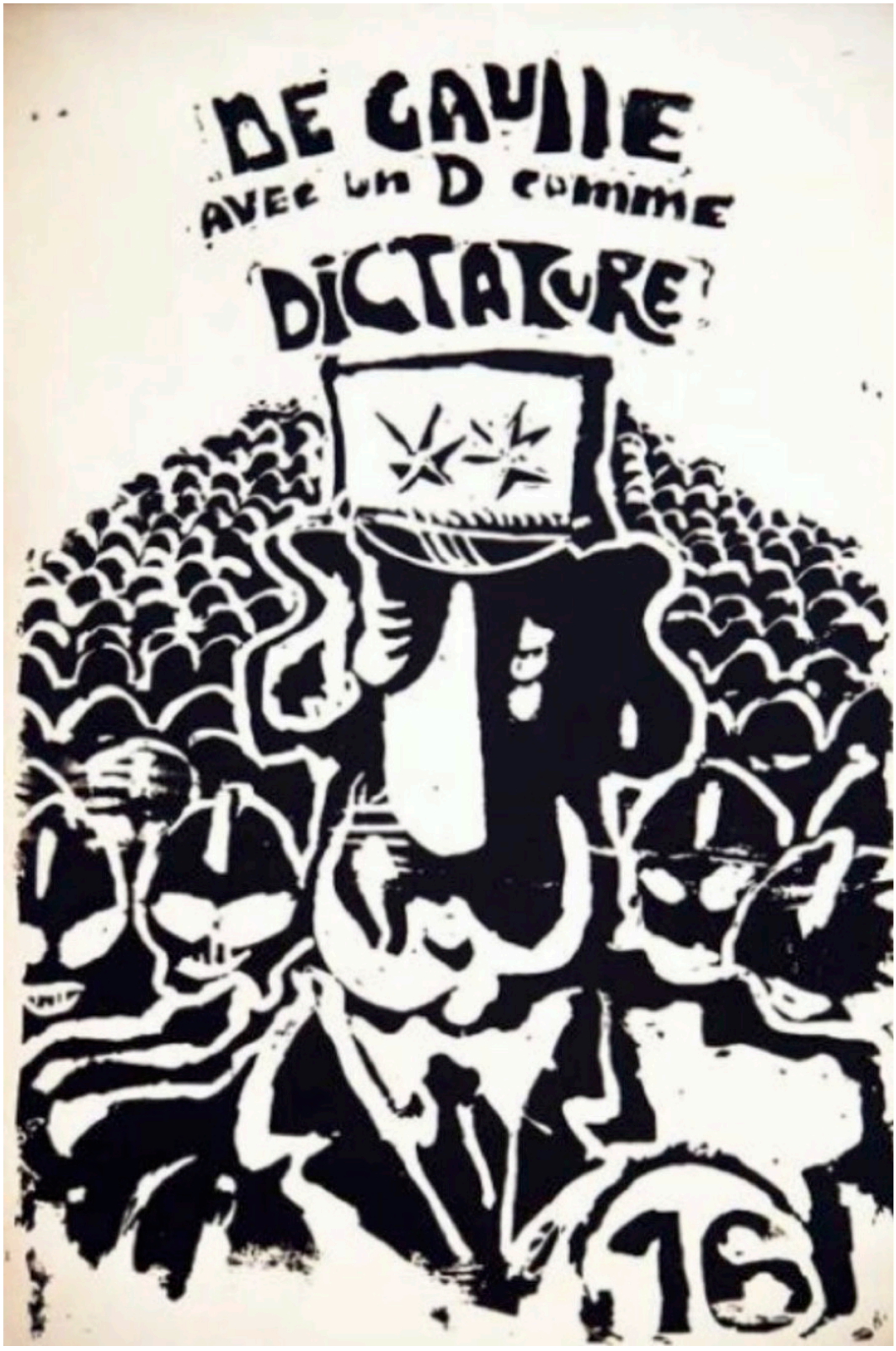
Seulement, il y a eu maintenant une secousse et une secousse terrible qui a dû ouvrir les yeux de beaucoup de monde. Si bien que, parce que c'est juste, parce que c'est vital et parce que maintenant, grâce à cette secousse, les circonstances s'y prêtent, on doit pouvoir marcher carrément dans cette voie-là : il faut le faire. Quant à moi, j'y suis très résolu.

Michel Droit. — Mon Général, vous venez de dire que certains milieux, et notamment ceux du travail, s'étaient toujours opposés à la participation. Il est vrai que les travailleurs ou tout au moins ceux qui s'expriment en leur nom ont toujours plus ou moins considéré que la participation dont vous parlez c'était du vent, c'était du bluff — si vous voulez bien excuser l'expression. Or, telle que vous la définissez, on a l'impression que pour vous c'est au contraire une sorte de révolution. Dès lors on se demande tout de suite : la participation, est-ce que c'est du vent ? Est-ce que c'est du bluff ? Ou est-ce que c'est vraiment une révolution ?

Général de Gaulle. — Si, une révolution, c'est des exhibitions et des tumultes bruyants, scandaleux, et, pour finir, sanglants, alors non ! la participation, ce n'est pas une révolution. Mais, si une révolution consiste à changer profondément ce qui est, notamment en ce qui concerne la dignité et la condition ouvrières, alors, certainement c'en est une. Et moi, je ne suis pas gêné dans ce sens-là d'être un révolutionnaire, comme je l'ai été si souvent : en déclenchant la Résistance ; en chassant Vichy ; en donnant le droit au vote aux femmes et aux Africains ; en créant, à la Libération, par les Comités d'entreprise, par les nationalisations, par la Sécurité sociale, des conditions sociales toutes nouvelles ; en invitant le peuple et en obtenant de lui qu'il nous donne des institutions valables ; en lui constituant une monnaie qui lui soit, à la fin des fins, solide ; en réalisant la décolonisation ; en changeant un système militaire périmé, en un système de dissuasion et de défense moderne, en obtenant le commencement de la libération des Français au Canada ; en entamant un processus d'union de l'Europe par le rapprochement de l'Est, du Centre et de l'Ouest ; en favorisant l'avènement des pays sous-développés. Oui ! tout cela, c'était révolutionnaire ; et chaque fois que j'agissais dans ces différents domaines, eh bien ! je voyais se lever autour de moi une marée d'incompréhensions, de griefs et quelquefois de fureurs. C'est le destin. Si bien qu'un de mes amis, car j'en ai tout de même quelques-uns, en évoquant devant moi cette marée, un jour évoquait aussi un tableau primitif, je m'en souviens, qui représentait, me disait-il, une foule qui était menée par les démons vers l'enfer, tandis qu'un pauvre ange lui montrait la direction opposée. Et de cette foule tous les poings étaient levés, non pas du tout contre les démons, mais bel et bien contre l'ange. Alors mon ami disait : « Eh bien ! ce tableau pourrait être complété par un autre, où on verrait cette foule, au moment où elle va tomber dans le gouffre, s'arrachant aux démons malfaisants, et, à la fin des fins, courant vers l'ange. » C'est de la peinture symbolique et figurative ; mais tout de même, là-dedans, il y a peut-être quelque chose de vrai.

8 f.) Caricature of de Gaulle, May 1968

8 g.) Poster produced by the soixante-huitards



8 h.) Poster produced by the Comités pour la défense de la République, 1968

8 i.) Roselyne Bachelot, *La Petite Fille de la Ve* (Paris : Flammarion, 2015)

Pas question pour moi, fille du responsable gaulliste du département, d'approcher d'un des campus : de Gaulle est la cible désignée de tous les émeutiers et son départ du pouvoir un préalable absolu. Comme au temps de l'OAS, notre maison est gardée par des militants.

Le 13 mai, la grève générale est décidée. La jonction que craignait tant le pouvoir entre étudiants et ouvriers est réalisée. On voit des fils de bourgeois friqués défiler sur le boulevard Foch pour dénoncer *un gouvernement autoritaire, serviteur du grand capital*. Le responsable de la CFDT, Jean Monnier — qui devint maire d'Angers en 1977 — publie des communiqués incendiaires et authentiquement révolutionnaires. Très vite tout se bloque, plus de trains, plus d'essence. Le ravitaillement commence à poser problème. Mon père retrouve les réflexes de la clandestinité. Il faut réanimer les réseaux, au besoin de créer et surtout, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Tous les policiers ont été requis pour garder la Préfecture et le préfet est barricadé dans son bureau avec un pistolet chargé. Il n'arrête pas de l'agiter devant ses rares visiteurs et l'on a toujours peur de recevoir une balle par inadvertance… Quant au maire d'Angers, Jean Turc, il est aux abonnés absents.

Nous sommes persuadés que, comme à Paris, la majorité silencieuse ne s'exprime pas car elle a le sentiment que le pouvoir est défaillant, et il l'est. Il faut donc que du peuple montent des gens nouveaux qui appellent à la mobilisation. Pour cela, nous allons dans deux directions. Pour la circonstance, trois étudiants, Jacques Belliard, Jacques Sabot, Jacques Bachelot et moi-même avons fondé le CEA, le Collectif des Étudiants angevins. Dans un premier temps, notre action consiste à défiler en ville avec des drapeaux tricolores et aller affronter les gros bras de la CGT à l'usine Thomson. Il fallait quand même avoir du poil aux pattes pour faire cela à quatre. Mais notre satisfaction est de voir de plus en plus de fenêtres s'ouvrir à notre passage et des gens applaudir et nous encourager :

— Bravo, les jeunes ! Allez-y ! Tenez bon ! Vive la France…

Jean Narquin nous donne de l'argent et un imprimeur, M. Damudé, de la place Bichon, accepte de nous imprimer des tracts que nous diffusions sous le manteau.

Du côté des adultes, le docteur Bachelot, responsable centriste — il ne faut surtout pas que la structure gaulliste apparaisse — fonde des comités de défense de la République.

Grâce à cette double structure réticulée, nous organisons des manifestations au succès grandissant. La bande des quatre se paie même le luxe d'entrer dans la mairie et de demander un rendez-vous au maire qui nous reçoit immédiatement. Signe évident que rien ne va plus !

— La ville est en ébullition, monsieur le maire, vous êtes responsable de la sécurité des gens, que faites-vous ?

Il bredouille qu'il ne peut rien faire… qu'il n'a aucun droit… Il semble complètement perdu. En sortant de la mairie, nous nous asseyons sur le muret du Jardin du Mail avec nos drapeaux tricolores et nous passons un pacte : ne rien céder. De quelques dizaines, nous sommes des centaines le 26 mai, veille du départ du général de Gaulle à Baden-Baden.

Mon père est obnubilé par une idée : « Mais qu'est-ce qu'ils foutent à Paris ?! » Aucune consigne n'est transmise ni de Matignon, ni de la rue de Lille, le siège du parti gaulliste, L'UD-Ve. Le 27 mai, il décide de se rendre à Paris.

Il n'y a plus d'essence à la pompe, mais un garagiste ami, M. Durand, a gardé précieusement quelques jerricans. Quand il arrive rue de Lille, le spectacle est à la désolation : dans les bureaux dévastés, les gens font ders cartons, brûlent des papiers.
— Mais, les gars, qu'est-ce que vous faites !
— C'est la révolution ! On fout le camp.

On lui expliquer que le Général est parti et que les factieux vont prendre le pouvoir.

— Et alors ? Il faut résister. Après-demain le 29 à Angers, nous serons des milliers à défiler. Faites comme nous. Les gens en ont vraiment marre…

Le 30 mai, sur les Champs-Élysées, il y eut une manifestation d'un million de personnes, et, le même jour, le général de Gaulle annonçait la dissolution de l'Assemblée nationale. Le 31 mai, des défilés étaient organisés dans toute la France. Nous n'étions pas peu fiers d'avoir été les premiers à nous mobiliser. Angers avait fait la preuve que la majorité silence reste la vraie force de la démocratie quand le pouvoir vacille.

8 j.) Christine Clerc, *Journal intime de Jacques Chirac* (1993–95) (Paris, 1995)

Remerciements
L'essentiel des informations, réflexions et citations de ce journal provient de mes précieux carnets de notes, noircis au long de plusieurs années de reportages, meetings, réunions et entretiens. Je remercie tout particulièrement le Président Jacques Chirac de m'avoir fait confiance au cours de tête-à-tête, souvent à l'arrière de sa voiture, pendant sa campagne. Plusieurs de ses proches et amis m'ont aussi apporté leur aide. [...]

Jeudi 1er septembre 1994
Et pourtant, il plane ! Les socialistes l'accusent de manipuler les chiffres du chômage et commencent à s'en prendre à sa personne — le mou serait un dur, un réactionnaire sans cœur, un tartufe ; Le Pen le compare à un « marchand de sable » qui endort les Français ; les communistes mobilisent contre la privatisation de Renault ; Marc Blondel crie : « Touchez pas à la Sécurité Sociale de ma grand-mère ! » , rien n'y fait. Je mets en garde contre l'immobilisme, j'invoque de Gaulle, la Résistance et le contrat social.... Pas mieux. Les Français sont contents, l'embellie saisonnière de juillet — moins 0,3% de chômeurs — les rassure. Ou bien est-ce le beau temps ? Les fêtes de la libération ? Balladur atteint des sommets sans précédent : entre 63 et 67% de satisfaits. Le record de tous les Premiers ministres de la Ve République ! La presse, obligeamment, rappelle qu'après seize mois de pouvoir, en août 1987, j'étais tombé à 33%... Merci.

Mitterrand m'avait prévenu : « L'automne, c'est le plus dur. » En septembre-octobre 1980, sa popularité restait si désespérément faible que bon nombre de ses propres amis — y compris le fidèle grognard de Charles Hernu — souhaitaient qu'il se retire devant Rocard pour s'éviter une humiliante défaite. L'automne, saison de tous les dangers, de toutes les trahisons. Celle aussi où, souterrainement, les esprits mûrissent, comme des fruits d'automne « Ma droite me lâche, ma gauche est enfoncée. J'attaque ! » En tout cas, je tiens bon.

Vendredi 2
J'admire la bonne volonté, l'intelligence avec laquelle Juppé sait trait Séguin, même s'il n'en pense pas moins. Notre réunion ce matin, pour préparer la rentrée de nos jeunes, a été productive. Nous sommes d'accord tant sur les thèmes à développer : l'immobilisme et l'indifférence du côté de Balladur, le cœur, la soif de changement voire l'esprit révolutionnaire chez nous. Pour la manœuvre, j'ai fini par admettre leur idée de présenter le Premier ministre comme un candidat « naturel », à condition qu'il le soit parmi d'autres. Je me réjouirai donc officiellement que le RPR compte tant de fortes personnalités : Edouard, Charles, Philippe, Alain... D'une certaine manière je le

pense. Ils sont, en effet, la richesse de notre mouvement. « Que des ambitions s'expriment, c'est humain, mais en fin de compte, l'union doit l'emporter. » La formule a été suggérée par Séguin et approuvée par Juppé. Elle me convient et je la ferai donc mienne afin de me situer au-dessus de la mêlée.

Dans un deuxième temps — à Colmar dans trois semaines, lors des assises parlementaires — nous répondrons aux attaques des balladuriens sur le thème « Chirac, homme de parti, enfermé au milieu de moines-soldats intolérants. » Nous les prendrons à leur propre piège en utilisant le principe de base des arts martiaux japonais : s'appuyer sur l'énergie de l'adversaire pour le renverser. Edouard se défie du RPR ? Son rêve est de noyer le mouvement gaulliste dans une grande formation rassemblant aussi le parti républicain et le centre, une de ces nébuleuses à l'allemande, alliant chrétiens-démocrates et libéraux ? Il veut en finir avec l'exception gaulliste, qui n'est qu'une des dimensions de l'exception française, il l'a dit, et l'a même écrit dans *Le Monde* en pleine campagne présidentielle de 1988. Ce n'était pas, à l'époque, la meilleure chose à faire pour m'aider. Edouard écrit beaucoup. Il écrit trop. Nous utiliserons ce travers en rafraîchissant la mémoire des élus. Même les plus « balladurisés » d'entre eux n'accepteront pas l'idée de passer à la casserole d'une nouvelle majorité présidentielle, ce qui suppose une dissolution de l'Assemblée d'abord, des investitures communes sous le sigle « Union autour de Balladur » ensuite. Un député n'aime jamais remettre son siège en jeu.

Dernier point : Nous n'allons pas refaire le cirque qui nous valut, à Strasbourg l'an dernier, tant de quolibets et une image déplorable de « parti de combat ». Pas de cornes de brume ni de « Chi-rac Président » cette fois-ci. Enfin, pas trop. Debré, Naroine et Raoult sont chargés d'y veiller. Les militants adorent ces manifestations exubérantes, mais elles font peur aux électeurs et me donnent une image « droite musclée » du plus mauvais effet.

Samedi 3

Bordeaux. Une belle journée d'une pierre blanche. Quand Séguin et Juppé font bloc autour de moi, nous sommes invincibles. Alain a été magnifique. Il s'est engagé plus que je ne l'espérais : « Que Jacques Chirac nous montre le chemin. Il sait qu'alors vous serez là — et moi avec vous — pour le suivre ! » Philippe a surenchéri, comme pris de remords. Dans un premier temps il avait dressé un portrait du candidat gaulliste idéal qui lui ressemblait étrangement. Il est revenu à la tribune, sous les applaudissements, pour rappeler qu'il y a douze mois, il m'avait demandé de « montrer le chemin ». Deux mille paires de pieds martelant les montants de fer des gradins pont fait alors rugir le parc des expositions. Séguin, une fois de plus avait mis le feu aux poudres.

J'espère que, dans cette ambiance, mon message sera passé. Je voulais leur rappeler la signification profonde du choix qui va s'opérer. Un homme est forgé par son expérience, ses certitudes et ses interrogations, ses succès et ses échecs. Puisque le bateau tangue, que la mer est mauvaise et que l'inquiétude taraude l'équipage, pour maintenir le cap avec une force et une volonté sans faille et contre vents et marées, pour faire du mouvement gaulliste — dont on ne cesse d'annoncer le naufrage — la première force politique du pays, il faut un capitaine expérimenté et combatif. Pourquoi faudrait-il toujours avoir honte de son tempérament de battant et de son moral de vainqueur ? Ceux qui m'en font grief auraient-ils été élus sinon ?

Lundi 5
Nous avons réussi à faire sortir du bois les commandos de choc de Balladur : Devedjian, Baumel et Balkany. Ils jugent nos initiatives « prématurées ». Prématurées par rapport à quoi ? Balkany, une fois de plus, se distingue par sa modestie et son bon goût, très balladuriens : « Jacques Chirac, a-t-il tranché, est recalé à son oral de rentrée. » Avec des examinateurs de ce calibre, je ne suis pas près d'être reçu ! Quant à Léotard, il a laissé percer son goût du sang. A moins qu'il ne soit, à ce point, obsédé par Sarajevo. Il voit en nous des « snipers ». Je me demande où sont le calme et la mesure si chers à Balladur. Combien de temps leurs double langage fera-t-il illusion ?

Mardi 6

Michel Rocard a démissionné de sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine. Comme moi à Paris, il était élu depuis 17 ans. Je suis un peu triste pour lui et je l'ai appelé pour le lui dire. Il avait l'air soulagé. « J'ai vu trop de responsables s'accrocher au pouvoir au détriment de ceux au profit desquels il doit s'exercer. » ma-t-il dit. L'allusion ne me visait pas. Sans doute songeait-il a Mitterrand. Il m'a annoncé, joyeusement, qu'il prenait des leçons de vol à voile. Je lui ai dit « Bravo ! » mais j'ai songé « Pauvre Michel ! » » Des années de travail, de réflexion, de passion, de combat, de réunions enfumées et de « fêtes de la rose » pour aboutir.... au vol à voile ! A-t-il jamais eu, lui dont la fièvre intérieure m'impressionnait, la « rage de vaincre » ?

Jeudi 8
Guyane. Cayenne, le bagne, première étape d'un long périple qui ne s'arrêtera qu'à la veille du second tout. Un tour de France où je ne connaîtrai que des étapes de montagne. Il fait très chaud. Je ruisselle et lutte contre la fatigue. J'ai rencontré longuement les responsables d'une association de lutte contre la drogue. Une religieuse, sœur Jeanne, qui a créé une association d'aide aux enfants, m'a ému par sa simplicité et sa malice de paysanne, bien dans le style de Sœur Emmanuelle. « je prie le bon Dieu de nous envoyer de temps en temps un bienfaiteur, m'a-t-elle glissé. Même de passage. » J'ai mis la main à la poche et signé un chèque. Ces enfants misérables, ces jeunes adossés à un mur, attendant nul ne sait quoi, ces cabanes de planches, cette misère au milieu d'une végétation luxuriante, c'est aussi la France. Voilà ce que je vais devoir porter sur mes épaules, pour les sortir de cette boue qui sèche au soleil. Mon geste il faudra effectuer pour ces départements si l'on veut que les mots République, fraternité et égalité aient un sens !

Samedi 10
Gaudeloupe. A Fort-de-France, Aimé Césaire m'adresse, comme un écho, ce message : « Le rêve, on n'en a jamais eu autant besoin. Je crois que c'est le seul levier qui nous reste dans le monde où nous sommes. » Lors de la campagne de 1988, Edouard me faisait répéter : « Je n'ai pas l'habitude de vendre du rêve, de promettre des chimères... » Aujourd'hui, il reprend cette ritournelle pour son propre compte. Ce discours est faux et Césaire a raison. Il convient de se méfier de la sagesse des comptables et des raisonnables. Des Balladur. Les hommes n'attendent pas seulement de nous, les politiques, de la chaleur humaine, mais aussi de la poésie. De Gaulle fut un grand poète.

WEEK NINE:
THE EXTREME RIGHT FROM THE LIBERATION TO THE FN

9 a.) Pierre Poujade, *J'ai choisi le combat* (Saint-Céré, 1955), pp. 200–202

« Lettre ouverte à M. le Président de la République »
A l'aurore de votre mandat, au nom des braves gens de France que nous sommes, je vous avais adressé, par même voie, notre cri de détresse.

Bientôt un an sera passé et j'ai encore le devoir de me tourner vers vous. Ce n'est pas aujourd'hui une intervention symbolique, ce n'est plus un appel solennel, c'est l'ultime cri d'un peuple qui ne veut pas mourir, qui se dresse pour combattre et demande à l'autorité de se mettre à l'avant-garde de la nation.

Vos ministres ont voté des lois qui portent atteinte : *A l'égalité des charges* garantie par la Constitution, par les avantages scandaleux à certains organismes commerciaux et para-commerciaux, privés ou nationalisés.

A la dignité humaine obligeant les fonctionnaires à combattre de pauvres gens et qui ne laissent derrière eux que misère et dégoût profonds, quelquefois la folie ou le suicide, toujours la haine et la révolte.

A la liberté par l'application de lois d'exception qui donnent à un anonyme plus de pouvoir qu'à un juge véritable. Un voleur, un assassin a droit à un juge, à un tribunal, à un avocat, à un débat public.

Aucun juge ne tolérerait que l'on condamne un prévenu dont la bonne foi serait évidente ; or, pas un seul commerçant, pas un seul artisan honnête et de bonne foi ne peut éviter le redressement, si tel est le bon plaisir du nouveau seigneur. C'est la dictature la plus infâme, celle de l'anonymat.

Nous pensions qu'égarés par des luttes partisanes, nos élus n'étaient pas complètement informés de la situation. Nous les avons alertés. Ils ont fait la sourde oreille, ou… des réponses « électorales ». Ils nous ont reproché une certaine violence. Nos aïeux ont été pourtant bien plus durs envers leurs prédécesseurs. Il ne dépend que d'eux et de leurs lois que notre colère se transforme en joie, nos reproches en reconnaissance.

Ils ne devraient surtout pas user de la force armée, nous faire massacrer, nous faire arrêter, traîner dans les prisons et devant les tribunaux. Demandez les dossiers des gens que nous défendons et de ceux que l'on arrête, vous verrez, Monsieur le Président, où se trouve la vraie France.

Le cardinal Gerlier disait : « Ce n'est pas avec des gendarmes que l'on arrête des idées en marche. » Vos ministres pensent-ils faire mieux avec des C.R.S. ?

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen nous dit : « Lorsque le Gouvernement viole les lois garanties par la Constitution, la résistance sous toutes ses formes est le plus sacré des droits et le plus impérieux des devoirs. »

Toujours prêts à discuter, si l'on fait appel à nous pour construire honnêtement et efficacement, nous sommes décidés à résister calmement mais fermement jusqu'à l'entière reconnaissance de notre combat légitime.

Le 24 janvier, de tout la France, viendront à Paris des dizaines et dizaines de milliers de braves gens pour connaître le sort qui est réservé officiellement à leurs revendications.

Car il a été essayé en vain de me salir par la calomnie ; je ne doute pas que les ennemis du vrai peuple de France tentent encore quelque chose.

Des agents provocateurs seront sans doute glissés parmi nous pour créer des incidents à exploiter à notre détriment. Peut-être des arrestations spectaculaires sont-elles escomptées. A cette occasion, nous vous prenons à témoin, Monsieur le Président, de notre honnêteté et de notre bonne foi : Nous défendre par tous les moyens pacifiques en notre pouvoir, et déclinons toute responsabilité quant aux troubles pouvant être provoqués contrairement à notre volonté.

Je suis à votre disposition avec une délégation de représentants authentiques de commerçants et artisans de France pour vous apporter, avec le témoignage de notre attachement fondamental aux principes démocratiques, la justification de nos revendications.

Vous êtes, Monsieur le Président, le dernier recours de ce bon peuple de France dont vous êtes l'émanation. Solennellement, je vous demande d'intervenir, de mettre tout notre poids dans la balance, du côté de la justice et du droit.

Évitant le pire, et permettant au contraire de mettre de l'ordre dans la maison, vous aurez gagné encore davantage la confiance du peuple et vous aurez droit à la reconnaissance de la nation.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Pierre Poujade.

9 b.) Pierre Poujade and his supporters (from Poujade, *J'ai Choisi le Combat*, Saint-Céré, 1955)

9 c.) ***Manifestation poujadiste au Parc des Expositions*** **(short newsreel produced by Les Actualités Françaises, 1955. Cameraman : Lucien Petiot)**

00.12

00.15

9 d.) Jacques Soustelle, *L'Espérance trahie 1958-1961* (1962), pp. 314–19

Interview donnée par Jacques Soustelle à U.P.i. le 3 novembre 1961 (extracts)

… Le régime actuel de la France est une dictature tempérée d'anarchie.

Au sommet, un homme seul exerce un pouvoir tyrannique sans limite et sans frein. Au-dessous de lui, les ministres intriguent, les administrations se querellent, le malaise social s'étend, les ouvriers se mettent en grève, les paysans se révoltent. Personne ne sait de quoi demain sera fait, parce que les membres du soi-disant gouvernement ignorent eux-mêmes ce que décidera demain le maître absolu, et parce que le Parlement est réduit à néant. Brochant sur toute cette incohérence, se déchaîne une chasse aux sorcières qui remplit les prisons d'officiers d'élite, d'anciens résistants, d'universitaires, d'écrivains. La liberté d'expression est supprimée. Le pouvoir s'épuise et gaspille l'avenir matériel et moral de la France.

Mon attitude actuelle est la suite logique de ce que j'ai toujours pensé et de mon action depuis 1940. J'ai été gaulliste et résistant, antinazi, antiraciste. Pour ces raisons, j'ai été contraint à l'exil par le régime de Vichy, qui m'a déchu de la nationalité française. Aujourd'hui, je condamne de toutes mes forces et de toute ma conviction, d'une part le régime d'oppression qui sévit en France, d'autre part la politique algérienne, fondée sur une conception raciste et qui ne peut avoir d'autre résultat que de livrer l'Algérie et ses dix millions d'habitants à une tyrannie totalitaire et sanglante.

Comme en 1940, j'ai dû m'expatrier pour demeurer libre de penser et de parler à ma guise.

Je suis dans l'opposition au régime parce que je suis et demeure un républicain, attaché aux libertés démocratiques et aussi à l'honnêteté politique. Le présent régime est fondé sur une immense duperie. De Gaulle a systématiquement trompé ceux qui lui avaient fait confiance, trompé l'Armée, trompé les Français, trompé les Musulmans d'Algérie.

Debré s'est renié lui-même. Lui et ceux qui l'entourent, qui ont été mes amis, ont voulu me faire taire de force. Ils m'ont d'abord offert en février 1960 une agréable mission à l'étranger en échange de mon silence. Quand j'ai refusé, ils ont tout fait pour m'intimider. On m'a chassé de mon poste à la Recherche Scientifique, on a intercepté mon téléphone et mon courrier. On m'a interdit de parler à la radio et à la télévision, on a saisi vingt fois la petite revue que je dirigeais, on m'a empêché de participer à la campagne du référendum ; enfin, on a lancé la police contre moi pour m'arrêter en saisissant le prétexte des événements d'avril auxquels je n'avais eu aucune part.

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que Michel Debré a commis une forfaiture. En acceptant d'être Premier Ministre, il assumait le devoir d'appliquer la Constitution. Or, il l'a systématiquement violée, notamment en abandonnant au Chef de l'état la conduite de la politique, dont le Premier Ministre est constitutionnellement responsable. Le président de l'Assemblée nationale, Chaban-Delmas, s'est associé à cette conspiration contre les institutions républicaines en contribuant à dessaisir le Parlement de ses pouvoirs et le ministre de l'Intérieur, Frey, en déchaînant une vague d'arrestations arbitraires, d'internements, de sévices et de brutalités.

… *Question*. – Que pensez-vous du général de Gaulle à présent ?

Réponse. – Je pense que le général de Gaulle est mort, entre 1951 et 1958, à Colombey-les-Deux-Églises. Malheureusement, on ne s'en est pas aperçu. L'homme qui porte ce nom aujourd'hui incarne exactement le contraire de ce que symbolisa de 1940 à 1944 le Chef de la Résistance française à qui nous devons la libération et le retour à la République.

Question. – Comment expliquez-vous que le général de Gaulle ait décidé un jour de se séparer de vous ?

Réponse. – Vous savez certainement entendu parler du citron qu'on jette après en avoir exprimé le jus.

Question. – On vous accuse d'être un fasciste, en tout cas un accomplie de fascistes, un homme qui se consacre à des activités secrètes, à des fins subversives. Qu'en pensez-vous ? Êtes-vous un démocrate ? Rappelez votre évolution politique depuis l'origine et expliquez-la au lecteur non averti.

Réponse. – Je répondrai à cette question en précisant ma propre position. Mais je veux d'abord affirmer ceci : ou bien le mot « fascisme » n'est qu'une injure commode, ou bien il a un sens précis. Ce sens implique un certain nombre de choix : haine et mépris de la démocratie, racisme, nationalisme agressif et belliciste, sous-estimation systématique des valeurs culturelles et des libertés. Toute ma vie, depuis avant la dernière guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui, tout mon passé de la Résistance et toutes mes positions récentes montrent que j'ai toujours fait les choix opposés à ceux du fascisme.

Question. – Que pensez-vous de la situation en Algérie et de l'O.A.S. ?

Réponse. – Je suis un ennemi acharné du F.L.N., et il le sait, puisqu'il a cherché à me tuer le 15 septembre 1958 … Mais je désapprouve catégoriquement les mesures qui ont été prises à Paris contre les Musulmans algériens, parce qu'elles sont d'essence raciste et qu'elles ne peuvent avoir d'autre résultat que de jeter les Musulmans dans les bras du F.L.N. Ce qui prouve que telle est bien ma pensée, c'est que j'ai pu faire publier dans un journal de Paris une protestation contre ces mesures de discrimination raciale avant même les manifestations et les bagarres.

Je condamne non moins sévèrement les méthodes barbares employées contre l'O.A.S. et contre ceux qui sont soupçonnés d'appartenir à cette organisation. Je suis assez bien informé pour savoir que des femmes ont été horriblement torturées, que des jeunes gens sont morts à la suite des sévices endurés. Des centaines de malheureux ont été jetés dans des camps de concentration du Sud algérien dans des conditions inhumaines ; il y avait parmi eux des enfants et des vieillards. La façon dont le gouvernement traite la population algérienne de souche européenne est ignominieuse. Même Paris sous l'occupation nazie n'avait pas été traité comme Alger l'est depuis le mois d'avril.

L'O.A.S. ? Je n'en fais pas partie et j'en sais ce que savent, ou croient en savoir, les gens bien informés, sans plus. Je constate : *primo*, qu'elle polarise sur elle l'espoir et

la volonté de survivre de tous les Chrétiens, de tous les Juifs et de nombreux Musulmans qui veulent à tout prix échapper à la dictature sanguinaire du F.L.N. et du communisme ; *secundo*, qu'elle dispose d'assez de concours, de sympathies et d'intelligences pour mettre en échec les plans du gouvernement ; *tertio*, qu'elle a montré son sens des responsabilités et sa compréhension politique en désapprouvant les bagarres racistes d'Oran et en envoyant ses commandos pour s'y opposer.

Qu'on le veuille ou non, l'O.A.S. est là. Elle est la « troisième force » réel en Algérie, et il faut, de façon réaliste compter avec elle.

La situation peut être résumée de la façon suivante : le F.L.N. et le gouvernement de Gaulle ont pratiquement le même but: une Algérie indépendante sous la domination du F.L.N., c'est-à-dire de l'organisation terroriste fanatique étroitement liée au communisme international qu'incarne Ben Khedda. Cette « solution », aujourd'hui commune à de Gaulle et à Ben Khedda, implique un génocide : la disparition du peuple algérien de culture française, de religion chrétienne ou juive, et de nombreux Musulmans, soit par le massacre soit par l'exode.

A ce stade, une force nouvelle surgit : l'O.A.S., expression de la résistance d'un peuple qui ne veut pas mourir. En quelques mois, elle a pris une importance telle qu'on ne peut plus ne pas en tenir compte.

Ici, deux voies s'offrent au gouvernement de Paris : ou bien s'obstiner à fermer les yeux devant la réalité, à ne vouloir discuter qu'avec le seul F.L.N. ; ou bien envisager les choses d'une façon réaliste et admettre que l'O.A.S., expression d'un des peuples algériens, doit être prise en considération.

Dans la première hypothèse, le F.L.N. espère qu'on lui livre l'Algérie « sur un plateau », autrement dit, que la France et son armée fassent la guerre, non plus aux rebelles F.L.N., mais aux patriotes français d'Algérie.

Il fera traîner les négociations pour obliger de Gaulle à intensifier la répression contre l'O.A.S. Bref, on en viendra (on en est déjà venu, hélas) à passer de la lutte sur deux fronts à la lutte sur un seul front à organiser la guerre civile entre Français au profit de l'ennemi. C'est la voie du déshonneur et du suicide. Il n'y a d'ailleurs aucune chance que cette guerre, menée contre un peuple qui défend son droit, sa liberté et ses foyers puisse réussir. On se condamne à un conflit indéfini et à un chaos sanglant.

Ne serait-il pas plus raisonnable de prendre acte des choses telles qu'elles sont ? Le gouvernement français devrait, à mon sens, mettre fin à la chasse aux sorcières, libérer les détenus des camps de concentration, prendre des mesures d'apaisement envers les innombrables personnes injustement inquiétées en métropole et en Algérie, envers les familles réduites au dénuement. On pourrait alors envisager des pourparlers avec l'O.A.S., de manière à déterminer exactement les aspirations et les exigences des populations qu'elle représente.

Pour quelles raisons ou quels prétextes l'O.A.S. ne serait-elle pas un « interlocuteur valable » ? Ses chefs, dira-t-on, sont condamnés. C'est vrai : ce sont des condamnés politiques, alors que les chefs F.L.N. avec lesquels on traite depuis des mois sont pour la plupart des condamnés de droit commun comme Ben Bella, des assassins comme Krim Belkacem ou d'anciens agents de la Gestapo comme Mohammedi Saïd. Je pense que des soldats comme Salan, Godard ou Gardes méritent au moins autant de considération.

Sans doute l'O.A.S. n'a-t-elle pas à son actif des massacres comme ceux d'El Alia ou de Melouza : lui en fera-t-on grief et espère-t-on d'elle, pour qu'elle soit plus représentative, des prouesses macabres du type de celles-là.

Il faut négocier avec l'O.A.S. : c'est le bon sens qui l'ordonne et c'est la voie de la paix.

En France métropolitaine et à l'étranger, on parle beaucoup de l'O.A.S. comme d'une organisation d'extrême droite, voire « fasciste ». Tout ce que je sais du général Salan et de ceux qui l'entourent me fait penser que cette accusation de propagande ne repose sur aucune réalité. Il n'est pas question, à ma connaissance, pour l'O.A.S. de s'emparer du pouvoir en France même ou d'y instaurer un régime de son choix. Son seul but, autant que je sois informé, est de défendre la liberté en Algérie. D'autre part, je constate que tous les ex-nazis, antisémites, racistes et fascistes d'Europe occidentale et du Proche-Orient, depuis le trop fameux grand mufti El Hadj Amine El Husseini jusqu'aux dirigeants de l'Internationale fasciste en Allemagne et ailleurs, collaborent activement avec le F.L.N. et avec ses organisations annexes.

Pour ce qui me concerne, mes positions n'ont pas changé, et je considère comme étroitement liés deux problèmes qui ne sont que deux faces d'une même médaille :

1. Sauver l'Algérie de la domination F.L.N.-communiste.
2. Restaurer la démocratie en France même.

… *Question*. – Désapprouvez-vous les mesures de répression prises à Paris lors des récentes manifestations ?

Réponse. – Il est absurde et démagogique de s'en prendre à la police, comme le font certains maintenant à propos de la répression des manifestations musulmanes à Paris. Aussi bien ces manifestations que la riposte sont la conséquence de l'erreur politique fondamentale du gouvernement, C'est le gouvernement, ou plutôt le Président de la République, qui est responsable des heurts et des violences provoquées par sa politique raciste.

… *Question*. – Comment caractérisez-vous la politique algérienne que vous défendez et celle du gouvernement actuel ?

Réponse. – La politique algérienne formulée à l'occasion du 13 mai, et que le général de Gaulle avait solennellement approuvée par ses discours du 4 au 6 juin 1958, reposait sur une base démocratique et égalitaire. Son principe fondamental était l'égalité des droits et des devoirs de tous les Algériens, qu'ils fussent d'origine européenne ou musulmane. Au lieu de cela, le général de Gaulle et M. Debré ont peu à peu formulé et appliqué une politique tout à fait différente, fondée sur le principe antidémocratique et réactionnaire de la discrimination raciale. On a commencé par dire que les Musulmans n'étaient pas des Bretons – ce que tout le monde savait déjà – pour en arriver à leur refuser les droits et l'égalité. On les a, de ce fait, rejetés vers le nationalisme et on a brisé les liens qui les unissaient aux Chrétiens et aux Juifs d'Algérie. Cette erreur raciste a eu pour conséquences inéluctables les heurts entre communautés. L'intégration, c'était la paix, la politique actuelle engendre la guerre civile.

Le 2 septembre 1959, M. Debré, en tant que Premier Ministre, m'écrivait une lettre par laquelle il me donnait formellement sa parole sur deux points :

1. Il n'y aurait pas de négociations politiques avec le F.L.N.
2. Il n'y aurait rien qui puisse ressembler à la reconnaissance d'un État algérien.

Cette double assurance a été complètement violée.

La politique actuelle à l'égard de l'Algérie est triplement condamnable: sur le plan moral, parce qu'elle est fondée sur le mensonge, la tromperie délibérée, la rupture de tous les engagements, et sur le mépris raciste envers les Musulmans d'Algérie; sur le plan du bon sens et du stratégique, parce qu'elle aboutit à livrer l'Algérie à une dictature fortement orientée vers le communisme ; sur le plan du bon sens et du réalisme enfin, parce qu'elle ne tient aucun compte des faits ethniques, religieux, économiques, ce qui la condamne à piétiner dans l'impasse depuis trois ans. Il résulte de tout cela qu'aucune politique ne pouvait être pire que celle-ci. Loin de constituer un « moindre mal », elle est le mal suprême, et le devoir impérieux de tous les patriotes et de tous les démocrates est d'y mettre fin sans délai.

9 e.) Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord* (Paris: Carrère-Lafon, 1984) (extracts)

1968, C'est la nausée… **(pp. 54–5)**

Je suis un témoin affligé des événements de mai 68. Je déplore que l'expérience Tixier se soit terminée dans une impasse. J'ai la conviction amère que le grand mouvement national que j'avais appelé de mes vœux, aurait pu jouer un rôle contre la dégradation des structures psychologiques et mentales de la société.

Il y a eu, brusquement, un décrochement qualitatif exceptionnel. Une étape décisive vers la décadence. 1968, c'est le contrecoup de l'affaire algérienne, c'est le choc en retour d'un pays qui s'aperçoit qu'il n'a plus les dimensions d'un grand pays et qui s'abandonne à l'idée que s'il n'est plus un grand pays, il n'est plus question de s'en tenir à des disciplines qui sont à la fois contraignantes et pesantes.

1968, c'est la nausée. C'est le geste de désespoir, de désenchantement. C'est à ce moment-là qu'il aurait fallu se redresser, même au risque d'un affrontement entre la gauche et la droite.

Il n'y avait alors que quelques groupuscules de jeunes nationalistes qui résistaient au Quartier Latin. Mais toute la vague gauchiste, avec son contenu décadent et anarchisant, va déferler sur l'ensemble de la vie publique, portant, en quelque sorte, un coup mortel à cet édifice qui va s'écrouler. Mais je voyais plus loin. Il faudra la création du Front National, en 1972, pour que je sorte de ma retraite politique et qu'avec une poignée de braves et de fidèles, je me lance de toutes mes forces contre tous les possédants de la « chose » politique, à la reconquête des esprits détournés et des consciences anesthésiées.

La Bande des quatre qui fausse le jeu **(pp. 57–9)**

On me dit, bien sûr, ce que vous faites est bien. Vous venez dire des choses à la France qu'elle a besoin d'entendre. Et quand on vous entend, qu'on vous voit, qu'on vous lit, il faut reconnaître qu'une espèce de bouffée d'air pur nous arrive aux poumons et cela nous fait du bien.

Mais, on ajoute : « est-ce que la présence de vos candidats ne va pas gêner d'autres formations et ne va-t-elle pas empêcher de voter utile ? »

Ah ! Cette antienne, il y a maintenant trente ans que je l'entends ! Et je vois les mêmes hommes faire confiance aux mêmes hommes, être trompés le lendemain de la même manière et reculer la fois suivante comme s'ils prenaient goût à être

politiquement cocufiés à chaque élection. Je dis à ceux-là : si vous y prenez plaisir, alors il faut continuer. Il n'y a pas de raison que vous ne preniez pas votre plaisir là où vous le trouvez.

Seulement après, ne venez pas vous plaindre que vos idées ne soient pas respectées, et encore moins défendues. En fait, on vous avait tendu un piège et vous ne pouviez pas l'éviter.

La vie politique française est, en effet, dominée par les quatre grands partis : P.C., P.S., R.P.R., U.D.F. : « la bande des quatre ». Cet équilibre apparent a, il faut bien le dire, la valeur morale et esthétique du catch à quatre. C'est-à-dire d'un sport convenu et truqué, où l'on s'est partagé les attaques et les défenses. Cet équilibre n'est obtenu qu'en éliminant et marginalisant toutes les autres formations et en interdisant ainsi le libre exercice par les citoyens de leur choix politique.

Autrement dit, « la bande des quatre », c'est la carte forcée.

La Constitution et le système électoral ont abouti à créer un véritable « Système », un traquenard pour les électeurs. Pour être élu, il faut parler à la télévision ; et pour parler à la télévision, il faut être élu. Toutes les émissions, aussi bien de télévision que de radio et les répercussions considérables qu'elles ont dans la presse, sont articulées autour des invitations qui sont faites. Or, ces invitations ne sont faites qu'aux partis parlementaires.

La pratique a arbitrairement limité à quatre formations majeures toute la vie politique française. Jusqu'aux récentes élections partielles où nous avons obtenu de bons résultats, les scores de la droite nationale, des écologistes et de l'extrême gauche étaient éliminatoires.

Le mode de scrutin à deux tours porte irrémédiablement vers un grand parti. De surcroît, les Français l'ont mal assimilé, car c'est un scrutin relativement nuancé qui permet aux électeurs de s'exprimer normalement au premier tour, où en principe, ils font le choix de leur cœur. Au deuxième tour, on élimine celui que l'on aime le moins.

Or, les électeurs français sont toujours sensibles à l'argument du vote utile qui a été un des slogans de « la bande des quatre », pour éliminer leurs concurrents de taille plus modeste. Dans le scrutin à deux tours, les Français se conduisent comme dans un scrutin à un tour. En votant utile, ils votent, en fait, pour des idées qui ne sont pas les leurs.

Le Choc des idées (pp. 179–80)

Extrême droite et étoile jaune

Qu'on le veuille ou non, l'extrême droite sent le soufre. Que cette réputation soit justifiée ou non, on est obligé de tenir compte de la représentation que s'en fait le public. En politique, n'existe que ce qui paraît exister.

Dans un pays où naguère personne, à part le Front national, n'acceptait de se dire de droite, tant le mot paraissait chargé négativement, on comprend que celui d'extrême droite ne puisse attirer que les romantiques amoureux des causes perdues et du camp des maudits, ou les masochistes.

Homme public, responsable politique d'un mouvement national, j'ai pour mission de donner de lui une image la plus proche possible des valeurs dont il est porteur et des idées qu'il défend. Or, celle-ci n'a pratiquement aucun rapport avec celle qui est véhiculée dans l'esprit public par les médias sous le nom d'extrême droite.

C'est pourquoi je me bats pour que le Front national soit perçu comme ce qu'il est et qu'il s'honore d'être : un mouvement de droite nationale, d'opposition nationale.

L'extrême droite est une notion floue, imprécise, équivoque, d'usage plus polémique que scientifique. On s'en sert comme d'une arme dans un combat où les mots tuent parfois plus sûrement que des balles. Cousue comme une tunique de Nessus sur leurs adversaires par les communistes, elle est à leurs yeux ce qu'étaient l'étoile jaune pour les nazis, un signe d'infamie, un repère pour la chasse aux sorcières.

Le concept d'extrême droite est si vague, aussi bien dans l'espace que dans le temps, que le « Grand Larousse encyclopédique » ne s'est même pas risqué à en donner une définition.

Indéfini, il se prête donc admirablement à tous les amalgames historiques ou idéologiques. Le seul fait que dans l'acceptation commune le mot « extrême » soit synonyme d'excessif, d'exagéré suffirait à le faire écarter par le Front national qui est excessif ni dans les idées, ni dans ses méthodes.

En effet, il ne conteste pas la forme républicaine et démocratique des institutions et il condamne la violence politique et, avec une très grande fermeté, le terrorisme.

S'il a été souvent la cible des terroristes, le Front national n'a jamais été, en revanche, ni poursuivi, ni condamné pour avoir recouru, ni incité à recourir à la violence. Notons au passage que la sémantique elle-même n'est pas neutre, puisque l'adjectif d'extrême gauche est : gauchiste, et que l'adjectif d'extrême droite est : extrémiste de droite, ce qui laisse entendre qu'elle mettrait au service d'idées extrémistes ou révolutionnaires des méthodes extrémistes ou terroristes.

Cela est si vrai que, dès qu'un attentat terroriste est commis, il est attribué immédiatement à l'extrême droite, et d'abord — tic sénile ou machiavélisme ? — par le ministre de l'Intérieur, M. Defferre.

9 f.) 23 April 2002, Place de la République, Paris (Photo: Agence France Presse)

9 g.) « Gilets jaunes »: des « similitudes » avec le poujadisme (Jean-Marie Le Pen), *Le Figaro / Agence France-Presse*, 10 January 2019

Jean-Marie Le Pen a relevé une « similitude » entre le mouvement poujadiste auquel il a participé dans les années 1950 et les « gilets jaunes », bien que ces derniers n'aient ni chef ni « mot d'ordre », sauf une « hostilité » commune à Emmanuel Macron.

« Le mouvement des 'gilets jaunes' touche sans doute des milieux assez similaires » à ceux du mouvement de Pierre Poujade de défense des commerçants et des artisans (1953-1958), qui sont « les classes moyennes populaires », a déclaré le cofondateur du Front national, devenu Rassemblement national (RN), lors d'un entretien hier à l'AFP dans sa propriété de Montretout à Saint-Cloud, dans la banlieue ouest de Paris.

Jean-Marie Le Pen a fait ses premières armes électorales sous les couleurs de ce mouvement, au sein duquel il était chargé des jeunes. Il fut élu à 27 ans député de Paris en 1956, devenant le benjamin de l'Assemblée nationale.

Mais à la différence du poujadisme, « né de l'initiative d'un homme », les « gilets jaunes » n'ont « pas de chef, pas de mot d'ordre », a souligné l'ancien président du FN. « Le seul chef du mouvement c'est le gilet, qui fait l'unité et entraîne, vu la multiplicité et la divergence de certains éléments de programme, l'hostilité à Emmanuel Macron. C'est le point d'unité de tous ces manifestants, qui témoignent d'une détermination, d'une résolution, d'une volonté assez remarquables », a estimé M. Le Pen, âgé de 90 ans.

Voyant davantage de « risques d'aggravation que d'embellissement » pour ce mouvement, il a estimé que le grand débat lancé par l'exécutif était un « gigantesque foutoir ». Quant à Emmanuel Macron, que Jean-Marie Le Pen trouve « incolore et inodore », il a « du souci à se faire, presqu'autant que Louis XVI » avec ses « cahiers de doléance ».

9 h.) « Le Mouvement des 'Gilets jaunes' marque la disparition du clivage gauche-droite habituel », *Le Monde*, 20 February 2019

Tribune. *Le mouvement des « gilets jaunes » marque la disparition du clivage gauche-droite habituel et prolonge l'éclatement du modèle politique traditionnel qui s'est exprimé lors de la dernière élection présidentielle 2017. La vieille opposition gauche-droite a laissé place à un nouvel antagonisme, dans lequel les variables de bien-être subjectif ou de confiance à l'égard des institutions ou des personnes jouent un rôle central et sous-estimé jusqu'alors.*

L'opposition gauche-droite reposait sur un conflit de valeurs et de répartitions, avec schématiquement des valeurs universalistes du côté de la gauche et des valeurs conservatrices à droite, accouchant de programmes économiques opposés en matière de redistribution. Marqueur essentiel de nos démocraties au XX^{e} siècle, ce conflit organisait le champ du débat autour de coalitions politiques, telles que les ouvriers et les enseignants à gauche, la bourgeoisie et les paysans à droite…

Ces coalitions structuraient un programme de politiques : plus ou moins d'impôt, de fonctionnaires, de redistribution. La dernière présidentielle a fait voler en éclat cette opposition, qui a été remplacée par un conflit de subjectivités : « Je souffre et tu jouis ; je suis seul, tu es connecté. » Cette nouvelle opposition, synthétisée par l'axe Macron-Le Pen, témoigne du passage d'une société de classes à une société de masse avec des individus qui s'opposent en termes de bien-être et d'intégration sociale.

Le Pen et Mélenchon

Les « gilets jaunes » peuvent s'interpréter comme la manifestation de ce nouveau paysage politique. Ils découvrent que leur souffrance individuelle est en réalité collective. C'est le grand enseignement de notre enquête sur les « gilets jaunes » et leurs soutiens, menée en collaboration avec le Cepremap et le Cevipof à Sciences Po

Ce travail met en évidence trois groupes : un tiers des enquêtés soutient fortement le mouvement, un tiers le soutient modérément et un dernier tiers ne le soutient pas du tout.

Ceux qui soutiennent fortement le mouvement ont voté majoritairement Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle 2017 ou ont été abstentionnistes. En termes sociologiques, 47 % des ouvriers soutiennent « tout à fait » les « gilets jaunes », et près de 70 % de ceux qui les soutiennent fortement vivent dans un ménage dont le revenu disponible est inférieur au revenu médian tout comme le niveau d'éducation. Mais cette condition sociale ne suffit pas à cartographier l'espace politique des soutiens au mouvement.

Pour mieux en saisir la profondeur, il est essentiel de tenir compte d'éléments plus subjectifs passés sous silence jusqu'à présent. En particulier, le bien-être subjectif et la confiance à l'égard d'autrui sont deux dimensions cruciales pour comprendre l'éclatement de l'axe gauche-droite déjà esquissé lors de l'élection présidentielle 2017. De manière très significative, les électeurs de Mélenchon se distinguent par un coefficient de confiance interpersonnelle très élevé, et inversement pour l'électorat de Le Pen, alors même qu'ils partagent un niveau de revenus proches. De même, les électeurs d'Emmanuel Macron disposent d'un fort taux de confiance interpersonnelle.

Le mouvement des « gilets jaunes » se situe sur cette diagonale nouvelle, opposant des personnes à confiance et satisfaction de vie faibles à ceux où les deux sont fortes. Le mal-être qui s'exprime est naturellement très lié aux conditions socio-économiques, en particulier le pouvoir d'achat, mais il capte aussi des éléments plus complexes, tels que le chômage, les accidents de la vie, l'absence de mobilité sociale, ou encore des dépenses contraintes (dont témoigne le blocage des ronds-points), que mesure très imparfaitement le seul revenu ou l'occupation socioprofessionnelle.

Solitude sociale

Le faible niveau de confiance est quant à lui très corrélé à une solitude sociale plus forte, qu'elle soit professionnelle ou territoriale. Les professions les plus isolées, telles que les routiers ou les aides-soignants, sont surreprésentées dans le mouvement. La manifestation spatiale de la mobilisation des « gilets jaunes » dans les territoires laisse apparaître une diagonale des affects similaire à la « diagonale du vide », allant du nord-est au sud-ouest de la France. Elle se distingue par une solitude territoriale beaucoup plus marquée dans des espaces à faible densité de population et où le tissu social, mesuré par la satisfaction des relations avec la famille est les amis, est le plus faible en France.

Mais comment construire un programme politique autour de ces conflits de subjectivité ? Si les « gilets jaunes » et leurs soutiens sont avant tout l'expression d'une France où le bien-être est faible, cela ne les conduit pas nécessairement à s'entendre sur les moyens d'y répondre. La question de la transition écologique, point de départ de la contestation, symbolise les désaccords sur les instruments de politiques publiques : un tiers des soutiens des « gilets jaunes » disent refuser une réduction du niveau de vie pour améliorer l'environnement, un tiers y est favorable et le dernier bloc est indifférent.

L'axe sur lequel opérait l'opposition traditionnelle gauche-droite supposait, en partie du moins, un accord sur les moyens, plus ou moins d'impôts notamment. C'est sur ce terrain que des évolutions sont en cours. Les « gilets jaunes » répondent de manière différente des électeurs de Le Pen à la question « Faut-il prendre aux riches pour donner aux pauvres », se rapprochant en ce domaine des électeurs de Mélenchon, peut-être parce que la question s'entend aujourd'hui davantage comme un manifeste antiriches que propauvres.

Les soutiens aux « gilets jaunes » partagent néanmoins avec les électeurs de Marine Le Pen une réelle aversion pour l'État, symbole de l'ambivalence de leur adhésion à des politiques publiques correctrices. En manifestant un très faible niveau de confiance à l'égard des institutions, les « gilets jaunes » expriment surtout une défiance profonde à l'égard de toute forme de représentation qui appelle à un renouvellement du fonctionnement de nos démocraties.

Les signataires : Yann Algan (membre du Cercle des économistes, Sciences Po), **Elizabeth Beasley** (Cepremap), **Daniel Cohen** (ENS, Cepremap), **Martial Foucault** (Sciences Po), **Madeleine Péron** (Cepremap).

WEEK TEN: RIGHT AND EXTREME RIGHT IN CONTEMPORARY FRANCE

10 a.) Nicolas Sarkozy, Speech at Colombey-les-deux-Églises, 9 November 2010 (extract)

Qui ne se souvient, parmi les gens de ma génération, de cette soirée du 9 novembre 1970 où la France apprit que le général de Gaulle venait de mourir ? Il y eut comme une grande stupeur qui saisit le pays tout entier. Que l'on fût gaulliste ou anti-gaulliste, que l'on soit battu au côté du général de Gaulle ou qu'on l'ait combattu, chacun d'un coup se sentit orphelin de celui, qui, trente années durant, avait partagé leur vie dans le temps de la plus grande prospérité comme au milieu des pires épreuves que la France ait jamais traversées dans son histoire. Depuis le 18 juin 1940, il s'était peu à peu installé comme une figure familière dans l'univers quotidien des Français. Il s'y était mêlé à leurs passions, à leurs joies et à leurs peines. Les Français s'y étaient tellement habitués qu'ils avaient un peu de mal à croire qu'il les avait abandonnés à tout jamais.

Un an et demi auparavant, ils l'avaient congédié, fatigués dans doute de le voir encore et toujours brasser de grands rêves et leur proposer une conception toujours plus élevée, toujours plus exigeante de la France. Maintenant ils se sentaient un peu coupables.

Tant de fois dans les circonstances les plus tragiques, les Français avaient vu en lui un sauveur. Cela avait été le cas en 1940 quand il avait fallu sauver l'honneur. Cela avait été le cas à la Libération quand il avait fallu rétablir une souveraineté française qui n'allait pas de soi pour tous les alliés et restaurer l'État menacé par l'anarchie. Cela avait été le cas en janvier 1945 quand il avait fallu s'opposer à l'évacuation de Strasbourg à peine libérée et qui aurait mis la ville à la merci de la terrible vengeance de l'ennemi. Cela avait été le cas en mais 1958 et en avril 1961 quand la France, à deux éprises, s'était trouvée menacée par la guerre civile. Cela avait été le cas en mai 1968 quand il avait fallu mettre fin au désordre et à la violence.

Depuis trente ans, même quand il n'était pas au pouvoir, les Français s'étaient habitués à ce que le général de Gaulle veillât sur eux. Pour beaucoup de Français il était un recours rassurant. Sa disparition laissait un grand vide. C'est à ce sentiment de vide que la France alors mesura le mieux peut être l'importance qu'il avait eue pour elle.

Il avait voulu des obsèques d'une extrême simplicité. Ni décoration, ni honneurs, ni dignité, ni éloge funèbre.

Il avait souhaité être enterré ici, dans son village, entouré de sa famille, des habitants de Colombey et des Compagnons de la Libération.

Il avait voulu tous les honneurs pour l'État. Il n'en avait jamais voulu pour lui-même.

Mais la France entière prit le deuil, et dans l'émouvante simplicité de cet hommage silencieux qui venait du cœur, chacun comprit qu'une page d'Histoire venait de se tourner mais que la leçon qu'elle contenait resterait vivante pour les générations futures.

La voix qui s'était tue avait été pendant trente ans celle de la France. Elle l'avait souvent été pour les Français et plus souvent encore pour le reste du monde qui y avait reconnu l'éternelle vocation de notre pays à défendre la liberté des hommes et le droit des peuples contre toutes les forces idéologiques ou matérielles qui prétendaient les asservir.

Il avait pu parfois se tromper. Mais dans tout ce qu'il avait dit et dans tout ce qu'il avait fait, il avait cherché à ce que la France restât toujours fidèle à elle-même, à ses valeurs, à son histoire, à son génie. Il ne s'était pas contenté de se faire une certaine idée de la France, il s'était constamment battu pour elle dans la guerre comme dans la paix. Il avait montré que l'on pouvait aimer son pays sans détester les autres. Il avait toujours agi en partageant avec tous ceux qui l'avaient accompagné cette conviction profonde que si certains pays ne sont jamais plus grands que lorsqu'ils le sont pour eux-mêmes, la France, elle, n'est jamais plus grande que lorsqu'elle l'est pour les autres.

Il avait montré que l'on pouvait aspirer à la grandeur de son pays sans jamais vouloir asservir les autres.

D'autant plus sourcilleux sur la souveraineté française qu'était grande la faiblesse de ses moyens, d'autant plus intransigeant sur son indépendance qu'il était d'une fidélité sans faille à l'alliance des démocraties contre la menace totalitaire.

Mais il avait voulu que la France toujours fidèle à elle-même parlât à tous les hommes et tendît la main à tous les peuples.

Jamais l'amour de la patrie, jamais le sentiment national ne s'était confondu chez lui avec la tentation de repliement. Il avait ouvert les frontières, fait le choix de l'Europe et du monde où il avait voulu que la France se donnât toujours les moyens de jouer le rôle de premier plan qui, à ses yeux, devait être le sien.

Il avait cru au plus profond de lui-même que la France était une force d'émancipation, de paix, et de progrès et qu'elle le devait au génie de son peuple, à son histoire, à sa culture, à sa civilisation, à l'équilibre qu'elle avait su trouver entre le sentiment et la raison.

Mais à aucun moment il n'était resté prisonnier du passé. Cet homme qui avait incarné les grandes permanences de notre histoire avait été constamment tourné vers l'avenir.

10 b). 'Sarkozy prend de Gaulle à témoin', ***La Libération*****, 9 November 2010**

Nicolas Sarkozy a profité du 40e anniversaire de la mort du général de Gaulle pour inscrire lors d'une cérémonie à Colombey-les-Deux-Églises son action dans les pas de son glorieux prédécesseur, de la réforme des retraites à l'hyperprésidence.

Il en est du gaullisme comme d'un grand magasin, on y trouve toujours de quoi satisfaire son propos, à droite comme à gauche : il y a quelques mois, la patronne du PS Martine Aubry n'avait pas hésité à enrôler l'ex-chef de la France libre entre Voltaire, Zola et Zidane, pour dénoncer la politique « nauséabonde » du chef de l'État à l'encontre des Roms.

Mardi, à son tour, Nicolas Sarkozy a puisé à pleines mains dans l'héritage gaulliste pour, citations à l'appui, justifier certaines de ses décisions et sa manière, souvent controversée, de diriger le pays.

Sous la célèbre croix de Lorraine qui domine la dernière demeure de l'ex-président, le crachin et le ciel gris, le président a rendu hommage au général, devant le Premier ministre François Fillon, ses ministres Michèle Alliot-Marie et Luc Chatel, régional de l'étape, des chefs de l'UMP Xavier Bertrand et des députés du parti présidentiel, Jean-François Copé.

Recours rassurant

Longuement, il a exalté le souvenir du « sauveur » de la France, de ce « recours rassurant » qui a défendu une « conception toujours plus élevée, toujours plus exigeante de la France ».

Même s'il concédé que « nul ne peut savoir ce qu'il ferait aujourd'hui », Nicolas Sarkozy a souligné « l'actualité absolument brûlante » du général. « Quand il avait dit que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille de la bourse (…) à sa façon il appelait à la régulation des lois du marché », a-t-il ainsi estimé à la veille de prendre les rênes du G20.

« Jamais un homme d'État n'avait compris aussi bien que (…) pour s'ouvrir aux autres il faut d'abord être assuré de ses propres valeurs, de son identité », a également rappelé M. Sarkozy, allusion à son débat critiqué sur l'identité nationale qui a gêné jusqu'à la droite.

A l'heure où, à Paris, le Conseil constitutionnel donnait son feu vert définitif à sa réforme des retraites, le chef de l'État a aussi rappelé que le général de Gaulle n'avait « jamais reculé devant la nécessité de décider (…) parce qu'il savait qu'en repoussant la décision, les souffrances seraient plus grandes encore ».

« Si la France m'appelle à lui servir de guide... »

D'une citation du fondateur de la Ve République qui souhaitait que, du président, « émanent réellement toute décision importante aussi bien que toute autorité », il a fait une justification de son hyperprésidence.

Quant à l'impérieuse nécessité des réformes qu'il clame depuis 2007, Nicolas Sarkozy l'a retrouvée dans un autre propos gaullien qui a fait crépiter les applaudissements : « si la France m'a appelé à lui servir de guide, ce n'est certes pas pour présider à son sommeil » … Avant ce discours, la fidélité gaulliste affichée par le chef de l'État n'a pas fait l'unanimité. « Une imposture », a jugé le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, alors que Martine Aubry a estimé que l'héritage du général était « mis à bas » par son successeur.

Conquis d'avance, le député UMP Patrick Ollier a jugé que Nicolas Sarkozy était « incontestablement dans la droite ligne du général de Gaulle ». Mais il a refusé de décerner ce brevet à l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin. « Il a des idées très proches », a-t-il tranché, « mais il va trop loin dans la caricature et dans la haine».

10 c). Antoine Lagadec, « Comme Napoléon, Macron veut réformer vite, mais son programme est celui de la "droite orléaniste" », *La Revue des Deux Mondes*, 23 June 2017

Historien napoléonien et chargé de cours à l'Institut catholique d'études supérieures, Thierry Lentz analyse les points de convergence historiques et politiques entre Emmanuel Macron et Napoléon.

Revue des Deux Mondes – Quels sont les points de convergence entre Emmanuel Macron et Napoléon Bonaparte qui fut Premier Consul en 1799 ?

Thierry Lentz – Comparer à deux cents ans de distance a peu de sens, car en histoire, comparaison est rarement raison. Quelques éléments attirent l'attention et ne peuvent que faire dresser l'oreille au napoléoniste. D'abord, comme Napoléon, Emmanuel Macron est un chef d'État jeune (*39 ans, ndlr*), même s'il débute cette fonction à un âge plus avancé. Napoléon avait 30 ans au moment de son accession au pouvoir. Ensuite, si je voulais être désagréable, je dirais qu'Emmanuel Macron, lui aussi, arrive au pouvoir à la suite d'une sorte de coup d'État, judiciaire et journalistique, celui-ci, avec l'élimination du candidat de la droite et du centre avant le premier tour de l'élection présidentielle. Il faudra sans doute un jour tirer cette affaire au clair. Enfin, et c'est très frappant, le renouvellement de l'exécutif a été confirmé par les élections législatives, un peu comme Brumaire avait été absous par le plébiscite de l'an VIII. Et, comme à l'époque, nous nous trouvons dans la situation où un jeune chef d'État peut travailler avec une équipe renouvelée qui veut mettre en place des réformes.

Au-delà de ces aspects, il y a chez Emmanuel Macron une prise de conscience de l'importance et de la gravité de la fonction de président de la République. Il est pour lui à la fois facile et difficile de l'exprimer, compte tenu du comportement qu'ont eu ses deux prédécesseurs. Nicolas Sarkozy croyait avoir été élu président de General Motors. François Hollande pensait avoir été reconduit dans ses fonctions de premier secrétaire du Parti socialiste. Napoléon disait que si l'on ne prend pas de la distance par rapport à son entourage lorsqu'on accède aux plus hautes fonctions, on finit toujours par « se faire frapper sur l'épaule ».

Même s'il les a parfois bafouillées pendant sa campagne, Emmanuel Macron semble avoir des références historiques qui, au-delà de ce qu'il a dû ressentir en observant de près le quinquennat Hollande, lui ont fait comprendre qu'un chef d'État en France, qu'on le veuille ou non, est le successeur d'une tradition monarchique. Il est le roi de France. Le président nouvellement élu a donc rapidement mis une barrière, comme l'avait fait Napoléon au départ : d'autres généraux considéraient que la place aurait bien pu leur revenir. Cette barrière l'aidera aussi à traverser les inévitables événements parlementaires ou syndicaux qui auront lieu, et sans doute aussi à supporter la grossièreté des parties extrêmes de l'opposition.

Revue des Deux Mondes – Sur le plan politique, Napoléon disait « Ni bonnet rouge, ni talon rouge » (un idéal de vie politique au-dessus des partis, débarrassée du conflit droite-gauche, envisagée depuis Thermidor). Emmanuel Macron dit, lui, « Ni droite, ni gauche ». Partagent-ils une même vision de la politique ?

Thierry Lentz – Emmanuel Macron et Napoléon 1er se rapprochent, mais rappelons que c'est à deux cents ans de distance, par la recherche du consensus. Mais il n'y a au fond pas d'autre choix quand on arrive au pouvoir dans un pays divisé, voire déchiré. Les deux doivent répondre au même besoin de raisonnable remise en ordre et de rétablissement de valeurs acceptées par la grande majorité du corps social. La question non encore résolue est ici de savoir ce que le second entend par son « ni droite ni gauche ». S'il s'agit de tenter d'être d'accord avec tout le monde (son fameux « en même temps »), ce sera probablement un nouvel échec.

On sera vite fixé. Comme Bonaparte en 1800, Emmanuel Macron sait qu'il n'a pas le temps pour lui. Il faut ici rappeler que même s'il est resté au pouvoir pendant une quinzaine d'années, Napoléon a réalisé la quasi-totalité de ses réformes (dont on doit rappeler qu'elles structurent encore largement notre pays) en deux ans. En 1802, tout était accompli ou presque. Si le Premier Consul était mort à ce moment là, on en parlerait aujourd'hui de lui comme de notre plus grand chef d'État républicain réformateur et non comme le conquérant et fondateur d'empire.

Pour Emmanuel Macron, tout est à la fois sur la table et, n'en doutons pas, dans sa tête. La seule question qui reste est de savoir s'il aura la force, la « virtù » et l'habileté de « faire », y compris parfois avec autorité. Ce fut le choix en tout cas de Bonaparte il y a deux siècles. Le pays ne s'en porta pas plus mal, c'est le moins qu'on puisse écrire.

Revue des Deux Mondes – La vision de l'Europe d'Emmanuel Macron peut-elle être rapprochée de ce qu'avait promis de faire Napoléon Ier (politique expansionniste, favorable à l'unité européenne…) ?

Thierry Lentz – Je n'ai jamais cru à une ambition purement « européenne », au sens où on l'entend aujourd'hui, de Napoléon. Il est l'héritier d'une diplomatie française traditionnelle qui veut une prépondérance française en Europe. Le temps d'une telle prépondérance est passé… encore qu'on puisse s'interroger sur son remplacement par l'axe franco-allemand, mis en sommeil par la maladresse de François Hollande et de ses ministres des Affaires étrangères, guidés par leurs goûts personnels, parfois leurs humeurs politiciennes, alors que les forces profondes de la géopolitique et de la tradition diplomatique ne s'effacent jamais totalement et en tout cas se transforment avec lenteur.

Avec d'autres idées et d'autres moyens, on se retrouve dans une configuration où, sans rechercher la prépondérance de la France en Europe, on peut essayer de remettre le pays en position de meneur de bal occidental, en partenariat avec l'autre grande puissance de la région. Si j'ai pu, à certains moments, douter que l'Allemagne soit encore attachée à une co-direction de l'Europe avec la France, l'élection d'Emmanuel Macron et son comportement vont peut-être redonner confiance en elle à la diplomatie allemande. Car après tout, un partenariat est nourri de confiance… dans les deux sens.

Revue des Deux Mondes – Plusieurs points de comparaison existent aussi entre Emmanuel Macron et Louis-Napoléon Bonaparte, unique président de la Seconde République qui deviendra Napoléon III : âge, stature d'homme providentiel etc. Êtes-vous d'accord avec ce rapprochement ?

Thierry Lentz – La comparaison serait valable si les Républicains avaient gagné les législatives ; c'est un peu ce qu'il s'est passé avec Louis-Napoléon : à peine élu, celui-ci se retrouve face à une assemblée hostile avec laquelle il joue puis rompt. En effet, au moment de son élection en 1848, Louis-Napoléon vient un peu de nulle part. Il n'est connu qu'en raison de ses tentatives de coups d'état et de son nom.

Contrairement à lui, Emmanuel Macron bénéficie d'une majorité à l'Assemblée Nationale. Et en dépit de paraître comme un homme neuf et d'avoir créé son mouvement il y a seulement un an, il est dans le circuit depuis longtemps, et est introduit dans le milieu dirigeant, économique, administratif, etc.

Louis-Napoléon arrive dans un moment où le consensus social n'existe pas. On sort des journées de Juin, avec une monarchie de Juillet qui tombe presque par surprise… Une partie de la population brise ce consensus et Louis-Napoléon va essayer de le reconstituer en jouant clairement la carte de la droite et en mâtinant cela de quelques formules socialisantes. Est-ce le destin d'Emmanuel Macron ? On peut en douter, compte tenu de ses engagements passés.

Revue des Deux Mondes – Le macronisme est-il un nouvel avatar du bonapartisme?

Thierry Lentz – Les chroniqueurs adorent mettre les personnes et les idées dans les boîtes, parce que ça les rassure. Et comme la classification de René Rémond leur a été enseignée à Sciences Po, ils l'exhibent à tout bout de champ (ils devraient lire les essais les plus récents pour savoir que, sans être remise fondamentalement en cause, la classification a été depuis complétée). Il faudrait d'abord s'entendre sur la définition du bonapartisme. Bien souvent, le bonapartisme du Premier Empire est assimilé à celui du Second, puis on y a mis le boulangisme, puis le gaullisme… On a même vu Lionel Jospin y mettre le pétainisme ! S'il faut le raccrocher à une branche de la droite autoritaire, le bonapartisme ne convient pas à Emmanuel Macron. Comme il vient d'un centre-gauche aux idées économiques libérales et aux relations profondes avec le monde de la finance, le dit-on pour autant orléaniste ?

Rappelez-vous le moment où Nicolas Sarkozy a été élu président de la République : lors de la passation de pouvoir, au moment où le nouveau chef de l'État passait en revue des détachements dans le jardin de l'Élysée, on a joué la marche de la garde consulaire. Cela avait provoqué des commentaires sur l'inspiration napoléonienne de Sarkozy. Or on joue toujours cette marche pendant cette cérémonie !

Je me prends parfois à rêver qu'avec Emmanuel Macron nous avons peut-être affaire à quelque chose de nouveau. Un coup de balai comme celui que nous venons de vivre sur les parlementaires n'est pas même comparable à la période de 1958. Et je ne crois pas que ce président soit là pour faire une carrière à la Chirac ou à la Giscard. Il a suffisamment conscience du rôle qui lui incombe pour qu'il essaye de le jouer. C'est en tout cas tout ce que je souhaite à notre pays.

10 d.) Frédéric Joignot, 'La « charmante Marine Le Pen », notre prochaine présidente ? Un sondage l'envisage. Petite histoire d'une dédiabolisation ratée ou réussie', ***Le Monde*****, 7 March 2020**

Selon un sondage *Kantar-onepoint* **réalisé pour** *France Info* **et** *Le Monde* **et publié vendredi 6 mars, la part des Français estimant que Marine le Pen peut «** *arriver au pouvoir* **» a progressé de 9 points sur un an pour atteindre 56%.** Cet avis a bondi de 15 points – à 57% – chez les sympathisants de gauche (probablement écœurés par la politique anti-sociale d'Emmanuel Macron, pour qui ils ne voteront plus), et de 9 points – 61% – chez les proches du parti *Les Républicains*. L'enquête montre encore, ce qui est très préoccupant, que le FN, pardon le RN, et son programme illibéral, n'est plus perçu que par un sondé sur 2 – 51% – comme une menace pour la démocratie.
Pour expliquer cette banalisation, l'éditorial *du Monde* parle d'un effet d'« *accoutumance* ». Nous nous serions habitués à la présence du RN sur la scène politique et les plateaux télévisés, familiarisés à la répétition de ses thèmes partisans, acclimatés à ses tirades contre les élites, à sa litanie « patriotique », à sa détestation de l'Union Européenne (dont le parti a beaucoup profité jusqu'à ce que la justice se fâche). D'ailleurs, en meeting hier à Marseille qu'a dénoncé Marine Le Pen ? Hé bien, « *l'immigration massive* » , l'ouverture des frontières au coronavirus par un gouvernement jugé incapable (plutôt que rejoindre l'union nationale contre

l'épidémie), l'insécurité devenue « *sauvage* », l'absence de « *tolérance zéro* » … : la classique rengaine de l'ex FN légèrement photoshopée.

D'après cette enquête d'opinion donc, ces discours accusateurs récurrents, tout comme l'acerbe parole lepeniste, assortis de propos plus républicains et consensuels (le RN envisage de rester dans l'euro) se seraient installés dans le paysage politique et médiatique français, et seraient devenus si ordinaires, banals, apprêtés, si « dédiabolisés » qu'ils pourraient un jour convaincre une majorité de Français ? Marine Le Pen serait capable de devenir présidente de la République. Mais est-ce plausible ?

La « dédiabolisation » du Front National (FN), transformée en Rassemblement National (RN), entamée depuis 2007 a-t-elle réussi ? Marine Le Pen est-elle devenue présidentiable, crédible, depuis 2017 – s'est-elle relevée de sa performance calamiteuse du débat de l'entre-deux-tours de la présidentielle, où elle est apparue brouillonne, arrogante, incapable de maîtriser ses dossiers, inquiétante sur l'Europe et l'euro, prête à fait circuler des fake news sur un prétendu compte secret d'Emmanuel Macron aux Bahamas ? Analyse …

Paradoxalement, ce même sondage avance d'autres résultats qui contredisent vertement cette dédiabolisation annoncée du parti d'extrême-droite. En effet, il révèle que l'adhésion aux idées du RN demeure minoritaire en France – 26% -, qu'elle ne progresse pas sous la présidence Macron, et reste en deçà – de 7 points – des niveaux d'avant la présidentielle de 2017. Comment expliquer un tel différentiel ? Une analyse revient souvent : l'idéologie peu convaincante, clivante, illibérale, anti-européenne, ignorante de l'écologie, au programme économique flou de l'ex FN viré RN, ne convainc toujours pas la grande majorité des Français… Mais par contre Marine Le Pen, elle, est devenue, les années passant, un personnage politique et public accepté. Une sorte de râleuse en chef (quoique dépassée par les Gilets jaunes), de protestataire indéboulonnable, de grognarde toujours à mettre en garde contre le laxisme des gouvernants sur les questions sécuritaires et d'immigration.

Il faut dire que Marine Le Pen a beaucoup travaillé pour lisser son image, se présenter en vraie républicaine, apparaître en responsable crédible, et tenter de se rendre aimable et rassembleuse, tout en demeurant d'extrême-droite. Souvenez-vous de son affiche « *La France apaisée* », lancée juste avant la présidentielle de 2017, où elle apparaissait, le visage grave et serein, sur fond de campagne verdoyante, façon « Mitterrand la force tranquille ». Toute cette opération destinée à rassurer l'électorat avait commencé en vérité… dès 2011. Cette année-là, évoquer « l*a charmante Marine Le Pen* » fut un véritable leitmotiv des médias, un grand moment d'envoûtement dans l'histoire de la politique-spectacle française.

« Elle a un certain charme », Roland Dumas

L'ancien ministre socialiste Roland Dumas lance la vogue le 12 avril 2011, de sa voix suave, sur *France Inter,* : « *Elle a un certain charme…* » confie-t-il. Le mois suivant, alors que la dirigeante frontiste défend « *le service public français* » avec une conviction presque gauchiste, *Le Parisien* constate : « *Elle fait du charme aux fonctionnaires* ». Au

Salon de l'agriculture, en jeans clairs, les manches retroussées, gouailleuse, elle serre des mains, flatte la croupe des ovins et bovins, et le lendemain, plusieurs journaux (le *JDD, 20Minutes*) craquent : « *Opération séduction réussie* ». Quelques jours plus tard, la *Chaîne parlementaire* prévient : Marine Le Pen « *charme* » beaucoup de sympathisants de l'UMP.

Au-delà de cette manière très macho de ramener les qualités des femmes politiques à leur charmantude, un journaliste de *Libération* résume bien en avril le sentiment médiatique ambiant qu'a réussi à diffuser la nouvelle Me Le Pen. Il alerte sur son changement d'image (non sans un curieux élan psychanalytique) « *Allons au nœud du problème, au plus dur* : *la sympathie qu'inspire Marine Le Pen* ». Il se dit séduit par son profil de « *bonne copine, girl next door (…), bonne vivante certainement, aimant le vin, le karaoké et sans doute la clope* » , tant et si bien qu'il en vient à craindre que cette séduction naturelle attire vers l'extrême-droite des braves gens minés par la crise économique, et se demande si la popularité remontante du FN à la mi-janvier 2011 – 22% des Français se disent alors en accord avec « *les idées du Front National* » d'après un sondage *du Monde* – ne tient pas, pour partie au moins, au charisme de la… charmante Marine Le Pen.

Les mois suivants, plusieurs écrivains cèdent à leur tour à ce trouble attrait. La romancière Christine Angot écrit passionnément dans *Libération* : « *Les élections sont des affaires sexuelles. Marine Le Pen plaît à 20 % d'entre nous, et en fascine 80 %. Une femme-mec, phallique, ça nous plaît.* » (24/05). Régis Jauffret, cherchant à provoquer, montre pour elle une fougue bizarre aux forts accents misogynes : « *Si je n'étais pas féministe et partisan de la parité au Parlement, je me serais dit que c'est exactement le genre de fille qu'on a envie de sauter entre deux portes en espérant qu'elle vous demande de lui donner des baffes avant de jouir pour pouvoir se mettre un instant dans la peau d'un sans-papiers macho et irascible.* » (*Libération*, 17/03). Quant au billettiste Patrick Besson, dans un pastiche de Patrick Modiano, il apparaît sensible à son style martial : « *Elle m'attendait, lente et patiente, ses longs cheveux blonds encadrant son visage d'une beauté sévère, carrée, presque militaire* » (*Le Point*, 23/01/13).

La charmante Marine Le Pen… Dans son *Histoire de la séduction en politique* (Flammarion, 2011), l'historien des médias Christian Delporte analyse comment le charme personnel, le charisme et la prestance sur les plateaux font le succès du personnage politique, déclenchant parfois des réactions passionnelles allant au-delà des programmes et malheureusement des compétences. Le citoyen, explique-t-il, est aussi un individu emporté par ses affects, il peut être attiré par l'allure et la personnalité d'un leader, ses manières affables, son talent d'orateur – et tout son diaporama public, sa mise en scène médiatique.

Cela d'autant qu'à la télévision, l'homme ou la femme politique entre dans l'intimité des familles, semble s'adresser directement à chacun, presque yeux dans les yeux, en gros plan, souriant, affable… charmant. Dès lors, le téléspectateur séduit et l'électeur rationnel cohabitent… et bataillent. Le citoyen se retrouve, écrit Delporte, tiraillé entre deux attitudes : « *Je vote pour ce candidat parce qu'il me plait, me donne confiance, me paraît sympathique. Je ne voterai pas pour celui-là parce que sa tête ne me revient*

pas (…) L'un m'attire, l'autre pas. L'un me séduit, l'autre pas. Aujourd'hui, la séduction est devenue importante dans le rapport politique au citoyen. »

La candidate « bleu marine »

Selon l'historien, la « *pipolisation* » du monde politique, avec toute sa dimension affective, est apparue à la fin du XIXe siècle avec l'arrivée du journalisme d'interview qui entend se mettre au *« plus proche de l'homme qui se cache derrière la fonction politique »* – une pratique que la télévision a banalisé aux Etats-Unis avec l'élection en 1960 de John F. Kennedy, dont le charme télévisuel a beaucoup joué, faisant passer le débat politique à l'ère de la société du spectacle. Delporte rappelle comment *« des échos mondains des grands quotidiens généralistes des années 1880-1890 aux célèbres opérations-séduction télévisées de Valéry Giscard d'Estaing, en passant par la vedettisation des dirigeants dans les revues d'évasion de l'entre-deux-guerres, les médias français n'ont jamais hésité à mettre en scène la vie privée des hommes politiques. »* (*Le temps des médias*, no.10, 2008). Il faut séduire *« les foules sentimentales… »*, comme chante Alain Souchon, qui a tout compris : « On est *foules sentimentales. Voyez comme on nous parle… »*

Depuis 2011, Marine Le Pen applique cette stratégie de séduction avec méthode. Tout sourire sur les plateaux, elle a fait un gros effort pour faire oublier le passé extrémiste de son parti, marginaliser les provocations douteuses de son père, adoucir son image de *« hussarde »* (comme l'appelle la journaliste Christine Clerc dans son ouvrage « Les conquérantes », Nil, 2013) et étoffer ses discours jusque-là rudes et simplistes. La « *dédiabolisation* » du FN commençait…

Dans les entretiens donnés sur le site *Atlantico* entre 2012 et 2013, Christian Delporte a décrypté ce travail de modération, mais aussi d'approfondissement de la candidate désormais *« bleu marine »* (quand d'aucuns parlent de « rouge brun ») : *«Les mots sont moins brutaux qu'autrefois, le ton moins provocant, elle s'applique à parler de tous les sujets, politiques, économiques, sociaux, là où, naguère dominaient exclusivement « Immigration » et « Sécurité ».»*

Des discours « light » et apprêtés

Cette attitude conciliante, cet adoucissement du propos cet abandon de l'attitude aboyeuse, radicale, remarque l'analyste, s'accompagne désormais d'une féroce critique du néolibéralisme — récente au FN — et d' »*une compassion nouvelle pour les exclus la mondialisation* ». La dirigeante frontiste, précise-t-il, tente de se présenter comme une icône à la fois maternelle et combattante, prenant la défense des petites gens : « *Le discours social de proximité qu'elle développe vise à installer une image rassurante, celle d'une femme pure, empathique et protectrice du peuple* ». L'historien ajoute que ce virage l'inquiète, du fait de l'écho qu'il rencontre dans un pays mal en point, que les partis républicains, pour la plupart néolibéraux affirmés, peinent à redresser, tout en détricotant les lois de protection sociale : « loi de travail » irrecevable sous François Hollande, réformes scandaleuses de l'assurance chômage et des retraites avec Emmanuel Macron.

Pour évaluer cette dédiabolisation et cette inflexion du discours mariniste, une professeure de français à l'université de Stanford, Cécile Alduy, et un professeur de communication politique à Paris-Est Créteil, Stéphane Wahnich, se sont livrés à une analyse lexicale et statistique de 500 des discours, textes et déclarations de la dirigeante du FN (*Marine Le Pen prise aux mots*. Seuil, 2015). Cette étude aide à mieux comprendre comment elle tente désormais de séduire un public plus large, au-delà de son charisme personnel, grâce à des retournements sémantiques spectaculaires. Il s'agit d'adoucir sa parole, la rendre moins rude, de remplacer les mots qui fâchent par des expressions châtiées, sans pour autant renoncer aux fondamentaux de l'extrême-droite. Une opération qu'on pourrait qualifier d'allégement comme on parle de plat « *allégé* » ou de cigarette « *light* ».

Elle ne veut aucun contre-pouvoir

Alors que son père, continuateur du courant poujadiste, dénonçait « *l'État Moloch* », le « *fiscalisme* » de l'Impôt sur la Fortune (ISF) et défendait le libéralisme contre « *l'assistanat* » de l'État Providence, Marine Le Pen défend « *l'État Nation* » avec des accents qui rappellent parfois l'extrême-gauche. Mais quel état exactement ? Dans son discours de Tours (16/01/2011), elle invoque un état « *fort* » et « *protecteur* ». Dans celui de Bordeaux (01/ 2012), elle explique que cet État-Nation résistera à la « *finance internationale* » et à « *la mondialisation* », et sera un rempart pour tous les « *nationaux* ». Mais qu'entend-elle exactement par « fort » ?

Le diable est dans les détails. Elle veut un référendum sur la peine de mort (pour la rétablir), une police omniprésente sur « *chaque mètre carré du territoire national* » (déclaration d'oct 2016) avec un droit de tirer facilité, le rétablissement de l'autorité et de l'uniforme à l'école et au collège, sans oublier de graves changements dans la Constitution de la République. Lesquels ? Au gré de ses discours, elle évoque l'abrogation du pouvoir constituant de l'Assemblée Nationale, la suppression du Sénat, la limitation du contrôle du Conseil Constitutionnel, la rediscussion de la Convention Européenne des droits de l'Homme, l'abrogation de la loi Pleven-Gayssot sur la répression des propos racistes et discriminatoires – sans oublier sa volonté,

aujourd'hui mise sous le boisseau, de sortir de l'euro et de l'Europe, une sorte de Frexit jamais clairement expliqué et concrétisé – et pour cause..

Autrement dit : elle veut en finir avec toutes les formes de contre-pouvoir institutionnel institués pour contenir une dérive de la République vers un régime personnel, identitaire et autoritaire. Elle est, comme le rappelle le spécialiste de l'extrême-droite Jean-Yves Camus, ouvertement *illibérale* – opposé aux libertés démocratiques garanties du libéralisme – à la manière de Viktor Orban en Hongrie et Jaroslaw Kaczynski en Pologne.

Sur la question de la laïcité, elle tient aussi des propos très ambivalents. Alors que son père manifestait pour l'école libre en 1984 et dénonçait les « *laïcards* », elle défend avec force la laïcité, présentée comme un « *principe français sacré* » (Discours de Nanterre, 16/01/2015). Cependant, par un détournement retors du sens de la laïcité française, au lieu de s'en tenir aux principes de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État mais aussi sur le respect de la liberté de conscience et des pratiques religieuses, elle défend avant tout la laïcité pour s'en prendre aux « *islamistes* » – généralement confondus avec tous les musulmans, désignés comme réfractaires à la République, et toujours associés à « *l'immigration* » : « *La République laïque n'est plus qu'un souvenir évanoui par des années d'immigration massive, de soumission aux revendications des fondamentalistes* » s'écrie-t-elle dans son discours de Lyon (2/12/2014).

Aux Estivales du FN de Fréjus, le 17 septembre 2016, elle déclare encore : « *Est présent sur notre sol autre chose que des criminels, sont présents des ennemis qui entendent faire régner des lois, des mœurs, une idéologie politico-religieuse, venus de l'extérieur.* » Cette idéologie de la cinquième colonne et de l'ennemi intérieur, désignant sans les nommer tout en les nommant tous les musulmans, renoue sans l'avouer avec les inquiétants discours belliqueux et de guerre civile de l'extrême-droite.

« Marine Le Pen ne séduit toujours pas ». Sondage 2014

Cette stratégie de séduction et d'allègement du discours a-t-il réussi ? En partie seulement, au regard des résultats des dernières élections depuis 2014. Le Front National fait un score historique de 25% des voix aux européennes de 2014 (avec, n'oublions pas, une abstention à 57%… à 73% chez les jeunes). Puis une moyenne de 27,9% au premier tour des régionales de 2015. Marine Le Pen quant à elle obtenait 40% des voix dans la région Nord-Pas de Calais -Picardie, avant d'être largement battue au second tour par Xavier Bertrand (avec 58 % des voix).

En même temps, au-delà des graves questions politiques soulevées par ces succès, un intéressant sondage sur la réception de la personnalité de Marine Le Pen, réalisé par *BVA-Le Parisien* deux semaines avant les élections européennes de 2014, apportait un éclairage intéressant. Le quotidien titrait avec aplomb : « *Marine Le Pen ne séduit toujours pas* ». Comment en arrivait-il à cette conclusion ?

Il faut, pour mieux comprendre, reprendre point par la série des questions posées par les sondeurs et les résultats associés. La première est très directe : « *Quelle opinion avez-vous de Marine Le Pen* ? » Les réponses sont tranchées : « *Mauvaise* » à 68% –

« *Bonne* » à 30%. Ensuite, une sorte de jeu qualitatif est proposé : « *Pour chacun des qualificatifs suivants, diriez-vous qu'il s'applique plutôt bien à Marine Le Pen ?* ». Elle est « *d'extrême-droite* » : 77% de *Oui*. Elle est « *agressive* » : 71% de *Oui*. Elle est « *démagogique* » : 67 % de *Oui*. Elle est « *raciste* » : 60% de *Oui*. Elle est « *compétente* » : 38% de *Oui*. « *Jugez-vous le plan de sortie de l'euro souhaitable ?* » 79% répondent *Non*, 18% Oui. Le trouvez-vous « *crédible* » : 81% disent *Non*, 15% *Oui*. Une seule réponse la sauve : Est-elle « *courageuse* » ? 63% de *Oui.*

Il faut lire aussi les « *144 engagements présidentiels* » rendus public début février 2017 pour comprendre pourquoi Marine Le Pen ne convainc toujours pas une grande majorité des Français. Dans ce texte programmatique, elle appelle rien de moins qu'à une « *révision constitutionnelle* » qui signifierait la destruction de la Ve République, pour la remplacer par une république légiférant par référendum, soumise à la démocratie directe de la *vox populi* : autant dire un système législatif fonctionnant sans retravail d'approfondissement juridique, de discussion parlementaire, de débats politiques démocratiques.

Une démocratie par l'aboiement, une politique du « Oui » ou « Non » et du tout ou rien : voulez-vous le retour de la peine de mort ? l'incompressibilité des peines ? en finir avec l'euro ? la priorité nationale ? Dites « Oui », au nom de « l'indépendance de la France ». Sans oublier des propositions aussi vagues qu'inquiétantes que l'interdiction de tout signe religieux sur la voie publique, la fin du regroupement familial, ou la prohibition stricte du « communautarisme » (mais lequel ?) …

Un saut dans l'inconnu

Un tel programme serait un saut dans l'inconnu qui se traduirait par un régime policier sans précédent en France, la répression de toutes les minorités — et un effondrement européen qui laisserait le pays faible et démuni face aux grandes puissances comme la Russie, les États-Unis, la Chine, la Turquie… Il semble qu'aujourd'hui les Français, tout en s'étant habitués à elle, en l'acceptant comme une figure politique reconnue, ont malgré tout compris le véritable régime politique qu'elle incarne et appelle de ses vœux.

Dans le sondage publié hier, vendredi 6 mars, 22 % des Français seulement estiment que Marine Le Pen ferait une bonne présidente de la République. Ils ne sont que 36 % à la juger capable de rassembler au-delà de son camp. Que 39 %, soit 6 points de moins qu'en 2019, à penser qu'elle comprend leurs problèmes quotidiens. Si Marine Le Pen s'est dédiabolisée, elle s'est aussi banalisée (d'autant plus qu'elle traîne désormais plusieurs casseroles juridiques) … En rejoignant le diaporama des responsables politiques omniprésents et médiatiques, elle pâtit à son tour des critiques qui leur sont adressés : beaucoup la trouvent distante, toute affairée à la cuisine politicienne, mouillée dans des affaires peu glorieuses (détournement de fonds du parlement européen qu'elle a tant dénoncé), idéologue sur les dossiers d'importance (l'euro, l'Europe, les libertés …), faisant partie de cette élite coupée du peuple qu'elle a tant dénoncée…

10 e.) Éric Zemmour, *La France n'a pas dit son dernier mot* (Rubempre, 2021), preface

La propagande d'État n'a plus besoin de l'État pour être puissante. « Faites-leur manger le mot, vous leur ferez avaler la chose », avait dit Lénine. Ses émules ont retenu la leçon. Il faut bien les connaître pour mieux les combattre. C'est le décalogue de notre nouvelle religion :

1. La race n'existe pas, mais les racistes existent.
2. Seuls les Blancs sont racistes.
3. L'identité — qu'elle soit ethnique ou sexuelle — ne doit pas être figée.
4. L'école a pour seule mission de lutter contre les inégalités.
5. La virilité est toxique.
6. L'Islam est une religion d'amour.
7. Le capitalisme et le patriarcat tyrannisent les femmes comme ils détruisent la planète.
8. Il n'y a pas de culture française, il y a des cultures en France.
9. L'immigration est une chance pour la France.
10. La France ne peut rien sans l'Europe.

On pourrait poursuivre sans fin. Ces calembredaines sont les idoles de notre temps. Elles font office de religion séculière, et nombreux sont ses prêtres médiatiques (et judiciaires) qui sermonnent en chaire et excommunient à l'occasion les incroyants. [….]

[…] Dans mes rêves d'enfant, je n'avais jamais imaginé être chef de l'État. Je n'avais même pas songé m'engager dans un parti, ni poursuivre une carrière politique. J'aimais l'histoire, la politique, la littérature. Pour moi — en en cela j'étais très français — les trois étaient intimement liées. Bonaparte et de Gaulle furent de grands lecteurs et de véritables écrivains ; et les plus grands auteurs français ont rarement refusé un engagement politique : Montaigne, Chateaubriand, Balzac, Hugo, Lamartine, Tocqueville, Barrès, Céline, Aragon, Camus, Sartre, Laurent, Malraux, Druon… Mais quand j'envisageais un glorieux destin, c'était l'écriture plus que le pouvoir qui emportait mon imagination d'enfant. Je vénérais Napoléon, mais je m'écriais à mon tour : « être Chateaubriand ou rien. »

La politique m'apparaissant alors comme un monde de géants où j'étais trop petit, trop vulnérable, trop franc, pas assez retors et machiavélique. Mon enfance s'était déroulée sous le règne du Général, mon adolescence, sous Pompidou et Giscard, mes premiers pas de journaliste politique sous Mitterrand, puis Chirac. Au pays des géants, les nains ne se prennent pas pour des rois. Non seulement le charisme de ces derniers, mais aussi la solidité du système politique interdisaient à un amateur de troubler leur guerre de titans. À l'époque, personne n'aurait eu l'idée de sonder mes intentions présidentielles. Je me faisais ces réflexions au fur et à mesure que ces incitations s'accumulaient.

L'hypothèse de mon entrée fracassante en politique n'était que le symptôme — un de plus — de la désagrégation du système politique français et de l'avilissement des institutions de la Ve République. Emmanuel Macron n'était-il pas d'ailleurs la preuve la plus éclatante de la décadence du régime ? Le secrétaire général adjoint de

François Mitterrand ou celui de Jacques Chirac aurait-il pu — y aurait-il seulement songé ? — se lever contre son patron et empêcher le président de se représenter ?

Le monde de géants de ma jeunesse est devenu un monde de nains. Je notais, désolé, que les politiciens, loin de vouloir le bien, craignaient même de le rechercher.

10 f.) 'Présidentielle 2022, J -10 : Macron s'en prend à l'extrême droite, voter Le Pen « n'est pas une option » pour LFI', ***La Croix*** **(avec Agence France Presse), 31 March 2022**

Emmanuel Macron multiplie les critiques contre « le tandem d'extrême droite » ; Valérie Pécresse détaille ses 100 premiers jours à l'Élysée ; les amis de Jean-Luc Mélenchon assurent qu'ils ne voteront jamais pour Marine Le Pen. Tour d'horizon de la campagne à 10 jours du premier tour de scrutin.

Emmanuel Macron rencontre ses électeurs à Fouras (Charente-Maritime), jeudi 31 mars. (Stéphane Mahé/Reuters)

► Emmanuel Macron déplore la banalisation de l'extrême droite

En campagne pour l'élection présidentielle à Fouras (Charente-Maritime), jeudi 31 mars, Emmanuel Macron a multiplié les attaques contre Marine Le Pen et Éric Zemmour. Des candidats « *d'extrême droite* », a-t-il insisté plusieurs fois, ce qu'« *on oublie* » et « *qu'on banalise* ». « *Je n'ai jamais banalisé le Front national* », « *il y a un tandem d'extrême droite, que je combats* », a poursuivi le président sortant.

Le chef de l'État a également dénoncé les positions de ses deux adversaires sur la vaccination. « *Si l'extrême droite avait gagné il y a cinq ans, vous auriez été vaccinés en décembre et dé-vaccinés en janvier !* », a-t-il raillé. Et si Marine Le Pen avait gagné en

2017, les Français n'auraient, selon lui, pas eu de vaccin car « *la France serait sortie de l'Europe* ».

► Les 100 premiers jours de la présidente Pécresse

La candidate LR Valérie Pécresse a présenté, jeudi, le calendrier de ses réformes prioritaires jusqu'à l'automne si elle était élue présidente de la République le 24 avril. Ces principaux chantiers porteront sur les retraites, l'immigration ou la santé.

Ces « *100 jours pour le redressement de la France* » sont « *un projet de rupture après des années d'inaction et de renoncement* », a souligné la candidate. À dix jours du premier tour de la présidentielle, « *il était important de montrer que nous sommes prêts, qui nous avons une équipe capable d'exercer demain des responsabilités* », a-t-elle expliqué.

► Pour LFI, Le Pen « n'est pas une option »

En cas de duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour, voter pour la candidate d'extrême droite « *n'est pas une option* » pour La France insoumise, a assuré le numéro deux de LFI Adrien Quatennens. Celui-ci appelle surtout les électeurs à « *chasser l'extrême droite des urnes* » dès le premier tour en votant Jean-Luc Mélenchon.

Sur Franceinfo, Adrien Quatennens a jugé que les électeurs « *en colère* » tentés par le vote Le Pen « *sans pour autant adhérer aux thèses ethnicistes et à la vision identitaire* » du RN « *se font berner* » en matière économique et sociale. Marine Le Pen, a-t-il critiqué, c'est « *l'autre candidat des riches* ».

Jean-Luc Mélenchon avait indiqué, la veille, que face à un second tour entre le président sortant et la cheffe de file du RN, il consulterait les quelque 310 000 personnes qui l'ont soutenu en ligne avant de donner une consigne.

► La charge de Nathalie Arthaud contre Marine Le Pen

La candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Artaud, a dénoncé, sur France 2, le « *poison du racisme décomplexé* » qui s'exprime dans la campagne et a estimé que ceux qui au sein du « *monde du travail* » votent Marine Le Pen « *se trompent* » car elle est « *anti-ouvriers* ».

« *L'essentiel du monde du travail, ça fait bien longtemps qu'il s'abstient, qu'il s'est rendu compte que tous les présidents de la République se moquaient complètement de (sa) galère et qu'il devait se débrouiller tout seul*, a-t-elle souligné. *Mais ceux qui votent pour Marine Le Pen se trompent parce que Marine Le Pen n'est pas du côté des classes populaires et du monde du travail.* »